

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 mars 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025**Planification des programmes****Projet de budget-programme pour 2025****Titre V****Coopération régionale pour le développement****Chapitre 19****Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique****Programme 16****Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique****Table des matières**

	<i>Page</i>
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	4
Orientations générales	4
Programme de travail	19
Sous-programme 1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement	19
Sous-programme 2. Commerce, investissement et innovation	24
Sous-programme 3. Transports	31
Sous-programme 4. Environnement et développement	36

* [A/79/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



Sous-programme 5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	42
Sous-programme 6. Développement social	48
Sous-programme 7. Statistiques	54
Sous-programme 8. Activités sous-régionales de développement	60
Composante 1. Activités sous-régionales de développement dans le Pacifique	60
Composante 2. Activités sous-régionales de développement en Asie de l'Est et du Nord-Est	65
Composante 3. Activités sous-régionales de développement en Asie du Nord et en Asie centrale	71
Composante 4. Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud et du Sud-Ouest	76
Composante 5. Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud-Est	81
Sous-programme 9. Énergie.	86
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	93
Vue d'ensemble.	93
Organes directeurs	102
Direction exécutive et administration	104
Programme de travail	107
Sous-programme 1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement.	107
Sous-programme 2. Commerce, investissement et innovation	108
Sous-programme 3. Transports	109
Sous-programme 4. Environnement et développement	110
Sous-programme 5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	111
Sous-programme 6. Développement social	112
Sous-programme 7. Statistiques	113
Sous-programme 8. Activités sous-régionales de développement	114
Composante 1. Activités sous-régionales de développement dans le Pacifique	115
Composante 2. Activités sous-régionales de développement en Asie de l'Est et du Nord-Est	116
Composante 3. Activités sous-régionales de développement en Asie du Nord et en Asie centrale	117

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Composante 4. Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud et du Sud-Ouest	118
Composante 5. Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud-Est. . .	119
Sous-programme 9. Énergie.	120
Appui au programme	121
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2025	123
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes	124

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 19.1 En tant que plateforme intergouvernementale principale des Nations Unies dans la région, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) aide ses membres et membres associés à trouver des solutions en matière de développement durable. Ses mandats découlent des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et dans ses propres résolutions et décisions. Elle a été créée par la résolution 37 (IV) du Conseil, et son mandat a été modifié par la résolution 1895 (LVII) du Conseil de façon à couvrir la dimension sociale du développement intégré.
- 19.2 Les travaux de la Commission sont également fondés sur sa résolution 79/1, par laquelle elle a réaffirmé son engagement à promouvoir le multilatéralisme et la coopération internationale et sa résolution 78/1, dans laquelle elle a souligné qu'elle jouait un rôle de premier plan s'agissant de mobiliser la coopération régionale et de soutenir les activités visant à remédier aux problèmes auxquels ses membres faisaient face aux échelons régional et transfrontière et aux difficultés communes qu'ils rencontraient.
- 19.3 Dans le cadre de ses trois grands domaines d'activité, à savoir la recherche et l'analyse, la recherche d'un consensus et l'établissement de normes dans le cadre intergouvernemental, et le renforcement des capacités, la Commission appuie la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle est guidée pour ce faire par les résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 74/4, et par la feuille de route régionale en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 en Asie et dans le Pacifique, que la Commission a approuvée dans sa résolution 73/9 et qui sert de cadre de référence.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

- 19.4 La stratégie globale du programme de la Commission vise à intégrer les dimensions économiques, sociales et environnementales de manière équilibrée pour faire progresser le développement durable en Asie et dans le Pacifique. La Commission exécute cette stratégie au moyen de neuf sous-programmes aux niveaux régional et sous-régional en vue de répondre aux besoins et aux demandes de ses États membres, la priorité étant accordée aux pays en situation particulière, qui constituent plus de la moitié de ces derniers. Pour ce faire, elle intègre les différents programmes d'action dans les activités de chacun de ses sous-programmes afin d'aider les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement à atteindre les objectifs et les cibles visés.
- 19.5 Dans la déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale (résolution 78/1 de l'Assemblée générale), les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à prendre des mesures audacieuses, ambitieuses, régulières, justes et transformatrices, ancrées dans la solidarité internationale et une coopération efficace à tous les niveaux et à opérer un changement systémique pour faire advenir un monde plus inclusif, plus juste, plus pacifique, plus résilient et plus durable pour l'humanité et la planète, et pour les générations actuelles et futures. Afin d'honorer cet engagement, et dans le cadre de ses compétences, la CESAP aidera ses États membres à mettre en œuvre les actions continues, fondamentales, transformatrices et urgentes décrites dans la déclaration politique.

- 19.6 Alors qu'il faut composer avec les contraintes budgétaires, une vulnérabilité croissante de la dette et des conditions financières difficiles, il est nécessaire d'accroître le financement et de revoir les priorités régissant l'utilisation d'un capital restreint pour combler le déficit de financement en vue d'atteindre les objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique. Afin de prêter un appui aux États membres sur les questions de politiques macroéconomiques et de surendettement, la CESAP mènera des recherches sur des évaluations de la soutenabilité de la dette publique tournées vers le long terme et axées sur le développement, la mobilisation des ressources nationales, l'accès à un financement abordable au service du développement et la coopération internationale en matière de règlement de la dette, l'objectif étant d'accroître les investissements dans le développement durable. Elle organisera également des réunions à l'intention des États membres et des parties prenantes afin de soutenir la réalisation du Programme 2030, en tenant compte de l'examen à mi-parcours de celui-ci et en gardant à l'esprit la nécessité d'accélérer le financement au service de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Elle se fondera sur ses recherches en lien avec la réalisation des objectifs de développement durable pour fournir aux États membres un soutien portant sur les moyens permettant d'atteindre ces objectifs, en veillant à ce que ces recherches et ce soutien s'ancrent dans le Programme 2030.
- 19.7 Afin de renforcer la coopération régionale et sous-régionale en vue d'accélérer l'action climatique en Asie et dans le Pacifique, la Commission aide les États membres à coopérer plus activement s'agissant de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs effets. En 2025, elle procédera à des évaluations régionales, facilitera le partage d'informations et les dialogues sur les politiques et apportera un soutien technique au service de mesures visant à promouvoir un développement résilient face au climat et durable sur le plan environnemental. Elle favorisera la collaboration entre les différents secteurs de l'économie afin de lutter contre les changements climatiques, notamment en soutenant la coopération régionale concernant les modes de transport durables, à faibles émissions et économes en énergie. À cette fin, elle s'appuiera sur le Programme d'action régional pour le développement du transport durable en Asie et dans le Pacifique (2022-2026), qui sert de cadre au traitement des conséquences négatives générées par le transport de marchandises, notamment les émissions de gaz à effet de serre, pour mener des projets de renforcement des capacités en vue de renforcer la connectivité des transports régionaux et interrégionaux et de promouvoir la prise en compte des questions environnementales soulevées dans les chaînes d'approvisionnement internationales et la mise en place de systèmes de transport numériques et intelligents.
- 19.8 La CESAP s'appuiera sur l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) pour soutenir la mise en œuvre de ce dernier en renforçant les mécanismes de coopération régionale et sous-régionale afin d'obtenir le financement nécessaire pour renforcer la résilience, notamment en faisant appel au secteur privé. À la demande des États membres, elle facilitera le dialogue concernant les politiques à mettre en place en matière d'adaptation transformatrice, laquelle protège les vies, les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires, énergétiques et autres systèmes critiques, en adoptant une approche équilibrée et globale de la gestion des risques liés aux catastrophes et au climat reposant entre autres sur l'intensification des innovations visant à lutter contre les dangers transfrontaliers. Elle poursuivra l'élaboration d'une stratégie régionale visant à soutenir la mise en place d'alertes précoces pour tous d'ici 2027 en renforçant les systèmes d'alerte précoce multidangers en Asie et dans le Pacifique, en coordination avec les États membres et les partenaires concernés, le cas échéant. La CESAP facilitera le renforcement des capacités nationales en matière de préparation aux catastrophes, d'adaptation et de résilience au moyen d'initiatives telles que le Réseau Asie-Pacifique pour la résilience aux catastrophes, qui se sert d'applications numériques et géospatiales pour partager des informations, des compétences, des ressources et des bonnes pratiques aux fins de l'élaboration de systèmes d'alerte précoce multidangers.
- 19.9 La CESAP entend promouvoir la coopération entre les États membres de la région afin de pleinement réaliser l'objectif 7 et d'autres objectifs de développement durable liés à l'énergie. Conformément aux décisions prises lors du troisième Forum Asie-Pacifique de l'énergie, elle réalisera des études analytiques sur les principales tendances énergétiques et compilera et diffusera des informations et

des données pertinentes sur l'énergie, notamment au moyen du Portail Asie-Pacifique de l'énergie, afin d'informer les discussions intergouvernementales. À leur demande, elle aidera également les États membres à élaborer des feuilles de route nationales aux fins de la réalisation de l'objectif 7 et à formuler et appliquer leurs stratégies à long terme sur les transitions énergétiques durables.

- 19.10 Le rôle du commerce est essentiel dans la réalisation du développement durable. Aussi la Commission s'attachera-t-elle à rendre le commerce plus compétitif, plus durable et plus inclusif dans la région Asie-Pacifique. À cette fin, elle intensifiera ses activités de recherche analytique, de renforcement des capacités et d'assistance technique dans des domaines d'intérêt commun tels que le commerce électronique et numérique, la numérisation et la durabilité du commerce et sa résilience en temps de crise, la sortie de la catégorie des pays les moins avancés et les accords commerciaux. En outre, elle s'emploiera à renforcer la coopération en matière de commerce transfrontière sans papier, en aidant les États membres à adhérer à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique.
- 19.11 Consciente de l'importance du secteur privé dans la réalisation du Programme 2030, la Commission aidera les États membres à promouvoir l'innovation dans les entreprises et le domaine des affaires, notamment pour ce qui est de faire en sorte que les entreprises soient plus inclusives et socialement responsables, qu'un plus grand nombre d'entre elles soient dirigées par des femmes et qu'elles intègrent davantage les personnes handicapées, d'établir une base de données factuelles servant à l'élaboration de politiques efficaces et de faciliter le partage des connaissances et la coopération régionale sur ces questions. Elle prévoit de collaborer avec le secteur privé par l'intermédiaire de son réseau des entreprises durables et du Forum Asie-Pacifique des entreprises, ce qui implique de promouvoir des principes et des normes internationalement reconnus en matière de conduite responsable des entreprises, tels que ceux contenus dans le Pacte mondial des Nations Unies et d'autres initiatives, le cas échéant. En outre, elle fournira une assistance technique et mènera des activités de renforcement des capacités pour promouvoir l'investissement à impact social et environnemental et l'investissement étranger direct au service du développement durable, l'objectif étant de faire en sorte que les entreprises participent plus activement à la promotion de l'égalité des genres, à la réduction de la fracture numérique croissante et au traitement des questions sociales et environnementales, notamment des changements climatiques.
- 19.12 Les membres et membres associés de la CESAP estiment que l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information pourrait être l'une des plateformes régionales utiles pour la promotion de la coopération numérique. La Commission s'appuiera sur les résultats de la conférence ministérielle sur l'inclusion et la transformation numérique et encouragera la coopération numérique entre les membres afin de réduire la fracture numérique. Elle proposera des formations aux compétences numériques, s'emploiera à améliorer la desserte numérique, à renforcer la confiance et la sécurité numériques et à diffuser les politiques et les pratiques qui se sont révélées efficaces et œuvrera pour que les économies et les sociétés numériques soient inclusives, selon les besoins. En outre, elle encouragera les États membres à participer au processus de transformation numérique, notamment dans le cadre du Plan d'action pour la mise en œuvre de l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information (2022-2026).
- 19.13 Le Plan d'action pour le renforcement de la coopération régionale en matière de protection sociale en Asie et dans le Pacifique servira de cadre aux États membres pour ce qui est de prévenir la pauvreté et de réduire la vulnérabilité en investissant dans des systèmes nationaux de protection sociale inclusifs qui favorisent l'accès aux services essentiels et aux ressources, la valorisation du capital humain et l'accès à l'éducation et à l'emploi, notamment aux emplois décents, et qui renforcent la résilience en matière de santé. La Commission s'inspire du Plan d'action pour promouvoir la participation active des femmes à la prise de décision ainsi qu'à la conception et à l'exécution des politiques et programmes relatifs à la protection sociale.
- 19.14 La CESAP est résolue à lutter contre les inégalités au sein des pays et entre eux afin de bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives, à réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles et à faire en sorte que les personnes handicapées et les groupes de population qui risquent le plus d'être laissés pour compte participent activement au développement durable et

en bénéficient au même titre que les autres. Pour faire progresser les droits des personnes handicapées et accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, elle aidera les États membres à appliquer de manière effective la Déclaration de Jakarta sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2023-2032) ainsi que la Stratégie d'Incheon visant à faire du droit une réalité pour les personnes handicapées en Asie et dans le Pacifique et la Déclaration de Beijing et le Plan d'action pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie d'Incheon.

- 19.15 Les données et les statistiques sont des outils essentiels pour favoriser la mise en œuvre du Programme 2030. La CESAP renforcera son soutien à l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et s'efforcera d'aider les États membres à établir des statistiques complémentaires en lien avec le produit intérieur brut (PIB) permettant de mesurer le caractère inclusif et durable de la croissance et de la prospérité. Elle s'emploiera en priorité à aider les États membres à prendre des décisions en œuvrant pour que les services statistiques soient mieux à même d'améliorer la visibilité statistique des populations qui risquent le plus d'être laissées pour compte, et ce en produisant des données ventilées, notamment selon le revenu, le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes en fonction du contexte national. Dans tous les secteurs, la CESAP investira davantage pour améliorer la qualité de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données. Par ailleurs, par l'intermédiaire de son programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement durable, elle facilitera la fourniture d'images satellite à haute résolution et d'outils d'analyse des mégadonnées sur la planète dans le but d'assurer une surveillance et une réduction cohérentes des risques de catastrophe naturelle, en mettant l'accent sur les pays en situation particulière.
- 19.16 En 2025, on procèdera au suivi et à l'examen régionaux de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'occasion du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, avec la participation des États membres, d'entités du système des Nations Unies pour le développement, d'autres organisations internationales et régionales, du secteur privé et de la société civile, le cas échéant. Cette manifestation multipartite informera le forum politique de haut niveau pour le développement durable et permettra d'assurer le suivi des résultats du Sommet de l'avenir.
- 19.17 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial, régional, national et local, la Commission exécute sa stratégie en collaboration avec des organisations internationales et des organismes intergouvernementaux mondiaux, régionaux et sous-régionaux, des associations de gouvernements régionaux et locaux, des réseaux de la société civile et le secteur privé, dans un esprit d'ouverture et de transparence. Elle s'appuiera sur ses partenariats de longue date pour collaborer avec des organisations internationales, régionales et sous-régionales, le cas échéant. Elle mènera des activités conjointes avec des banques internationales de développement et travaillera en partenariat avec des instituts de recherche, des associations et d'autres organisations de la société civile, le cas échéant. En outre, elle collaborera activement avec ses partenaires de développement pour exécuter son programme de manière stratégique, notamment au moyen de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, au besoin.
- 19.18 En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, en étroite coordination avec les autres commissions régionales, la CESAP contribuera aux produits analytiques transversaux et mènera des projets conjoints financés à l'aide du Compte pour le développement. Elle entretient également des liens étroits avec le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement afin d'apporter un soutien coordonné aux pays de la région qui se trouvent dans une situation particulière. Ses bureaux sous-régionaux servent de point de contact principal pour les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et les équipes de pays des Nations Unies et coordonnent sa contribution aux bilans communs de pays et aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Au niveau régional, la Commission fournira des services de secrétariat à la Plateforme de collaboration régionale pour l'Asie et le Pacifique et ses sous-programmes permettront d'apporter un appui aux coalitions thématiques. En collaboration avec le

Programme des Nations Unies pour l'environnement, elle continuera de codiriger la coalition thématique sur la révision à la hausse des ambitions en matière d'action climatique, où les services spécialisés qu'elle offre, qui visent à appuyer la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 7 et 13 et l'application de l'Accord de Paris, sont particulièrement utiles.

- 19.19 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) les gouvernements maintiennent et renforcent leur attachement à la Commission en tant que principale instance intergouvernementale de la région permettant de mobiliser la coopération régionale afin de relever les défis transfrontières et communs ;
 - b) les États et les autres parties prenantes continuent de collaborer avec la Commission pour mener les activités relatives au programme proposées et disposent des capacités et des ressources nécessaires ;
 - c) des fonds extrabudgétaires pour la coopération technique continuent d'être disponibles.
- 19.20 La CESAP prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes compte parmi les domaines thématiques du sous-programme 6, et la promotion de la ventilation des données, y compris par sexe, figure parmi les objectifs du sous-programme 7. Les sous-programmes 2, 5, 6 et 7 du plan-programme pour 2025 apportent une contribution directe dans ce domaine, et les questions relatives à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes sont systématiquement prises en compte dans les stratégies respectives des sous-programmes 2 à 4 et 6 à 9. En 2025, la Commission poursuivra également l'exécution de sa politique d'égalité des genres et de son plan de mise en œuvre afin d'ancrer davantage les résultats obtenus jusqu'à présent dans l'ensemble de son programme de travail.
- 19.21 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la Commission entend intégrer les perspectives relatives au handicap et garantir l'inclusion des personnes handicapées dans toutes ses activités en appliquant sa politique pour l'inclusion du handicap et le plan d'action connexe. Le sous-programme 6 prévoit des interventions propres au handicap afin de protéger les personnes handicapées et de leur donner des moyens d'action et, à terme, de bâtir des sociétés qui tiennent compte de la question du handicap.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 19.22 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

61/16	Renforcement du Conseil économique et social	69/142	Réaliser, pour 2015 et au-delà, les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement arrêtés au niveau international pour les personnes handicapées
66/288	L'avenir que nous voulons		
67/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne	69/277	Déclaration politique sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales
69/15	Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)	69/283	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
69/137	Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba)

70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030	76/224	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
70/170	Vers la pleine réalisation de l'objectif d'une Organisation des Nations Unies accessible et inclusive pour les personnes handicapées		
72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	76/258	Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés
		76/273	Améliorer l'accès des personnes handicapées aux conférences et réunions du système des Nations Unies
74/3	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement	76/296	Notre océan, notre avenir, notre responsabilité
		77/12	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
74/4	Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale	77/18	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique
		77/21	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
74/15	Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	77/181	Participation des femmes au développement
		77/189	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées
74/297	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	77/223	Droits humains et extrême pauvreté
		77/323	Prorogation de la période préparatoire précédant le retrait des Îles Salomon de la catégorie des pays les moins avancés
74/306	Action globale et coordonnée face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)	77/330	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique
74/307	Une riposte unie face aux menaces sanitaires mondiales : lutter contre la COVID-19	77/332	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique
75/90	La situation en Afghanistan	77/338	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération
75/233	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	78/1	Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale
75/290 A	Examen de l'application de la résolution 72/305 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social	78/69	Les océans et le droit de la mer
	Examen de l'application de la résolution 67/290 de l'Assemblée générale sur la structure et les modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable et de sa résolution 70/299 sur le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial	78/144	Les technologies agricoles au service du développement durable
	Conseil économique et social	78/147	L'Asie centrale face aux défis environnementaux : favoriser la solidarité régionale au service du développement durable et de la prospérité
		78/151	Promouvoir des modes de consommation et de production durables pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en faisant fond sur Action 21
75/290 B	Forum politique de haut niveau pour le développement durable	78/158	Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière

Titre V		Coopération régionale pour le développement	
78/160	Science, technologie et innovation au service du développement durable	78/195	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif s'y rapportant : situations de risque et situations d'urgence humanitaire
78/162	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire		
78/163	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	78/203	Le droit au développement
78/164	Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027)	78/231	Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement
78/165	Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030	78/232	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
78/166	Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies		
78/167	Coopération Sud-Sud	78/233	Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
78/168	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition		
78/178	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale	78/259	Journée internationale pour la science, la technologie et l'innovation dans le Sud
78/189	Droits des peuples autochtones		
<i>Résolutions du Conseil économique et social</i>			
37 (IV)	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	2022/11	Un appareil de conférence de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique permettant de faire progresser le développement durable
1895 (LVII)	Changement de nom de la « Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient » en « Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique »	2023/10	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingt-cinquième session
1998/46	Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes	2023/11	Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies
2013/19	Conclusion des travaux de la Commission du développement durable	2023/14	Plein emploi productif et travail décent pour toutes et tous : surmonter les inégalités pour accélérer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030
2016/11	S'engager à mettre pleinement en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique		
2018/5	Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous	2023/29	Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031
2020/5	Renforcement de la coordination des programmes statistiques dans le système des Nations Unies	2023/31	Progrès accomplis dans l'application de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
2021/10	Transition vers le développement durable et justice sociale : le numérique au service du développement social et du bien-être de toutes et de tous	2023/33	Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies
<i>Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique</i>			
66/1	Déclaration d'Incheon	66/9	Mise en œuvre régionale pleine et effective du Programme d'action de Beijing et ses prolongements mondiaux et régionaux dans la région de l'Asie et du Pacifique

66/15	Renforcement de la fonction d'évaluation du secrétariat de la Commission	74/6	Améliorer les statistiques relatives aux catastrophes en Asie et dans le Pacifique
67/14	Coopération entre la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et les autres organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales qui desservent l'Asie et le Pacifique	74/10	Application de la Déclaration ministérielle sur le renforcement de la coopération et de l'intégration économiques régionales à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 en Asie et dans le Pacifique
68/8	Améliorer la coordination au sein du système des Nations Unies et la coopération avec les organisations régionales pour la promotion du développement régional	75/2	Prendre l'engagement de resserrer les liens en ce qui concerne le suivi et l'examen, aux plans national, régional et mondial, de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique
70/11	Mettre en œuvre les résultats du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable	75/3	Promouvoir les partenariats dans les régions et entre elles pour parvenir au développement durable en Asie et dans le Pacifique
71/1	Restructurer l'appareil de conférence de la Commission pour l'adapter aux évolutions du programme de développement pour l'après-2015	75/4	Renforcement de la coopération régionale pour lutter contre les problèmes de pollution atmosphérique en Asie et dans le Pacifique
71/3	Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	75/9	Mise en œuvre de la Déclaration intitulée « Étayer les politiques à l'aide de données afin de ne laisser personne de côté »
71/4	Mise en œuvre des modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)	76/1	Renforcer la coopération pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et de leurs ressources aux fins du développement durable en Asie et dans le Pacifique
72/6	S'engager à mettre pleinement en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique		
72/8	Favoriser la coopération et les partenariats régionaux pour relever le défi du changement climatique dans la région Asie-Pacifique	76/2	Faire face aux conséquences socioéconomiques des pandémies et des crises en Asie et dans le Pacifique grâce à la coopération régionale
72/9	Coopération régionale pour promouvoir la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable en Asie et dans le Pacifique	77/1	Reconstruire en mieux après une crise grâce à la coopération régionale en Asie et dans le Pacifique
73/2	Renforcement du mécanisme régional pour la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	78/1	Déclaration de Bangkok faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique : un programme commun pour faire progresser le développement durable en Asie et dans le Pacifique
73/3	Promouvoir la connectivité intégrée et ininterrompue pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique	78/2	Un appareil de conférence de la Commission permettant de faire progresser le développement durable
73/5	Renforcer le soutien de la région Asie-Pacifique à la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14	79/1	Accélération de l'action climatique en Asie et dans le Pacifique pour le développement durable
73/9	Feuille de route régionale en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique	79/3	Soutenir le développement durable des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement de l'Asie et du Pacifique
74/1	Faciliter la transition sans heurt des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique vers un reclassement durable hors de leur catégorie	79/4	Accélération de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour bâtir un avenir meilleur pour tous en Asie et dans le Pacifique

Sous-programme 1
Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement

Résolutions de l'Assemblée générale

78/136	Système financier international et développement	78/141	Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable
78/137	Soutenabilité de la dette extérieure et développement		

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

E/CN.11/63	Travaux de documentation statistique et économique	71/5	Application des résultats de la Consultation Asie-Pacifique de haut niveau sur le financement du développement
------------	--	------	--

Sous-programme 2
Commerce, investissement et innovation

Résolutions de l'Assemblée générale

73/219 ; 78/134	Commerce international et développement	77/160	L'entrepreneuriat au service du développement durable
-----------------	---	--------	---

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

68/3	Instaurer le commerce sans papier et la reconnaissance transfrontière des données et documents électroniques pour faciliter un commerce intrarégional inclusif et durable	72/3	Statuts du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie
		72/4	Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique
70/5	Renforcement de la coopération régionale et des capacités nécessaires pour amplifier la contribution du commerce et de l'investissement au développement durable	72/12	Exploiter la science, la technologie et l'innovation pour un développement inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique
70/6	Application de la décision de la Réunion intergouvernementale ad hoc sur un arrangement régional pour la facilitation du commerce transfrontière sans papier	75/8	Promouvoir la science, la technologie et l'innovation aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique

Sous-programme 3
Transports

Résolutions de l'Assemblée générale

69/213	Le rôle des couloirs de transport et de transit en matière de coopération internationale et de développement durable	76/294	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur l'amélioration de la sécurité routière dans le monde
70/197	Vers une coopération de tous les acteurs du secteur des transports pour la promotion de couloirs de transit multimodal durables	77/286 78/148	Journée mondiale des transports durables Renforcer les liens entre tous les modes de transport pour atteindre les objectifs de développement durable
74/299	Amélioration de la sécurité routière mondiale		

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

70/7	Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et des services connexes dans le Pacifique	71/7	Adoption du Cadre de coopération régional pour la facilitation des transports ferroviaires internationaux
71/6	La connectivité des transports maritimes pour le développement durable	71/8	Renforcement de la connectivité intrarégionale et interrégionale en Asie et dans le Pacifique

72/5	Renforcer la coopération régionale en matière de connectivité des transports pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique	74/3	Améliorer la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique pour des systèmes de transport durables
74/2	Promotion du Cadre régional pour la planification, la conception, l'établissement et l'exploitation des ports secs d'importance internationale	78/3	Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le développement du transport durable en Asie et dans le Pacifique

**Sous-programme 4
Environnement et développement**

Résolutions de l'Assemblée générale

71/222	Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	77/334	Suivi de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)
71/256	Nouveau Programme pour les villes		
74/212	Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus	78/128	Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, organisée en 2025
75/212	Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)		
77/158	Année internationale de la préservation des glaciers (2025)	78/155	Application de la Convention sur la diversité biologique et contribution au développement durable
77/169	Harmonie avec la Nature		

Résolutions du Conseil économique et social

2017/24	Établissements humains
---------	------------------------

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

70/12	Renforcer les efforts en faveur des établissements humains et du développement urbain durable pour la région de l'Asie-Pacifique	79/2	Coopération régionale aux fins de l'accélération de l'action climatique axée sur les océans en Asie et dans le Pacifique pour le développement durable
71/9	Renforcer la coopération pour la gestion durable des ressources en eau en Asie et dans le Pacifique	79/6	Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur la protection de notre planète par la coopération et la solidarité régionales en Asie et dans le Pacifique
72/2	Statuts du Centre pour la mécanisation agricole durable	79/7	Promouvoir la coopération régionale pour le développement urbain durable et l'adaptation des objectifs de développement durable au contexte local en Asie et dans le Pacifique
74/4	Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2017)		

**Sous-programme 5
Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe**

Résolutions de l'Assemblée générale

70/125	Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information	77/289	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
		78/72	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace

Titre V Coopération régionale pour le développement

78/120 Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement

78/132 Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable
78/152 Réduction des risques de catastrophe

Résolutions du Conseil économique et social

2015/14 Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

2018/14 Cadre stratégique sur l'information et les services géospatiaux en cas de catastrophe

2015/31 Création du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes

2023/3 Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information

2016/27 Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale

Résolutions et décisions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

61/6 Établissement du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement

75/6 Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur les applications des techniques spatiales au service du développement durable en Asie et dans le Pacifique et du Plan d'action Asie-Pacifique pour les applications des techniques spatiales au service du développement durable (2018-2030)

71/11 Création du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes

71/12 Renforcer les mécanismes régionaux pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) en Asie et dans le Pacifique

75/7 Promouvoir la mise en œuvre de l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information au moyen de la coopération régionale

72/7 Coopération régionale pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière en Asie et dans le Pacifique

Décision 78/6 Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes

72/10 Examen régional de la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées lors du Sommet mondial sur la société de l'information

79/8 Examen des modalités de la mise en place du programme spécial des Nations Unies pour le bassin de la mer d'Aral

72/11 Améliorer les statistiques relatives aux catastrophes en Asie et dans le Pacifique pour réaliser les objectifs de développement convenus à l'échelon international

79/9 Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de Jakarta sur les applications des techniques spatiales au service du développement durable en Asie et dans le Pacifique

73/7 Renforcement de la coopération régionale en faveur de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) en Asie et dans le Pacifique

79/10 Promouvoir la coopération et l'inclusion numériques dans le cadre du Plan d'action pour la mise en œuvre de l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information (2022-2026)

75/5 Mise en œuvre de la Déclaration d'Oulan-Bator adoptée par la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe (2018)

Sous-programme 6 Développement social

Résolutions de l'Assemblée générale

49/128 Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement

65/312 Document final de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle

65/234 Suite donnée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014

68/4	Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement	78/174	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
73/195	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	78/176	Préparation et célébration du trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille
73/326	Forme et organisation des forums d'examen des migrations internationales	78/177	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
75/131	Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030)	78/179	Politiques et programmes mobilisant les jeunes
75/156	Améliorer la riposte rapide à l'échelle nationale et internationale face à l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les femmes et les filles	78/181	Amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural
75/157	Les femmes et les filles et la riposte à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)	78/182	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
75/226	Migrations internationales et développement		
76/266	Déclaration du Forum d'examen des migrations internationales sur les progrès réalisés	78/211	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
77/189	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées		
77/193	Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : stéréotypes de genre et normes sociales négatives		

Résolutions du Conseil économique et social

2016/25	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission de la population et du développement	2022/5	Trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
2017/12	Promotion des droits des personnes handicapées et renforcement de la prise en compte systématique de la question du handicap dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030	2023/12	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission du développement social
		2023/15	Quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement
2022/4	Organisation future des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme		

Résolutions et décisions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

74 (XXIII)	Coopération régionale dans le domaine de la population	69/14	Mise en œuvre de la Déclaration de Bangkok sur l'examen de l'application du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement en Asie et dans le Pacifique
66/12	Sixième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique		
67/5	Application intégrale et efficace du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement dans la région Asie-Pacifique	70/14	Renforcer la participation des jeunes au développement durable en Asie et dans le Pacifique
67/6	Améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées à la CESAP	Décision 70/22	Rapport de la sixième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique
69/13	Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2013-2022) et de la Stratégie d'Incheon pour faire du droit une réalité pour les personnes handicapées en Asie et dans le Pacifique	71/13	Application de la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

Titre V Coopération régionale pour le développement

74/7	Vers un développement durable tenant compte de la question du handicap : mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie d'Incheon	Décision 76/8	Cadre d'indicateurs Asie-Pacifique pour le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des engagements pris dans la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement
74/11	Renforcement de la coopération régionale pour lutter contre l'inégalité sous toutes ses formes en Asie et dans le Pacifique		
Décision 74/26	Rapport de la Réunion intergouvernementale Asie-Pacifique sur le troisième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement	Décision 77/6	Rapport sur l'Examen régional Asie-Pacifique de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
Décision 75/7	Rapport sur l'Examen à mi-parcours de la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement comprenant le résumé du Président	79/5	Mise en œuvre de la Déclaration de Jakarta sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2023-2032)
		Décision 79/6	Réunion intergouvernementale Asie-Pacifique sur le quatrième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement

Sous-programme 7 Statistiques

Résolutions de l'Assemblée générale

68/261	Principes fondamentaux de la statistique officielle	71/313	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
--------	---	--------	--

Résolutions du Conseil économique et social

2006/6	Renforcement des capacités statistiques	2017/7	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
2011/15	Révision des Statuts de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique		
2013/21	Principes fondamentaux de la statistique officielle	2022/3	Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

246 (XLII)	Services statistiques en Asie et dans le Pacifique	69/15	Mise en œuvre des résultats de la Réunion de haut niveau sur l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique
65/2	Coopération technique régionale et renforcement des capacités pour le développement statistique en Asie et dans le Pacifique	69/16	Un ensemble de statistiques démographiques et sociales de base pour orienter le développement des capacités nationales en Asie et dans le Pacifique
67/10	Un ensemble de statistiques économiques de base pour guider l'amélioration des statistiques économiques fondamentales en Asie et dans le Pacifique	71/14	Décennie Asie-Pacifique de l'enregistrement et des statistiques de l'état civil, 2015-2024
67/11	Renforcer les capacités statistiques en Asie et dans le Pacifique		
67/12	Amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique	74/8	Accélérer la mise en œuvre du Cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique

78/4 Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur la construction d'un avenir plus résilient grâce à un enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil inclusifs

Sous-programme 8 Activités sous-régionales de développement

Résolutions de l'Assemblée générale

63/260	Activités touchant au développement	78/9	Célébration du vingt-cinquième anniversaire du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale
72/283	Renforcer la coopération régionale et internationale pour assurer la paix, la stabilité et le développement durable dans la région de l'Asie centrale		

Résolution de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

244 (XLI) Activités de la Commission dans le Pacifique

Sous-programme 9 Énergie

Résolutions de l'Assemblée générale

65/151	Année internationale de l'énergie durable pour tous	78/149	Le rôle essentiel de la fiabilité et de la stabilité de la connectivité énergétique dans la promotion du développement durable
67/215	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	78/157	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
77/327	Journée internationale des énergies propres		

Résolutions du Conseil économique et social

2011/14 Promouvoir la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique

Résolutions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

64/3	Promouvoir les énergies renouvelables pour la sécurité énergétique et le développement durable en Asie et dans le Pacifique	70/9 ; 74/9	Mise en œuvre des résultats du Forum Asie-Pacifique de l'énergie
67/2	Promouvoir la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique	73/8	Renforcer la coopération régionale en faveur du développement de l'énergie durable en Asie et dans le Pacifique

Produits

19.23 On trouvera dans le tableau 19.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 19.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	11	9	9	9
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	5	4	3	3
2. Forum Asie-Pacifique pour le développement durable	6	5	6	6
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	36	36	36	36
Réunions ou séances :				
3. Commission	10	10	10	10
4. Forum Asie-Pacifique pour le développement durable	8	8	8	8
5. Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission	6	6	6	6
6. Groupes d'experts chargés des questions relatives aux pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement	3	3	3	3
7. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
8. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	2	2	2	2
9. Cinquième Commission	2	2	2	2
10. Plateforme de collaboration régionale pour l'Asie et le Pacifique	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	1	2	1
11. Projets portant sur des questions touchant au développement durable des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement	2	1	2	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	5	5	2	2
12. Ateliers sous-régionaux portant sur les priorités des programmes d'action en faveur des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement	3	2	1	1
13. Consultations fondées sur le rapport sur le développement des pays de l'Asie et du Pacifique ayant des besoins particuliers (<i>Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report</i>)	2	3	1	1
Publications (nombre de publications)	5	5	5	5
14. Étude thématique de la CESAP	1	1	1	1
15. Rapport sur le développement des pays de l'Asie et du Pacifique ayant des besoins particuliers (<i>Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report</i>)	1	1	1	1
16. Publications sur la mise en œuvre du Programme 2030	1	1	1	1
17. Journal du développement durable en Asie et dans le Pacifique (<i>Asia-Pacific Sustainable Development Journal</i>)	2	2	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	4	4	4	4
18. Documents portant sur des questions intéressant les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement d'Asie et du Pacifique	4	4	4	4

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025

C. Activités de fond

Bases de données et supports numériques : portail de données du Partenariat Asie-Pacifique pour les objectifs de développement durable contenant plus de 1000 ensembles de données sur les objectifs de développement durable.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : célébration des journées internationales des Nations Unies, notamment de la Journée des Nations Unies ; programmes d'information organisés sur demande à destination du grand public, y compris des organisations universitaires, pour quelque 300 participants.

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse et éditoriaux sur les travaux et les activités de la CESAP ; conférences de presse, communiqués de presse et entretiens avec la presse au sujet de publications ou de manifestations.

Plateformes numériques et contenus multimédias : contenus promotionnels multimédias, y compris des vidéos et du matériel pédagogique au sujet de publications ou de manifestations importantes ; articles de blog publiés sur le site Web et contenu pour les médias sociaux de la CESAP.

Activités d'évaluation

- 19.24 L'évaluation du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie menée à bien par la CESAP en 2023 a orienté l'établissement du projet de plan-programme pour 2025.
- 19.25 Compte tenu des résultats de l'évaluation, la CESAP créera de nouveaux partenariats avec diverses institutions de développement afin d'obtenir le financement nécessaire à la mise en œuvre des initiatives prioritaires du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie. Elle améliorera également l'accessibilité, la flexibilité et le rapport coût-efficacité de ses initiatives de renforcement des capacités en proposant des cours de formation en ligne axés sur le transfert et la marchandisation des technologies. Ce changement stratégique élargira la portée des initiatives de renforcement des capacités du Centre en les rendant plus accessibles à un public plus diversifié et plus large.
- 19.26 Il est prévu que la CESAP procède aux évaluations ci-après en 2025 :
 - a) Évaluation du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement ;
 - b) Évaluation du sous-programme 5 (Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe).

Programme de travail

Sous-programme 1

Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement

Objectif

- 19.27 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la capacité des États membres à parvenir à un développement économique stable, partagé et durable en Asie et dans le Pacifique.

Stratégie

- 19.28 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, on veillera, dans le cadre du sous-programme, à aider les États membres, notamment les pays dans une situation particulière, à transformer leur économie d'une manière qui soit compatible avec le Programme 2030, en concourant notamment à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 8 à 10, 12 et 17, et à favoriser un modèle de développement qui ne soit pas uniquement axé sur la croissance économique. Plus précisément, les activités qui seront menées consisteront à :
- a) aider les États membres à concevoir, à adopter et à institutionnaliser des politiques de développement économique et des stratégies de financement compatibles avec la réalisation des objectifs de développement durable au moyen de méthodologies et de recommandations fondées sur des supports de connaissances, de conseils techniques et d'activités de renforcement des capacités, ainsi que de la mise en commun du savoir et de la recherche du consensus entre les pays ;
 - b) entreprendre des recherches et fournir des services de conseil et de renforcement des capacités concernant l'élaboration des politiques au niveau national et le partage des politiques au niveau régional, sous la direction du Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement de la Commission, et avec le soutien du Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable ;
 - c) assurer la diffusion et le suivi des supports de recherche et de connaissances du sous-programme dans le cadre de dialogues sur les politiques et d'une coopération plus étroite entre les membres du Groupe consultatif, les groupes de réflexion, les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et les équipes de pays des Nations Unies, l'objectif étant de mieux prendre en compte les travaux de recherche et de renforcement des capacités menés dans le cadre du sous-programme ;
 - d) fournir des apports substantiels aux processus déployés dans le monde et dans tout le système des Nations Unies, aux équipes spéciales et aux publications coordonnées par le Département des affaires économiques et sociales, ainsi qu'aux initiatives de l'ensemble du système des Nations Unies, en particulier celles ayant trait aux questions de financement du développement.
- 19.29 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) l'élaboration de stratégies et de politiques économiques fondées sur des données objectives et à même de renforcer la résilience économique, le développement sans exclusion et la durabilité environnementale ;
 - b) le renforcement de la capacité des États membres, en particulier des pays les moins avancés, à mobiliser des ressources financières pour les allouer au développement durable, notamment en intégrant systématiquement le développement durable dans les financements publics et privés ;
 - c) l'amélioration de la capacité des États membres à utiliser des leviers économiques et financiers afin de favoriser la transformation de leur économie pour en faire des voies de développement résilientes, sans exclusion et durables.

Exécution du programme en 2023

Promotion de solutions numériques dans l'administration fiscale du Pakistan

- 19.30 Le fait de dématérialiser l'administration fiscale permet de la moderniser et de la rendre plus efficace et d'améliorer les services offerts aux contribuables. Cela permet également d'améliorer la surveillance et la détection et peut donc contribuer à réduire la fraude et l'évasion fiscales.

- 19.31 Dans le cadre du sous-programme et à sa demande directe, l'agence fédérale pakistanaise chargée des impôts a reçu un appui technique visant à l'aider à renforcer l'administration fiscale du pays grâce aux quatre outils numériques que sont les systèmes de suivi et de traçabilité, les retenues à la source électroniques, la facturation électronique et les systèmes de paiement en ligne. Cet appui a donné lieu à la tenue d'une conférence internationale sur la numérisation de l'administration fiscale au siège de l'agence fédérale à Islamabad en juin 2023, à l'élaboration d'un rapport technique complet (comprenant un aperçu de l'expérience internationale et régionale de la Commission ainsi que des recommandations détaillées) sur les quatre domaines d'intérêt de l'agence, et à l'organisation d'un atelier de formation technique à l'intention des fonctionnaires de l'agence sur les outils d'analyse de données permettant d'améliorer le respect des obligations fiscales, tenu à l'école d'administration fiscale, à Lahore, en octobre 2023.
- 19.32 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.2).

Tableau 19.2
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
–	Des fonctionnaires de l'administration fiscale de pays d'Asie et du Pacifique, notamment du Pakistan, ont échangé des connaissances sur la dématérialisation de l'administration fiscale dans la région afin de cerner les difficultés y relatives et de dégager des solutions	Des fonctionnaires de l'agence fédérale pakistanaise chargée de la fiscalité ont lancé quatre projets clés visant à dématérialiser l'administration fiscale

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : le financement du développement durable est renforcé, la priorité étant donnée aux moyens novateurs et émergents dans la région Asie-Pacifique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.33 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la mise en place par trois États membres (le Bhoutan, le Cambodge et Sri Lanka) de stratégies nationales et d'initiatives visant à renforcer le financement ainsi que la mobilisation et l'allocation des ressources au service du développement durable, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.34 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.3).

Tableau 19.3
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Trois États membres (Bangladesh, Cambodge et Vanuatu) ont lancé	Trois États membres (Bangladesh, Bhoutan et Cambodge) ont lancé	Trois États membres (Bhoutan, Cambodge et Sri Lanka) ont lancé de	Trois États membres lancent de nouvelles initiatives ou réformes visant à	Trois États membres lancent de nouvelles initiatives ou réformes visant à

Titre V Coopération régionale pour le développement

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
de nouvelles initiatives ou réformes visant à consolider le financement et la mobilisation et l'allocation de ressources au profit du développement durable	de nouvelles initiatives ou réformes visant à consolider le financement et la mobilisation et l'allocation de ressources au profit du développement durable	nouvelles initiatives ou stratégies nationales visant à consolider le financement et la mobilisation et l'allocation de ressources au profit du développement durable	consolider le financement et la mobilisation et l'allocation de ressources au profit du développement durable	consolider le financement et la mobilisation et l'allocation de ressources au profit du développement durable

Résultat 2 : consultations avec les États membres en vue de l'élaboration de politiques macroéconomiques fondées sur des données probantes, tournées vers l'avenir et conformes aux objectifs de développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.35 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que les ministères compétents de trois États membres (Cambodge, Mongolie et Sri Lanka) participent à l'organisation de dialogues sur les politiques macroéconomiques de fond en lien avec la refonte de la dette publique, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.36 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.4).

Tableau 19.4
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Des décideurs politiques ont participé aux dialogues sur les politiques nationales macroéconomiques de fond	Des décideurs politiques ont participé aux dialogues sur les politiques nationales macroéconomiques de fond	Les ministères compétents de trois États membres (Cambodge, Mongolie et Sri Lanka) ont participé à l'organisation de dialogues sur les politiques macroéconomiques de fond en lien avec la refonte de la dette publique	Les ministères compétents d'un nombre accru d'États membres participent à l'organisation de dialogues sur les politiques macroéconomiques de fond	Les ministères compétents de trois États membres ou plus participent à l'organisation de dialogues sur les politiques macroéconomiques de fond

Résultat 3 : amélioration de l'élaboration des politiques macroéconomiques et des politiques de financement du développement

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.37 Dans le cadre du sous-programme, et conformément au mandat dont celui-ci est investi, qui est de soutenir l'élaboration de politiques macroéconomiques et le financement du développement, on a procédé à des analyses approfondies des tendances mondiales et régionales et des difficultés émergentes propres à ces domaines.

Enseignements tirés et changements prévus

19.38 L'enseignement tiré est le suivant : il est possible de faire en sorte que le travail analytique effectué dans le cadre du sous-programme pèse davantage dans l'élaboration des politiques en rendant compte de manière plus régulière et efficace des recherches menées dans ce domaine, en suivant l'utilisation des produits issus de cette recherche et en interagissant directement avec les décideurs politiques. Compte tenu de cet enseignement, il est prévu de rendre le contenu et la présentation des produits analytiques du sous-programme plus accessibles aux utilisateurs. On redoublera également d'efforts pour diffuser les connaissances auprès des décideurs politiques et concevoir des mécanismes de retour d'information et de suivi plus détaillés permettant d'évaluer l'utilité et l'influence des produits de la recherche menée dans le cadre du sous-programme auprès de ces décideurs.

19.39 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.5).

Tableau 19.5
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États membres ont accédé aux connaissances et aux recommandations en matière de politiques macroéconomiques par l'intermédiaire du site Web de la CESAP	Les États membres ont été tenus au courant des recherches portant sur les politiques par l'intermédiaire du Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable	Les décideurs politiques ont eu des échanges interactifs avec des experts dans le cadre de dialogues sur les politiques en lien avec les publications phares	Au moins 60 % des décideurs politiques déclarent avoir reçu des informations aux fins de l'élaboration de politiques portant sur les questions macroéconomiques et les questions de financement du développement émergentes	Au moins 65 % des décideurs politiques déclarent avoir reçu davantage d'informations aux fins de l'élaboration de politiques portant sur les questions macroéconomiques et les questions de financement du développement émergentes

Produits

19.40 On trouvera dans le tableau 19.6 les produits retenus pour le programme.

Tableau 19.6
Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	5	1	4
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement	3	4	—	3

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	11	11	11	13
Réunions ou séances :				
3. Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement	6	5	—	6
4. Forums sous-régionaux sur les objectifs de développement durable où l'accent est mis sur le financement du développement	1	1	1	1
5. Groupes d'experts sur le financement du développement	—	—	4	—
6. Groupes d'experts sur la publication intitulée « Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique »	4	4	4	4
7. Groupe consultatif sur les stratégies de financement pour la réalisation des objectifs de développement durable	—	1	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	1	2	1	1
8. Projets portant sur certaines questions relatives aux politiques économiques et au financement du développement	1	2	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	4	4	4	4
9. Débats sur les politiques fondés sur les travaux de recherche figurant dans l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique et dans la série de publications sur le financement du développement en Asie et dans le Pacifique (<i>Financing for Development in Asia and the Pacific</i>)	4	4	4	4
Publications (nombre de publications)	2	2	1	2
10. Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique	1	1	1	1
11. Série Financement du développement	1	1	—	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	10	14	10	10
12. Supports de connaissances sur des questions économiques et sur les politiques économiques adaptées à la situation de chaque pays	4	8	4	4
13. Série de documents de travail sur la politique macroéconomique, la réduction de la pauvreté et le financement du développement	2	2	2	2
14. Notes d'orientation sur la politique macroéconomique, la réduction de la pauvreté et le financement du développement	4	4	4	4
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : manifestation parallèle sur le financement du développement au Conseil économique et social ; manifestation parallèle pour l'Asie-Pacifique lors du quatrième sommet sur le financement du développement ; manifestation parallèle à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; manifestations parallèles lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : présentations, vidéos, brochures et infographies sur l'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique.				

Sous-programme 2 Commerce, investissement et innovation

Objectif

- 19.41 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la capacité des États membres à mettre en œuvre des politiques et des programmes qui exploitent plus efficacement le potentiel du commerce, de l'investissement, de l'innovation, de la technologie et du développement des

entreprises pour parvenir à un développement durable et inclusif et à l'intégration régionale en Asie et dans le Pacifique.

Stratégie

- 19.42 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des mesures propres à favoriser et à faciliter le commerce, l'investissement, l'innovation et le développement des entreprises au bénéfice d'un développement durable et inclusif, l'accent devant être mis sur les besoins des pays en situation particulière, notamment ceux qui sont sur le point de sortir de la catégorie des pays les moins avancés ;
 - b) renforcer, en coopération avec les partenaires mondiaux et régionaux tels que la Banque asiatique de développement, la CNUCED et l'Organisation mondiale du commerce, la capacité des États membres à négocier et à mettre en œuvre des accords commerciaux alignés sur le Programme 2030, et à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des mesures propres à faciliter le commerce et l'investissement, notamment par l'adoption de systèmes de commerce sans papier ;
 - c) renforcer les capacités en étroite coopération avec le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie, en organisant des ateliers et des activités de formation et en offrant des conseils sur les politiques à suivre ; à élaborer des supports de connaissances sur les investissements étrangers directs à caractère durable, l'innovation, la coopération en matière de technologie et les transferts de technologies, les technologies émergentes et d'avant-garde, l'entreprise responsable et inclusive, l'entreprise sociale, les investissements à impact social et environnemental et la finance novatrice pour l'entrepreneuriat des femmes ; à aider les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 5 à 9, 11, 13 et 17 ;
 - d) aider les États membres dans les domaines de la facilitation du commerce et de la dématérialisation commerciale, dont le commerce sans papier et le commerce sans contact, le cas échéant, en particulier afin de maintenir les courants d'échange, notamment pour ce qui est des biens essentiels en période de crises mondiales et régionales ;
 - e) aider les États membres à élaborer des politiques favorables aux investissements étrangers directs à caractère durable, au financement des infrastructures et aux microentreprises et petites et moyennes entreprises, en donnant la priorité à la mobilisation du secteur privé par le Réseau des entreprises durables de la CESAP et au développement d'outils financiers numériques à caractère novateur pour permettre aux entrepreneuses d'être moins en butte aux vulnérabilités ;
 - f) soutenir les plateformes régionales de coopération et élargir les réseaux d'experts du commerce, de l'investissement, des technologies, de l'innovation et de l'entreprise durable et inclusive, notamment au moyen de partenariats public-privé, l'objectif étant le transfert des connaissances et l'apprentissage par les pairs.
- 19.43 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) la réduction des coûts commerciaux et un renforcement de la participation et de la compétitivité des entreprises, notamment des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, dans le commerce international ;
 - b) l'adoption par les États membres de règles et de procédures plus efficaces pour régir le commerce, ce qui débouchera sur de meilleurs résultats commerciaux, conformes aux objectifs de développement durable ;

- c) l'adoption par les États membres de politiques et de mesures visant à améliorer les résultats des activités du secteur privé, y compris des partenariats public-privé, en termes d'inclusion et de durabilité ;
- d) la prise en compte de l'inclusivité et de la durabilité dans les politiques relatives à la technologie et à l'innovation dans la région ;
- e) l'augmentation de la résilience des chaînes d'approvisionnement en permettant la continuité des activités commerciales et en recourant aux technologies et à l'innovation pour atténuer les effets des crises.

Exécution du programme en 2023

Accès des entrepreneuses aux services financiers à l'aide de mécanismes de financement novateurs

- 19.44 La Société financière internationale estime à 300 milliards de dollars¹ le déficit mondial de financement pour les seules petites entreprises formelles détenues par des femmes. Par ailleurs, plus d'un milliard de femmes n'ont toujours pas accès aux systèmes financiers formels et 70 % des petites et moyennes entreprises détenues par des femmes dans le monde ont un accès insuffisant ou inexistant aux services financiers. De fait, en moyenne, seuls 2 % des investissements de capital risque² actuellement disponibles à l'échelle mondiale vont à des entreprises détenues et dirigées par des femmes.
- 19.45 De 2021 à 2023, des mécanismes de financement novateurs ont été mis en place dans le cadre du sous-programme, l'accent ayant été mis sur le soutien aux entrepreneuses dans la région, ce qui a contribué à combler le fossé financier entre les hommes et les femmes en Asie et dans le Pacifique. L'initiative de la Commission visant à catalyser l'entrepreneuriat des femmes a permis aux entrepreneuses, notamment à celles des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, d'obtenir des financements pour leur entreprise. Cela s'est fait au moyen de dispositifs tels que des solutions de technologie financière, un fonds d'investissement et des obligations tenant compte des questions de genre, deux fonds d'encouragement et des garanties de crédit.
- 19.46 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.I).

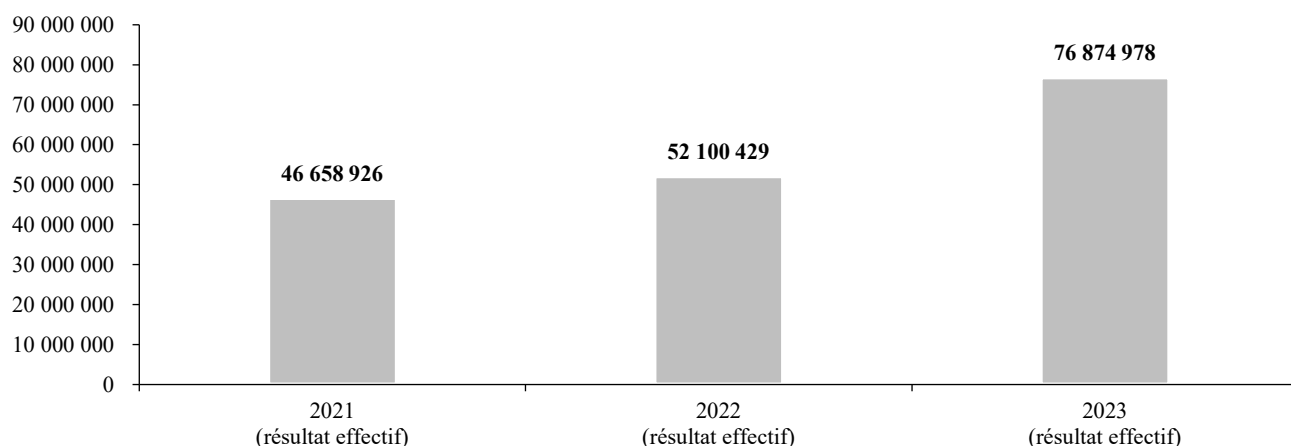
¹ Voir www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/mgrt/banking-on-women-bonds-factsheet-november-2015-rev.pdf.

² Voir <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-12/booklet-gender-finance-2023-en.pdf>.

Figure 19.I

Mesure des résultats : montant du capital supplémentaire mobilisé en vue d'atteindre les objectifs liés à l'entrepreneuriat féminin (résultat cumulé)

(En dollars des États-Unis)

**Résultats escomptés pour 2025****Résultat 1 : renforcement de la mobilisation du secteur privé à l'appui des objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique****Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 19.47 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis à 298 organisations du secteur privé, dont 93 petites et moyennes entreprises, d'adhérer au Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.48 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.7).

Tableau 19.7

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le secteur privé a élaboré un projet de pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises, qu'il a appuyé pleinement	Au total, 81 organisations du secteur privé, dont 33 petites et moyennes entreprises, ont adopté le Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises	Au total, 298 organisations du secteur privé, dont 93 petites et moyennes entreprises, ont adopté le Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises	Le nombre d'organisations du secteur privé qui signent une déclaration relative au Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises continue d'augmenter, la majorité d'entre elles étant des petites et moyennes entreprises	Les organisations du secteur privé commencent à suivre leurs émissions ou d'autres paramètres de durabilité, notamment à l'aide de la plateforme numérique du Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises

Résultat 2 : renforcement des politiques visant à promouvoir des entreprises inclusives pour le développement durable**Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 19.49 Grâce au travail effectué dans le cadre du sous-programme, 1 État membre (le Viet Nam) a mis en place un système d'accréditation des entreprises inclusives, et 10 États membres ont approuvé un plan d'action pour la promotion des entreprises inclusives dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour 2023-2027 et publié une déclaration sur la promotion des modèles commerciaux inclusifs dans l'ASEAN, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.50 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.8).

Tableau 19.8
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Des États membres (Cambodge, Philippines et Viet Nam) ont mis en œuvre des mesures visant à promouvoir les entreprises inclusives	Le Viet Nam a mis en place un système d'accréditation des entreprises inclusives 10 États membres ont approuvé un plan d'action pour la promotion des entreprises inclusives dans l'ASEAN (2023-2027) et publié une déclaration sur la promotion de modèles commerciaux inclusifs dans l'ASEAN	Les États membres élaborent de nouvelles politiques visant à promouvoir les entreprises inclusives	Conception de 2 mesures clés visant à soutenir la mise en œuvre d'un plan d'action pour la promotion des entreprises inclusives dans l'ASEAN (2023-2027), à savoir : un système d'accréditation des entreprises inclusives dans l'ASEAN et un cadre de suivi et d'évaluation des progrès accomplis dans l'application du plan d'action

Résultat 3 : amélioration de la viabilité et de l'efficacité des processus commerciaux grâce au renforcement des mesures de facilitation des échanges numériques et durables**Projet de plan-programme pour 2025**

- 19.51 Le sous-programme s'est depuis longtemps doté d'un programme pour la facilitation du commerce dont l'objectif est d'aider à réduire les coûts commerciaux et de permettre aux pays de s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, l'accent étant mis sur le fait d'aider les États membres à mettre en place des processus de commerce transfrontière sans papier, notamment en appliquant l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.52 L'enseignement tiré est le suivant : en créant des mesures de facilitation des échanges qui peuvent être adaptées aux différents groupes de parties prenantes, il est possible de maximiser la contribution de ceux-ci à un développement inclusif et durable. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre

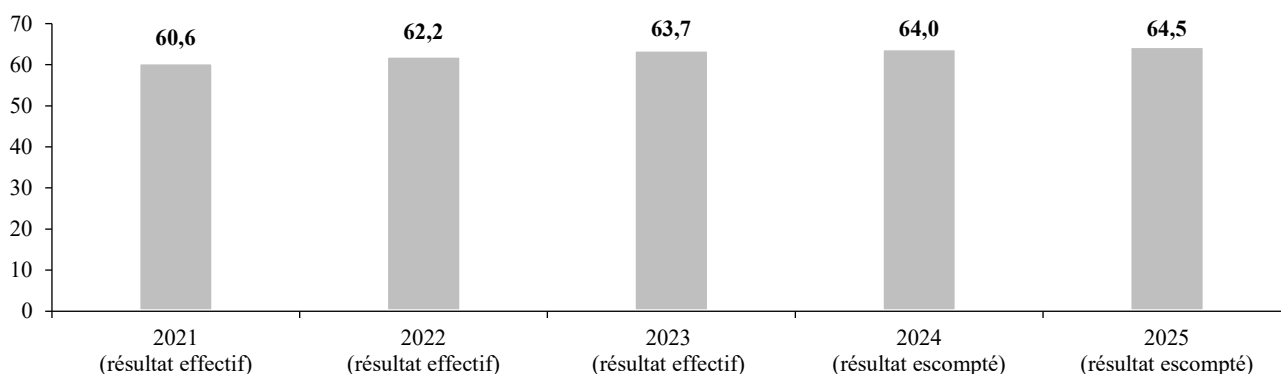
du sous-programme, on aidera les pays, notamment les pays en situation particulière, à développer des programmes de facilitation du commerce plus inclusifs et durables. On mènera des activités de recherche et de renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges pour faire en sorte que les besoins des commerçantes, des petites et moyennes entreprises et des autres populations défavorisées soient mieux pris en compte, notamment dans la mise en place du commerce transfrontière sans papier. On mènera également des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités afin d'atténuer les conséquences environnementales associées aux procédures commerciales et de favoriser la durabilité du commerce.

- 19.53 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.II).

Figure 19.II

Mesure des résultats : taux de mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce numérique et durable en Asie et dans le Pacifique (par an)

(En pourcentage)



Produits

- 19.54 On trouvera dans le tableau 19.9 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.9

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	18	16	12	17
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale	6	6	—	6
3. Conseil d'administration du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie	3	3	3	2
4. Comité permanent de l'Accord commercial Asie-Pacifique	4	—	4	4
5. Conseil pour le commerce sans papier de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique et Comité permanent de l'Accord-cadre	4	6	4	4

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	34	20	28	34
Réunions ou séances :				
6. Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale	6	5	—	6
7. Conseil d'administration du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie	4	3	4	4
8. Comité permanent de l'Accord commercial Asie-Pacifique	8	—	8	8
9. Conseil pour le commerce sans papier de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique et Comité permanent de l'Accord-cadre	4	6	4	4
10. Groupe d'experts sur le commerce, l'investissement et l'innovation	8	2	8	8
11. Réseau des entreprises durables de la CESAP	2	2	2	2
12. Groupe de travail sur le commerce relevant du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	2	2	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	6	15	6	6
13. Projet portant sur l'entrepreneuriat des femmes : volet sur le financement innovant	1	1	—	—
14. Projet portant sur le Réseau des entreprises durables de la CESAP et les partenariats public-privé	—	1	1	—
15. Projet portant sur les politiques commerciales et les partenariats économiques	1	5	1	1
16. Projet portant sur la facilitation des échanges et le commerce sans papier	—	—	—	1
17. Projets portant sur l'innovation, les entreprises et l'investissement	1	6	1	1
18. Projets portant sur les nouvelles technologies et les technologies émergentes	3	2	3	3
Publications (nombre de publications)	3	3	3	3
19. Rapport sur le commerce et l'investissement dans la région Asie-Pacifique (<i>Asia-Pacific Trade and Investment Report</i>)	1	1	—	1
20. Études en matière de commerce, d'investissement et d'innovation	2	2	2	2
21. Innovation en Asie et dans le Pacifique (<i>Innovation in Asia and the Pacific</i>)	—	—	1	—
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	11	11	10	10
22. Documents de travail sur le commerce, l'investissement et l'innovation	2	2	2	2
23. Notes d'orientation sur le commerce, l'investissement et l'innovation	4	4	3	3
24. Rapport sur la facilitation du commerce et la mise en œuvre des principes du commerce sans papier	1	1	1	1
25. Publication de veille technologique en Asie et dans le Pacifique (<i>Asia-Pacific Tech Monitor</i>)	4	4	4	4
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs ayant trait au commerce, à l'investissement, à l'innovation, aux entreprises inclusives et durables, à la coopération technologique et au transfert de technologies, et aux technologies émergentes et d'avant-garde ; réseaux de savoirs régionaux reliant des chercheurs, des décideurs et des praticiens dans les domaines du commerce, de l'investissement, de l'innovation et des entreprises inclusives et durables, notamment le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce et le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce et le transport sans papier en Asie-Pacifique ; appui consultatif aux équipes spéciales du Réseau des				

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
entreprises durables de la CESAP ; manifestations parallèles sur le commerce, l'investissement et l'innovation au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.				
Bases de données et supports numériques : deux cours en ligne et bases de données sur le commerce, l'investissement et l'innovation ; base de données exhaustive sur les coûts du commerce ; base de données sur les accords relatifs au commerce et à l'investissement dans la région Asie-Pacifique ; indicateurs de résultats commerciaux relatifs aux mesures non tarifaires ; Outil d'information et d'aide à la négociation commerciale.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : fiches par pays, supports multimédias et exposés sur le commerce, l'investissement, l'innovation et les entreprises inclusives et durables.				

Sous-programme 3 Transports

Objectif

- 19.55 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, de façon durable, la connectivité des transports, la logistique et la mobilité dans la région Asie-Pacifique.

Stratégie

- 19.56 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) assurer le secrétariat de l'Accord intergouvernemental sur le Réseau routier asiatique, de l'Accord intergouvernemental sur le Réseau ferroviaire transasiatique et de l'Accord intergouvernemental sur les ports secs, et à fournir une expertise technique aux délibérations intergouvernementales des groupes de travail concernés, notamment en ce qui concerne les questions d'ordre opérationnel et les questions intéressant particulièrement les pays en développement sans littoral ;
 - b) fournir une assistance technique et à mener les travaux de recherche et d'analyse connexes sur les transports terrestres et maritimes, compte dûment tenu des besoins spécifiques des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, en donnant la priorité à l'amélioration de la connectivité opérationnelle par la promotion des supports de connaissances et des meilleures pratiques, et notamment de dispositions opérationnelles efficaces et de cadres juridiques harmonisés pour le transport multimodal, et à faciliter systématiquement le dialogue régional et, le cas échéant, interrégional, aux fins du développement de la connectivité à ces deux niveaux ;
 - c) faciliter le partage des bonnes pratiques concernant l'utilisation des nouvelles technologies et des technologies émergentes, appuyer la mise en place à large échelle de systèmes de transports intelligents dans le cadre d'une feuille de route régionale et faire œuvre de sensibilisation grâce à des supports de connaissances et au renforcement des capacités ;
 - d) entreprendre des actions de plaidoyer stratégique et de renforcement des capacités en faveur du transport urbain durable et de faibles émissions de gaz à effet de serre et en matière de logistique, en soutenant et en facilitant une transition accélérée vers la mobilité électrique, des transports propres et économiques sur le plan énergétique et des chaînes d'approvisionnement écologiques ;
 - e) fournir une assistance technique en matière de sécurité routière, de transports inclusifs et de mobilité, notamment au moyen d'un plan régional d'action pour la sécurité routière et de directives régionales relatives à l'accessibilité, l'objectif étant de contribuer à la réduction de

la pauvreté et des inégalités et de favoriser les transports accessibles à tous pour les personnes ayant des besoins particuliers en matière de déplacement, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les usagers des transports à faible revenu, les habitants des zones rurales et les personnes handicapées.

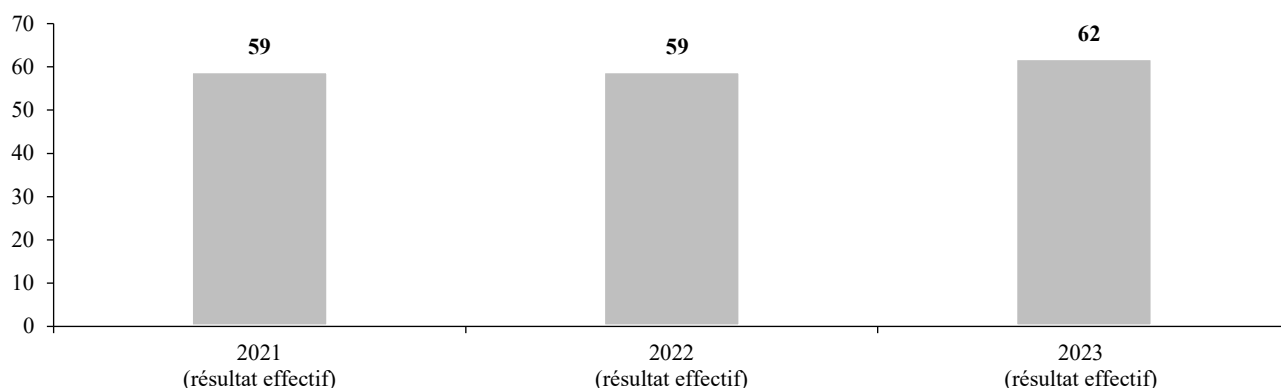
- 19.57 Ces flux d'activités aideront les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 7, 9, 11 à 13 et 17 et des objectifs du Programme d'action régional pour le développement du transport durable en Asie et dans le Pacifique (2022-2026).
- 19.58 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) l'infrastructure de transport sera plus durable, efficace et résiliente dans les réseaux de transport régionaux (réseau routier asiatique, réseau ferroviaire transasiatique et ports secs) et les ports maritimes, l'objectif étant de rendre les opérations de transport de marchandises et, le cas échéant, de passagers abordables, sûres, accessibles et respectueuses de l'environnement ;
 - b) la connectivité des transports terrestres et maritimes régionaux et interrégionaux sera améliorée, ce qui permettra de préserver les liaisons de transport régionales et interrégionales et de favoriser la coopération régionale à l'appui du commerce interrégional et intrarégional et de la connectivité interpersonnelle ;
 - c) l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de transport et de mobilité durables dans les pays membres, notamment la planification et le développement de systèmes de transports en commun en zone urbaine et l'élaboration de mesures et de mécanismes visant à promouvoir l'utilisation de modes de transport à faibles émissions de gaz à effet de serre et de stratégies de mobilité intelligente, ainsi que de mesures destinées à améliorer la sécurité des transports et à promouvoir des transports bénéficiant à tous dans la région.

Exécution du programme en 2023

Élargissement du réseau régional de transport terrestre en Asie et dans le Pacifique

- 19.59 Les activités menées dans le cadre du sous-programme aident les États membres à développer le réseau régional de transport terrestre. Le fait d'élargir le réseau contribue à améliorer l'efficacité et la résilience de la connectivité des transports dans la région, tout en permettant à un plus grand nombre de pays de profiter des avantages économiques et sociaux qui découlent d'une meilleure connectivité. Le fait de désigner comme couloirs de transport régionaux des routes, des voies ferrées et des ports secs tels que mentionnés respectivement dans les accords intergouvernementaux sur le Réseau routier asiatique, sur le Réseau ferroviaire transasiatique et sur les ports secs aide également les pays à consolider les flux de fret internationaux et à réduire les temps de transport et les retards. Cela leur permet de réaliser des économies d'échelle dans leurs investissements en infrastructures, ce qui les aide à faire face à la demande croissante de transport de marchandises en Asie et dans le Pacifique.
- 19.60 Le développement coordonné du réseau de transport régional est régi par les accords intergouvernementaux sur le Réseau routier asiatique, sur le Réseau ferroviaire transasiatique et sur les ports secs. En 2023, dans le cadre du sous-programme, un soutien logistique et technique a été fourni aux groupes de travail sur le Réseau routier asiatique, sur le Réseau ferroviaire transasiatique et sur les ports secs pour permettre la tenue de délibérations intergouvernementales entre les parties aux accords et l'adoption d'une série de modifications élargissant les réseaux que ceux-ci régissent.
- 19.61 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.III).

Figure 19.III

Mesure des résultats : nombre de routes d'Asie et du Pacifique faisant partie du Réseau routier asiatique**Résultats escomptés pour 2025**

Résultat 1 : tirer parti du réseau de transports régional pour prendre en considération la dimension environnementale du développement des transports et des chaînes d'approvisionnement internationales

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.62 Grâce au travail effectué dans le cadre du sous-programme, les États membres ont accueilli favorablement l'établissement d'un inventaire des meilleures pratiques concernant la construction d'infrastructures à faibles émissions et résilientes sur le Réseau routier asiatique, l'objectif étant de prendre en compte la dimension environnementale du développement des transports et des opérations de transport, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.63 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.10).

Tableau 19.10

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les pays ont utilisé le Groupe de travail sur le Réseau routier asiatique, le Groupe de travail sur le Réseau ferroviaire transasiatique et le Groupe de travail sur les ports secs pour réfléchir à une approche régionale propre à améliorer la durabilité du transport de marchandises, faisant de la dimension	Plusieurs États membres (Chine, Fédération de Russie, Inde et Thaïlande) ont tenu leur engagement de réduire les émissions liées aux transports, notamment en adoptant des politiques à long terme et des feuilles de route visant à accélérer la transition vers la mobilité électrique en vue de soutenir	Les États membres ont accueilli favorablement l'établissement d'un inventaire des meilleures pratiques concernant la construction d'infrastructures à faibles émissions et résilientes sur le Réseau routier asiatique, l'objectif étant de prendre en compte la dimension environnementale du	Les membres des initiatives et des groupes de travail intergouvernementaux existants mettent en place des mesures politiques plus ambitieuses pour prendre en compte la dimension environnementale des opérations de transport de marchandises	Les États membres mettent en œuvre des mesures de transport à faibles émissions

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>	<i>2024 (résultat escompté)</i>	<i>2025 (résultat escompté)</i>
environnementale du développement des transports l'une de leurs priorités	l'action climatique (Chine, Inde et Thaïlande)	transports et des opérations de transport		

Résultat 2 : renforcement des politiques pour des transports et une mobilité sûrs et inclusifs

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.64 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que trois États membres (Bangladesh, République islamique d'Iran et République démocratique populaire lao) élaborent des politiques nationales et des initiatives visant à améliorer la sécurité routière, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.65 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.11).

Tableau 19.11
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>	<i>2024 (résultat escompté)</i>	<i>2025 (résultat escompté)</i>
Les États membres de la CESAP ont convenu d'inclure la question des transports sûrs et inclusifs dans le Programme d'action régional pour le développement du transport durable en Asie et dans le Pacifique (2022-2026) et d'en faire l'un de ses trois objectifs primordiaux	Le Comité des transports a accueilli favorablement le Plan d'action régional pour l'Asie et le Pacifique pour la deuxième Décennie d'action pour la sécurité routière (2021-2030) Les États membres de la CESAP ont contribué à l'élaboration de lignes directrices régionales sur l'amélioration de l'inclusion sociale et de l'innovation dans les systèmes de transport urbain dans les villes d'Asie et du Pacifique	Le Bangladesh, la République islamique d'Iran et la République démocratique populaire lao ont élaboré des politiques nationales et des initiatives visant à améliorer la sécurité routière	Trois États membres supplémentaires élaborent des mesures nationales visant à réduire d'au moins 50 % le nombre de morts et de blessés sur les routes entre 2021 et 2030	Trois États membres supplémentaires, dont un pays comptant parmi les pays les moins avancés, élaborent des mesures nationales visant à réduire d'au moins 50 % le nombre de morts et de blessés sur les routes entre 2021 et 2030

Résultat 3 : améliorer l'efficacité et la résilience de la connectivité des transports et des réseaux logistiques en Asie et dans le Pacifique

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.66 Améliorer l'efficacité et la résilience de la connectivité et de la logistique des transports est l'un des trois objectifs du Programme d'action régional pour le développement du transport durable en Asie

et dans le Pacifique (2022-2026). Le sous-programme est utilisé pour faciliter les négociations entre les parties dans le cadre des accords intergouvernementaux sur le Réseau routier asiatique, sur le Réseau ferroviaire transasiatique et sur les ports secs afin d'étendre et d'améliorer le réseau de transport régional.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.67 L'enseignement tiré est le suivant : les parties aux accords pourraient bénéficier d'un soutien plus important pour ce qui est de modifier les itinéraires de transport comprenant des points de passage frontaliers. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on concevra des documents directifs visant à faciliter les délibérations des pays en ce qui concerne la détermination des implications transfrontalières des changements proposés aux segments des réseaux de transport. Les pays qui proposent de nouvelles modifications aux accords se verront proposer des consultations en temps utile.
- 19.68 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.12).

Tableau 19.12
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États membres ont confirmé qu'il fallait continuer de développer les réseaux de transport pour améliorer la connectivité en Asie et dans le Pacifique	Les États membres ont proposé des modifications aux huit itinéraires du Réseau routier asiatique et huit itinéraires du Réseau ferroviaire transasiatique	Les États membres ont adopté des modifications concernant 5 itinéraires du Réseau routier asiatique et 2 itinéraires du Réseau ferroviaire transasiatique	Consultations accrues entre les États membres concernés sur les propositions de modification touchant au franchissement des frontières internationales	Les États membres examinent les propositions de modification de la configuration des réseaux de transport

Produits

- 19.69 On trouvera dans le tableau 19.13 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.13
Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	4	1
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité des transports	—	—	3	—
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	28	23	22	28

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Réunions ou séances :				
3. Séances du Comité des transports	—	—	6	—
4. Réunions consacrées au Réseau routier asiatique	4	4	—	4
5. Réunions consacrées au Réseau ferroviaire transasiatique	4	4	—	4
6. Réunions consacrées aux ports secs	4	4	—	4
7. Réunions du Groupe de travail sur le transport durable, les opérations de transit et l'interconnexion des réseaux de transport relevant du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	4	4	4	4
8. Réunions de groupes d'experts sur la connectivité des transports et la logistique	8	6	8	8
9. Réunions de groupes d'experts sur la mobilité	4	1	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	10	18	8	8
10. Projets portant sur la connectivité des transports et la logistique	3	10	4	4
11. Projets portant sur la mobilité	7	8	4	4
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	1	1	—	1
12. Connectivité des transports et logistique	1	1	—	1
Publications (nombre de publications)	2	2	3	2
13. Publications sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique	1	1	2	1
14. Publications sur la connectivité des transports, la logistique et la mobilité	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	3	3	2	3
15. Connectivité des transports et logistique	2	2	1	2
16. Mobilité	1	1	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : manifestations parallèles sur le transport au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.				
Bases de données et supports numériques : base de données du Réseau routier asiatique ; Réseau ferroviaire transasiatique ; réseau des ports secs.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : infographies sur la sécurité routière accessibles à l'échelle régionale et mondiale.				

Sous-programme 4 Environnement et développement

Objectif

- 19.70 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'accroître la durabilité environnementale du développement de manière holistique et intégrée et d'améliorer le bien-être des populations dans les zones urbaines et rurales en faisant en sorte que les États membres soient mieux à même de renforcer les politiques environnementales intégrées et la gestion durable des ressources naturelles, de parvenir à un développement urbain inclusif et durable et de réduire la pollution et les déchets.

Stratégie

- 19.71 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) aider les États membres à élaborer des politiques et plans d'action climatique ambitieux et conformes à l'Accord de Paris et aux décisions adoptées par la Commission et par le Comité de l'environnement et du développement, et à mettre en application ces politiques et plans aux niveaux régional, national, infranational et local ;
 - b) examiner l'état et l'évolution de l'environnement commun et des effets de la dégradation de l'environnement sur la santé en Asie et dans le Pacifique, à assurer le suivi des résultats de la Déclaration ministérielle sur la protection de notre planète par la coopération et la solidarité régionales en Asie et dans le Pacifique et à offrir un appui technique pour faciliter l'élaboration de politiques intégrées visant à promouvoir et à renforcer les démarches mettant l'accent sur la conservation, la gestion et l'utilisation durable, telles que les solutions fondées sur la nature et les approches écosystémiques, les systèmes alimentaires durables, la gestion de la pollution et les initiatives participatives en matière d'environnement, notamment au moyen de partenariats et de collaborations multipartites, y compris avec les jeunes et les personnes handicapées, les communautés locales et les peuples autochtones, tout en tenant compte des questions de genre ;
 - c) promouvoir la coopération régionale, notamment par l'application du Programme d'action régional relatif à la pollution atmosphérique et la commémoration de la Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus, afin de faciliter la création de partenariats, le dialogue et le partage de bonnes pratiques sur la gestion de la qualité de l'air, et à offrir un soutien technique aux États membres pour ce qui est d'évaluer la qualité de l'air et les normes et les données y relatives ;
 - d) renforcer la capacité des fonctionnaires nationaux, infranationaux et locaux de consolider les processus d'aménagement urbain durable ; à fournir un soutien technique et un appui en matière de politiques s'agissant de réaliser les objectifs de développement durable et d'en examiner la mise en œuvre au niveau local ; à faciliter l'adoption de stratégies de résilience urbaine, la mise en place de systèmes de villes intelligentes centrés sur les personnes et le financement d'infrastructures urbaines résilientes face au climat ; à accroître la sensibilisation aux solutions urbaines durables et inclusives, notamment aux questions liées au développement socioéconomique, au droit à un environnement propre, sain et durable, à la consommation des ressources, à la planification des infrastructures, à la pollution de l'air, aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophe ;
 - e) soutenir la coopération régionale en vue de protéger les écosystèmes océaniques et marins aux fins du développement durable, notamment en coordonnant les activités régionales relatives à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, en mettant en place des plateformes de dialogue multipartites telles que la Journée Asie-Pacifique de l'océan et en promouvant l'application de conventions internationales et le lancement d'initiatives à l'échelle régionale, le cas échéant.
- 19.72 La stratégie susmentionnée permettra d'aider les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 2, 3, 6, 11 à 15 et 17.
- 19.73 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) le renforcement des initiatives visant à lutter contre les changements climatiques grâce à l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme d'action régional relatif à la pollution atmosphérique dans les pays d'Asie et du Pacifique ;
 - b) l'édification de communautés plus durables et résilientes et la réduction des effets néfastes de l'urbanisation ;

- c) le renforcement des initiatives visant à protéger l'environnement et à appuyer la transition vers des démarches mettant l'accent sur la conservation, la gestion et l'utilisation durable, telles que les solutions fondées sur la nature et les approches écosystémiques, en particulier celles visant à garantir la santé des océans et des systèmes alimentaires ;
- d) la promotion de cadres sous-régionaux visant à favoriser les approches participatives en matière d'environnement ;
- e) un développement durable, à faibles émissions et résilient face aux changements climatiques pour les pays sortant de la catégorie des pays les moins avancés ;
- f) le renforcement et la revitalisation de la coopération multilatérale en matière d'action environnementale.

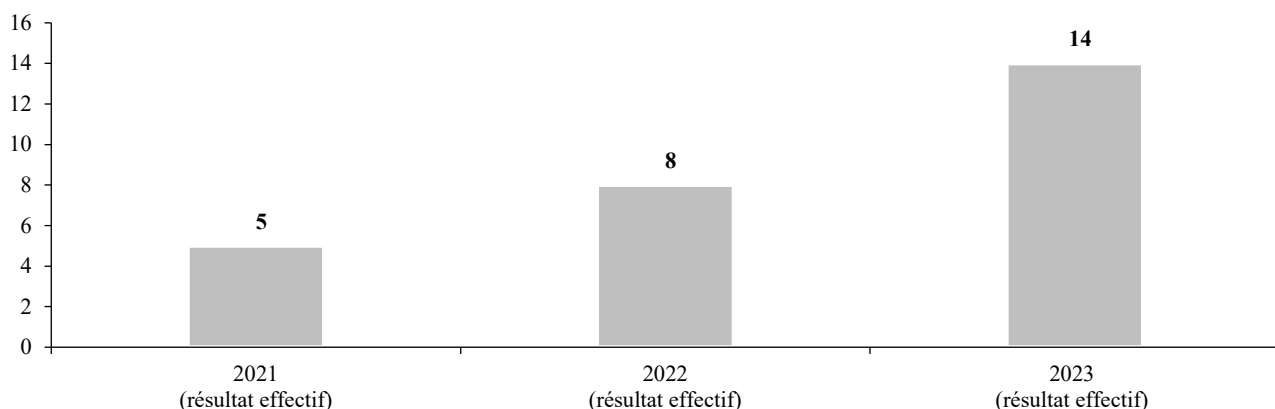
Exécution du programme en 2023

Renforcement des politiques climatiques visant à atteindre des cibles ayant trait à la réduction des émissions et à l'absence d'émissions nettes aux niveaux régional, national, infranational et local

- 19.74 Une étude thématique sur la transition vers un avenir sans émissions nettes a été publiée en 2023 afin d'aider les États membres à accélérer l'action climatique en Asie et dans le Pacifique. Cette étude met en exergue la situation régionale en ce qui concerne les changements climatiques et dresse la liste des politiques et des mesures qui pourraient être prises dans différents secteurs de l'économie pour soutenir le programme mondial pour le climat. Les États membres de la CESAP ont adopté la résolution 79/1 de la Commission dans le but d'accroître leurs engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de parvenir à la réduction à zéro des émissions nettes d'ici le milieu du siècle. Un projet de coopération technique a été lancé avec cinq pays dans le but d'assurer la transition vers un développement urbain à faibles émissions et résilient. L'assistance technique directe était principalement destinée aux pays en situation particulière.
- 19.75 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.IV).

Figure 19.IV

Mesure des résultats : nombre de pays d'Asie et du Pacifique ayant bénéficié des conseils et de l'aide de la Commission pour élaborer des politiques climatiques visant à atteindre des cibles ayant trait à la réduction des émissions et à l'absence d'émissions nettes (résultat cumulé)



Résultats escomptés pour 2025

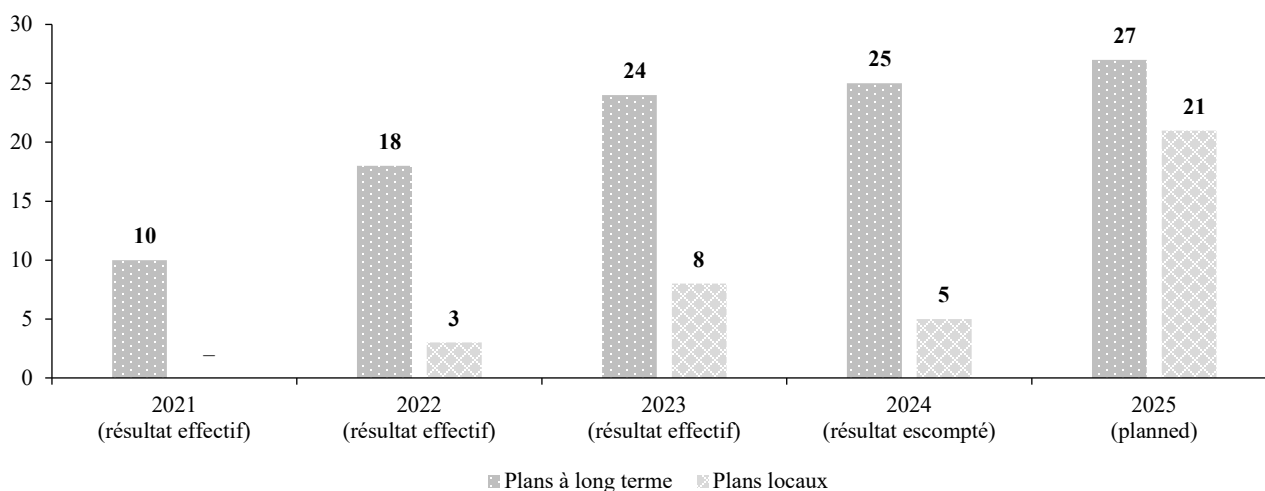
Résultat 1 : intensification de l'action climatique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.76 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 24 pays d'Asie et du Pacifique élaborent des stratégies de développement à long terme et à faible émission de carbone et de gaz à effet de serre, et à ce que 8 pays de la région élaborent des plans locaux d'action climatique et de lutte contre la pollution atmosphérique, ce qui a permis de faire mieux que la cible arrêtée, qui avait été fixée à 10 et 5 pays, respectivement.
- 19.77 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.V).

Figure 19.V

Mesure des résultats : nombre de pays d'Asie et du Pacifique élaborant des plans locaux d'action climatique et de lutte contre la pollution atmosphérique et des stratégies de relèvement et de développement à long terme et à faible émission de carbone et de gaz à effet de serre (résultat cumulé)



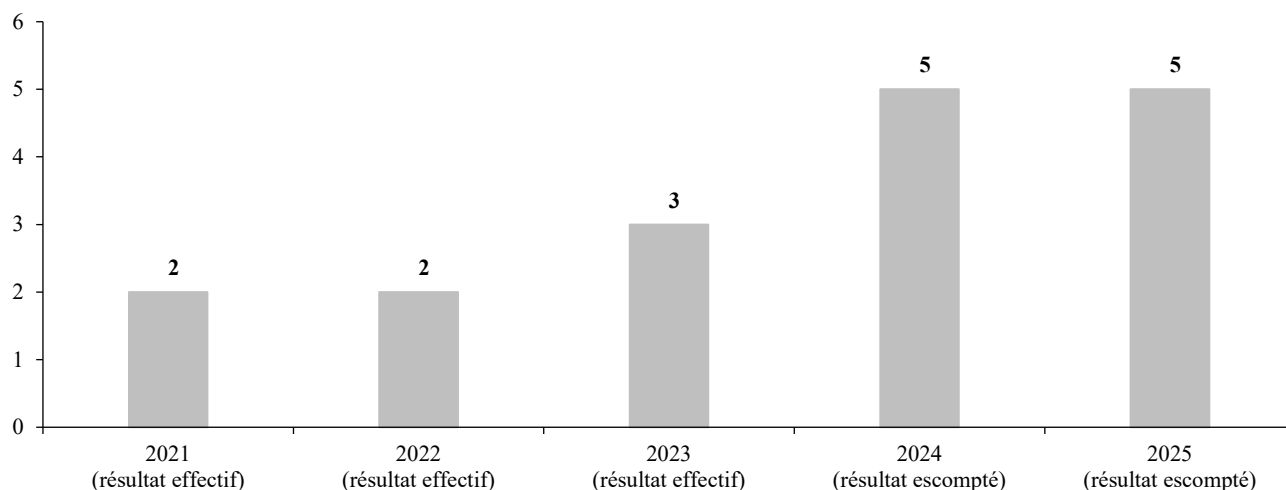
Résultat 2 : les autorités locales mettent en œuvre les objectifs de développement durable au niveau local et contribuent aux stratégies nationales en matière de climat

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.78 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que trois villes procèdent à des examens locaux volontaires ou élaborent des plans d'adaptation des objectifs de développement durable à l'échelle locale en appliquant les lignes directrices régionales pour les examens locaux volontaires élaborées dans le cadre du sous-programme en 2020, notamment celles concernant les villes se trouvant dans des pays en situation particulière, ce qui a permis d'atteindre la cible prévue.
- 19.79 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.VI).

Figure 19.VI

Mesure des résultats : nombre de villes élaborant des examens locaux volontaires ou des plans d'adaptation des objectifs de développement durable à l'échelle locale avec l'appui direct de la Commission (résultat annuel)



Résultat 3 : les États membres d'Asie et du Pacifique renforcent leur coopération pour faire progresser les approches participatives en matière d'environnement

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.80 Dans la Déclaration ministérielle sur la protection de notre planète par la coopération et la solidarité régionales en Asie et dans le Pacifique, les États membres ont réaffirmé qu'un environnement propre, sain et durable était important pour le développement durable.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.81 L'enseignement tiré est le suivant : le fait d'élargir le champ d'action des partenariats noués dans le cadre du sous-programme peut aider à promouvoir des approches participatives en matière d'environnement dans la région. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, il est prévu de faciliter les délibérations entre les États membres, les sous-programmes concernés de la CESAP et d'autres entités des Nations Unies, le cas échéant, afin de fournir un soutien complet, unifié et cohérent. On proposera des activités d'apprentissage intrarégionales, offrant aux sous-régions un espace pour échanger les retours d'expérience et les meilleures pratiques afin de promouvoir des approches participatives en matière d'environnement.
- 19.82 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.14).

Tableau 19.14

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La capacité des États membres de systématiser l'adoption d'approches participatives en	Les États membres se sont mis d'accord sur des dispositions institutionnelles visant à renforcer les	Les États membres ont renforcé la coopération sous-régionale pour promouvoir les	Les États membres étudient les modalités permettant de promouvoir les	Les États membres prennent des mesures pour institutionnaliser les modalités de participation

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
matière d'environnement a été renforcée à l'aide d'un dialogue sous-régional	approches participatives	approches participatives	approches participatives	

Produits

19.83 On trouvera dans le tableau 19.15 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.15

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2023–2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	2	1
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité de l'environnement et du développement	—	—	1	—
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	23	21	22	17
Réunions ou séances :				
3. Comité de l'environnement et du développement	—	—	5	—
4. Conseil d'administration du Centre pour la mécanisation agricole durable	2	2	2	2
5. Réseau Asie-Pacifique pour la mise à l'essai des machines agricoles	5	10	5	5
6. Groupes d'experts pour la mise en œuvre des programmes convenus à l'échelon international en matière d'environnement et de développement	2	1	2	2
7. Groupes d'experts sur les villes durables et résilientes dans la région Asie-Pacifique	8	2	8	8
8. Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation	6	6	—	—
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	7	11	9	9
9. Projets sur la gestion durable des ressources naturelles	1	3	1	1
10. Projets sur le développement urbain durable	1	2	2	2
11. Projets sur la mécanisation agricole durable	2	2	2	2
12. Projets sur la croissance économique durable	1	—	1	1
13. Projets visant à aider les pays de l'Asie et du Pacifique à remplir les engagements pris au titre de l'Accord de Paris	1	—	—	—
14. Projets sur la pollution atmosphérique	—	2	1	1
15. Projets sur les approches participatives en matière d'environnement	—	1	1	1
16. Projets en lien avec l'Initiative de Séoul pour une croissance économique écologiquement durable	1	1	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	11	12	6	11
17. Gestion intégrée des résidus de paille	1	1	1	1

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
18. Renforcement des ressources humaines pour la mécanisation agricole durable	1	1	1	1
19. Forum régional sur la mécanisation agricole durable en Asie et dans le Pacifique	1	2	–	–
20. Promotion de la mécanisation agricole durable par la coopération Sud-Sud	1	1	2	2
21. Journée Asie-Pacifique de l'océan	1	1	1	1
22. Semaine Asie-Pacifique du climat	5	5	–	5
23. Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus	1	1	1	1
Publications (nombre de publications)	2	2	1	1
24. Publication sur l'environnement et le développement	1	1	1	1
25. Publication sur les progrès de l'urbanisation durable en Asie et dans le Pacifique	1	1	–	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	4	9	4	4
26. Environnement et développement	1	6	1	1
27. Machines agricoles	3	3	3	3

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs sur l'environnement et le développement ; manifestations parallèles sur l'environnement et le développement au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.

Bases de données et supports numériques : 16 cours d'apprentissage en ligne sur l'environnement et la mise en œuvre du Programme 2030.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports d'information sur la mécanisation de l'agriculture ; Année internationale de la préservation des glaciers ; Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus ; Journée mondiale des villes ; Journée mondiale de l'environnement ; Journée mondiale de l'habitat.

Sous-programme 5 Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe

Objectif

- 19.84 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la coopération régionale en lien avec les technologies numériques, les applications des techniques spatiales et la réduction et la gestion des risques de catastrophe aux fins du développement résilient et durable en Asie et dans le Pacifique par la mise en commun des meilleures pratiques.

Stratégie

- 19.85 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, on veillera, dans le cadre du sous-programme, à aider les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 4, 5, 9 à 11, 13 à 15 et 17 en élaborant des normes concernant la connectivité numérique inclusive et sûre, le partage des données géospatiales, la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience face aux catastrophes et, à cette fin, à s'appuyer sur des travaux d'analyse des politiques et des travaux de recherche fondés sur des données factuelles. Plus précisément, on s'emploiera à faire ce qui suit :

- a) renforcer les capacités, en particulier celles des pays en situation particulière, dans les domaines susmentionnés au moyen des mécanismes de coopération régionale qui favorisent la coopération technique Sud-Sud et Nord-Sud, complétés par les programmes du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement et du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes ;
- b) promouvoir le dialogue sur les politiques, la mise en commun des connaissances et la coopération en lien avec les problèmes transfrontières que posent la connectivité et les risques de catastrophe, notamment ceux liés à de grands enjeux de développement comme les changements climatiques ;
- c) dans le cadre du Plan d'action pour la mise en œuvre de l'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information (2022-2026), réaliser des études sur la fracture numérique, évaluer les cadres réglementaires et de politique générale et formuler des recommandations aux fins d'une transformation numérique inclusive, et mener des activités de sensibilisation et de réseautage et nouer des partenariats à l'appui des cadres convenus au niveau régional ;
- d) conformément à la Déclaration ministérielle de Jakarta sur les applications des techniques spatiales au service du développement durable en Asie et dans le Pacifique et au Plan d'action Asie-Pacifique pour les applications des techniques spatiales au service du développement durable (2018-2030), aider les États membres, selon les besoins et à leur demande, à tirer parti des dernières avancées en matière d'applications des techniques spatiales et de données géospatiales, faciliter un accès rapide et élargi aux données géospatiales de source spatiale, permettre la mise en commun des compétences et des ressources aux échelons régional et sous-régional, favoriser la mise en commun des connaissances et des bonnes pratiques et créer des effets de synergie avec d'autres initiatives régionales ;
- e) accroître et exploiter la coopération sous-régionale et régionale en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation et les moyens d'action résilients face aux changements climatiques, notamment en assurant l'exécution des activités du Réseau Asie-Pacifique pour la résilience aux catastrophes et du Fonds d'affectation spéciale multidonateur de la CESAP pour la préparation aux tsunamis, aux catastrophes et aux changements climatiques, ainsi que des services de gestion des informations sur les catastrophes fournis par le Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes, ce qui inclut les activités prévues au titre du Plan d'action régional sur les tempêtes de sable et de poussière en Asie et dans le Pacifique ;
- f) renforcer l'adaptabilité des capacités humaines et institutionnelles, notamment en fournissant une assistance visant à faciliter l'utilisation sans exclusive de solutions numériques, telles que des outils d'analyse des risques et d'applications de données géospatiales exploitables, et à apporter des solutions ciblées aux besoins particuliers des pays qui sont fortement exposés aux risques de catastrophe.

19.86 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) la réduction de la fracture numérique et une utilisation adéquate des solutions numériques au service de la transformation numérique ;
- b) l'adoption par les pays de la région d'une démarche transformatrice en matière d'adaptation visant à lutter contre les changements climatiques afin de ne laisser personne de côté ;
- c) l'amélioration des applications d'informations géospatiales intégrées par les États membres, le but étant de créer une adaptation porteuse de transformation et d'accélérer le suivi et la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

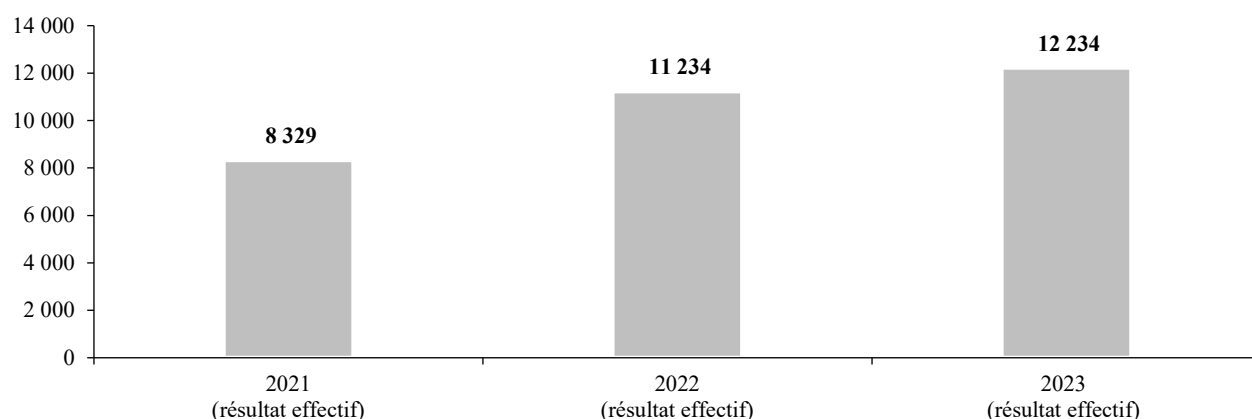
Exécution du programme en 2023

Amélioration des compétences numériques des femmes en Asie et dans le Pacifique

- 19.87 Le travail accompli dans le cadre du sous-programme a donné lieu à la mise en place de l'Initiative « Women ICT Frontier », un programme qui vise à favoriser l'autonomisation économique des femmes et à créer ainsi des sociétés plus inclusives et durables. Ce programme, qui aborde les domaines de l'innovation, de la technologie et de l'éducation numérique en tenant compte des questions de genre, vise à promouvoir l'entrepreneuriat féminin en renforçant les capacités numériques des entrepreneuses afin d'améliorer la productivité, la croissance et la durabilité de leurs entreprises. Depuis son lancement, il a permis d'offrir des formations sur site ainsi que des cours d'apprentissage en ligne dans la langue locale des bénéficiaires, favorisant ainsi l'accessibilité et l'apprentissage tout au long de la vie. Sa portée et son influence ont été amplifiées dans divers secteurs de la société grâce à l'établissement de nouveaux partenariats avec diverses parties prenantes. Il a été appliqué dans 22 pays et a touché diverses bénéficiaires, notamment des entrepreneuses, mais aussi des étudiantes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées.
- 19.88 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.VII).

Figure 19.VII

Mesure des résultats : nombre de participantes à l'Initiative « Women ICT Frontier » ayant amélioré leurs compétences numériques (résultat cumulé)



Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : accroître l'utilisation des données géospatiales pour accélérer le suivi et la réalisation des objectifs de développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.89 Dans le cadre du sous-programme, le travail visant à développer les capacités permettant d'intégrer les données géospatiales et sectorielles aux fins du suivi et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable a contribué à la mise en place, au Kirghizistan, du système d'information sur la sécheresse en Asie centrale, et à l'utilisation de données satellitaires visant à améliorer la surveillance de la qualité de l'air aux Philippines, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.90 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.16).

Tableau 19.16
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les membres et membres associés ont eu accès à des formations et des outils pour mieux exploiter les données géospatiales	Trois pays (Indonésie, Sri Lanka et Thaïlande) ont engagé des mesures ou des projets sur l'intégration des données géospatiales et sectorielles aux fins du suivi et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable	Le Kirghizistan a mis en place le système d'information sur la sécheresse en Asie centrale et les Philippines ont utilisé des données satellitaires pour améliorer la surveillance de la qualité de l'air	Deux pays disposent d'un nombre croissant de données géospatiales et sectorielles permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable	Cinq pays, dont au moins trois pays en situation particulière, tirent parti des applications géospatiales numériques pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable

Résultat 2 : renforcement des cadres nationaux et sous-régionaux sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.91 Le travail réalisé dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que deux organisations sous-régionales (l'ASEAN et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique) et le Groupe des Vingt adoptent des cadres de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, et soutiennent l'initiative Alertes précoces pour tous, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.92 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.17).

Tableau 19.17
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les pays membres de l'ASEAN ont traduit la déclaration en un plan d'action	Trois pays (Indonésie, République démocratique populaire lao et Thaïlande) ont traduit les plans d'action en stratégies nationales	Deux organisations sous-régionales (l'ASEAN et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique) et le Groupe des Vingt ont adopté des cadres de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, conformément au Cadre de Sendai	Deux autres organisations sous-régionales adoptent des cadres sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques et soutiennent l'initiative Alertes précoces pour tous	Trois pays adoptent des cadres nationaux en vue d'atteindre l'objectif de l'initiative Alertes précoces pour tous d'ici 2027

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
		pour la réduction des risques de catastrophe, et soutenu l'initiative Alertes précoces pour tous		

Résultat 3 : recours accru aux innovations numériques aux fins d'une adaptation transformatrice aux changements climatiques

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.93 Comme cela est indiqué dans le sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'Asie et le Pacifique sont exposés à des risques de catastrophes complexes qui, selon tous les scénarios de réchauffement climatique, devraient augmenter. Les innovations numériques devraient permettre une adaptation transformatrice aux changements climatiques.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.94 L'enseignement tiré est le suivant : il est possible d'optimiser les activités de renforcement des capacités et des compétences techniques menées dans le cadre du sous-programme en tirant parti de technologies accessibles, rentables, utilisables à différentes échelles et interopérables. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on mettra en œuvre des approches qui peuvent être appliquées à diverses échelles et modulées sans difficulté, selon les besoins. En s'appuyant sur la coopération et les partenariats Sud-Sud, on proposera de plus en plus de cours en ligne ouverts à toutes et à tous et d'applications technologiques, on systématisera la fourniture de données et on proposera un soutien en lien avec les politiques touchant à la gouvernance des données.
- 19.95 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.18).

Tableau 19.18
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Des outils d'analyse des données sur les risques de catastrophe ont été mis à la disposition des États membres	Des données relatives au scénario climatique à l'échelle locale ont été mises à la disposition de toutes les sous-régions de la CESAP sur le Portail sur les risques et la résilience de la Commission	Une nouvelle version des outils d'analyse des données sur les risques de catastrophe a été mise à la disposition des États membres	Deux pays progressent vers une adaptation transformatrice dans l'agriculture ou le secteur de l'énergie	Deux autres pays progressent vers une adaptation transformatrice dans l'agriculture ou le secteur de l'énergie

Produits

- 19.96 On trouvera dans le tableau 19.19 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.19

Sous-programme 5 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	6	5	4
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	2	2	2	2
2. Comité de la réduction des risques de catastrophe	2	4	—	2
3. Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation	—	—	3	—
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	28	26	32	28
Réunions ou séances :				
4. Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation	—	—	6	—
5. Comité de la réduction des risques de catastrophe	6	6	—	6
6. Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement	1	1	1	1
7. Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes	1	1	1	1
8. Groupe de travail sur l'innovation et la technologie au service du développement durable relevant du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	4	4	4	4
9. Groupe d'experts Organisation météorologique mondiale (OMM)/CESAP des cyclones tropicaux	4	4	4	4
10. Comité consultatif intergouvernemental pour le programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement durable	4	4	4	4
11. Comité CESAP/OMM des typhons	4	4	4	4
12. Groupes d'experts sur les applications des techniques spatiales	—	—	4	—
13. Groupes d'experts sur l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information	—	—	4	—
14. Groupes d'experts sur la réduction des risques de catastrophe	4	2	—	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	9	14	9	7
15. Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes	1	1	1	1
16. Réduction des risques de catastrophe	1	2	1	1
17. Promotion de la connectivité numérique	2	4	2	2
18. Applications des techniques spatiales	4	6	4	2
19. Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement	1	1	1	1
Publications (nombre de publications)	3	3	2	2
20. Gestion de l'information sur les catastrophes	1	1	—	1
21. Pratiques géospatiales au service du développement durable	1	1	1	—
22. Transformation numérique au service du développement durable	1	1	1	1

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	5	5	8	6
23. Gestion de l'information sur les catastrophes	2	2	3	2
24. Réduction des risques de catastrophe	–	–	2	1
25. Technologies numériques – infrastructure et connectivité, notamment	2	2	2	2
26. Applications de l'information géospatiale	1	1	1	1

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de services consultatifs aux groupes de travail sur la réduction des risques de catastrophe et la résilience, notamment la coalition thématique sur le renforcement de la résilience ; fourniture de conseils aux équipes spéciales du Réseau des entreprises durables de la CESAP ; fourniture de conseils aux comités et aux consultations tenues avec des organisations au sujet de questions liées à la réduction des risques de catastrophe, aux applications des techniques spatiales et aux technologies numériques ; notes d'information sur le développement numérique destinées aux hauts responsables des ministères et organismes publics dont l'activité a trait au numérique ; fourniture de conseils sur la gouvernance des données pour un développement tenant compte des risques.

Bases de données et supports numériques : Portail sur les risques et la résilience de la CESAP ; supports numériques sur les applications des techniques spatiales (accès régional et mondial) ; base de données et tableau de bord sur les pratiques géospatiales, enrichis de 50 nouvelles entrées et de 10 utilisateurs institutionnels ; supports numériques pour l'établissement et la gestion des bases de données relatives à l'information sur les catastrophes et de l'infrastructure des données spatiales ; deux nouveaux cours d'apprentissage en ligne dispensés par le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement et orientations concernant les prévisions et les alertes précoces axées sur les impacts.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : Journée internationale pour la science, la technologie et l'innovation dans le Sud.

Plateformes numériques et contenu multimédia : support de formation multimédia sur la gestion de l'information sur les catastrophes.

Sous-programme 6

Développement social

Objectif

- 19.97 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de créer des sociétés inclusives et équitables qui assurent la protection, donnent des moyens d'action et ne laissent personne de côté en Asie et dans le Pacifique, l'accent étant mis sur la population et le développement, la protection sociale, le handicap et l'égalité des genres et l'avancement des femmes.

Stratégie

- 19.98 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, on s'emploiera, dans le cadre du sous-programme, à rassembler les gouvernements autour de questions cruciales liées au développement social dans la région et à appuyer ces processus intergouvernementaux en fournissant des analyses et en tirant parti des atouts complémentaires que sont le pouvoir de mobilisation à l'échelle régionale de la CESAP et la capacité des organismes, fonds et programmes des Nations Unies de favoriser la mise en œuvre à l'échelle nationale en vue de faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable. Plus précisément, les activités qui seront menées consisteront à :
- a) aider les gouvernements à poursuivre la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et

régulières en améliorant la base de données factuelles sur les questions touchant à la population et au développement, l'accent étant mis sur le vieillissement, les migrations et la dynamique des populations, la réduction de la pauvreté et la nécessité de ne laisser personne de côté ;

- b) faciliter le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement grâce au cadre qui a été approuvé à la sixième session du Comité du développement social ;
- c) aider les États membres à cerner les groupes de population qui risquent le plus d'être laissés pour compte grâce à la méthode visant à ce que personne ne soit laissé de côté, à des rapports analytiques et au renforcement des capacités ;
- d) conformément au Plan d'action pour le renforcement de la coopération régionale en matière de protection sociale en Asie et dans le Pacifique, rendre compte des progrès réalisés au niveau national et des enseignements tirés en matière d'extension de la protection sociale dans des rapports d'activité périodiques ; élaborer une plateforme régionale pour permettre aux États membres de mettre en commun les bonnes pratiques ; mettre à la disposition des gouvernements des outils et des produits d'analyse novateurs ainsi que des outils et des sessions de formation axés sur le renforcement des capacités ;
- e) mener des travaux de recherche et d'analyse et appuyer le renforcement des capacités des États membres en vue de l'édification de sociétés faisant place aux personnes handicapées, en s'appuyant sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Stratégie d'Incheon visant à faire du droit une réalité pour les personnes handicapées en Asie et dans le Pacifique et la Déclaration de Jakarta sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2023-2032), et aider les autres sous-programmes à prendre en compte la question du handicap ;
- f) assurer le suivi des résultats de l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing dans la région Asie-Pacifique, en aidant les gouvernements à accélérer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action ;
- g) offrir une assistance technique pour l'élaboration de politiques en lien avec l'avancement économique des femmes et l'entrepreneuriat féminin et aider les autres sous-programmes à intégrer les questions de genre ;
- h) proposer des supports de connaissance, des séminaires et des conseils techniques conçus pour remédier à la situation des femmes qui accomplissent des travaux domestiques non rémunérés et orienter la conception de stratégies et de mesures visant à améliorer l'économie des services à la personne.

19.99 Le travail susmentionné permettra d'aider les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 3, 4, 5, 8, 10, 11 et 17.

19.100 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) la mise en place de cadres régionaux de développement social ;
- b) l'élaboration de politiques et de programmes adaptés dans le domaine de la dynamique des populations et du développement social ;
- c) le renforcement des compétences et des connaissances des pays, de sorte qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques de protection sociale inclusives, notamment pour faire face aux conséquences des transitions démographiques rapides et des changements climatiques ;
- d) l'amélioration des politiques et des stratégies nationales visant à promouvoir l'égalité des genres et l'avancement des femmes, notamment à l'aide de mesures visant à améliorer l'économie des services à la personne et la situation des femmes qui accomplissent des travaux domestiques non rémunérés ;

- e) l'amélioration des politiques et programmes nationaux visant à favoriser un développement incluant le handicap.

Exécution du programme en 2023

Politiques inclusives en matière de population et de développement en Asie et dans le Pacifique

- 19.101 Afin de soutenir la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement en Asie et dans le Pacifique, ainsi que des engagements contenus dans la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement, le Comité du développement social de la CESAP, à sa sixième session, a approuvé un cadre d'indicateurs propre à la région, fondé sur les objectifs de développement durable et mis au point par la Commission et le Fonds des Nations Unies pour la population. En préparation de la septième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique, le sous-programme s'est servi du cadre d'indicateurs, ainsi que d'une enquête, pour renforcer les capacités des organismes publics et des organisations de la société civile dans 33 pays s'agissant d'évaluer les politiques et stratégies existantes sur la population et le développement, de les réviser et d'en élaborer de nouvelles.
- 19.102 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.20).

Tableau 19.20
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Deux États membres (Papouasie-Nouvelle-Guinée et Timor-Leste) ont intégré des outils analytiques de la CESAP dans l'élaboration de politiques et de stratégies gouvernementales en matière de population et de développement	Dix États membres ont évalué leurs politiques et stratégies en matière de population et de développement en consultation avec la CESAP et des partenaires du système des Nations Unies	Trente et un États membres ont procédé à une évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle Asie-Pacifique sur la population et le développement, ce qui leur a permis de recenser les domaines d'action prioritaires

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement des politiques et programmes nationaux visant à promouvoir les droits et l'autonomisation des personnes handicapées, notamment des femmes ayant un handicap

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.103 Le travail réalisé dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que trois États membres (Cambodge, Chine et Maldives) adoptent et mettent en œuvre des politiques et des programmes visant à autonomiser les personnes handicapées, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.104 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.21).

Tableau 19.21
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Deux États membres de la CESAP ont élaboré et mis en œuvre, en faveur des personnes handicapées, des politiques inclusives fondées sur des données probantes	Le Bhoutan, les Philippines et la République démocratique populaire lao ont adopté et mis en œuvre des politiques et des programmes visant à donner des moyens d'action aux personnes handicapées	Le Cambodge, la Chine et les Maldives ont adopté et mis en œuvre des politiques et des programmes visant à donner des moyens d'action aux personnes handicapées	Trois États membres de la CESAP renforcent leurs cadres d'action en faveur d'un développement incluant le handicap, en particulier dans les domaines de l'emploi, de la protection sociale et de l'accessibilité	Trois États membres de la CESAP, dont un pays en situation particulière, intègrent l'inclusion du handicap dans leurs cadres de politique générale, conformément aux domaines prioritaires de la Déclaration de Jakarta sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2023-2032)

Résultat 2 : amélioration des données et des orientations sous-tendant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques inclusives et fondées sur des données probantes en vue de réduire l'inégalité des chances et de ne laisser personne de côté

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.105 Le travail réalisé dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que quatre États membres (Cambodge, Fidji, Maldives et Mongolie) produisent leurs propres données et informations devant servir à l'élaboration de politiques inclusives à l'aide de la plateforme Leaving No One Behind, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir trois États membres.
- 19.106 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.22).

Tableau 19.22
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Une plateforme interactive visant à ne laisser personne de côté (Leaving No One Behind), accessible en ligne, a été mise à la disposition des États membres afin qu'ils puissent recenser les groupes les plus marginalisés à la lumière de	Cinq États membres de la CESAP (Mongolie, Philippines, Tonga, Turkménistan et Tuvalu) ont organisé, au niveau national, des sessions de formation pour améliorer la compréhension et l'utilisation de la	Le Cambodge, les Fidji, les Maldives et la Mongolie ont généré leurs propres données et informations devant servir à l'élaboration de politiques inclusives à l'aide de la plateforme Leaving No One Behind.	20 % des États membres de la CESAP qui s'engagent à réaliser des examens nationaux volontaires en 2024 utilisent des données et des informations générées par la plateforme Leaving No One Behind en	Six États membres de la CESAP qui élaborent des documents d'orientation en 2025 utilisent les données et les informations générées par la plateforme Leaving No One Behind en vue de formuler des politiques inclusives

Titre V Coopération régionale pour le développement

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
15 indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable se rapportant à neuf objectifs dans plus de 25 pays d'Asie et du Pacifique	plateforme Leaving No One Behind		vue de formuler des politiques inclusives	

Résultat 3 : les États membres élaborent des mesures de politique générale visant à valoriser l'économie des services à la personne

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.107 Le travail réalisé dans le cadre du sous-programme a permis d'aider les États membres à accélérer la mise en œuvre de la cible 5.4 associée aux objectifs de développement durable, notamment par la mise au point d'un cadre visant à valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés et à faciliter l'investissement dans l'économie des services à la personne et le renforcement de celle-ci.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.108 L'enseignement tiré est le suivant : l'économie des services à la personne, du fait de son ampleur et de sa variété, gagnerait à ce que l'on mette en place une approche multisectorielle afin de collaborer plus activement avec les ministères d'exécution compétents. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on collaborera avec diverses parties prenantes des administrations publiques pour évaluer de manière exhaustive l'intérêt que présente le fait d'investir dans l'économie des services à la personne et concevoir des mesures de politique générale à cet effet. Il est prévu de travailler avec plusieurs pays et de leur fournir des services consultatifs aux fins de l'élaboration d'initiatives et de l'adoption de mesures en lien avec l'économie des services à la personne et de mettre au point une boîte à outils visant à aider les gouvernements à agir sur ce secteur.
- 19.109 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.23).

Tableau 19.23
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les pays de l'ASEAN ont adopté un cadre sous-régional sur l'économie des services à la personne	Le Cambodge et les Philippines ont élaboré des stratégies concernant la conception de nouvelles initiatives touchant à l'économie des services à la personne	Le Cambodge, la Chine et les Philippines ont organisé des consultations nationales sur l'économie des services à la personne	Un État membre élabore une initiative touchant à l'économie des services à la personne	Deux États membres adoptent des mesures de politique générale touchant à l'économie des services à la personne

Produits

19.110 On trouvera dans le tableau 19.24 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.24

Sous-programme 6 : produits retenus pour la période 2023–2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	8	5	3
Rapports destinés aux entités ou processus suivants :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité du développement social	–	–	2	–
3. Examen régional de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing+30)	–	–	2	–
4. Septième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique	3	7	–	–
5. Examen régional Asie-Pacifique de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	–	–	–	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	20	20	26	24
Réunions ou séances :				
6. Comité du développement social	–	–	6	–
7. Examen régional de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing+30)	–	–	6	–
8. Groupe de travail thématique sur le genre et les objectifs de développement durable relevant du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	2	1	2	2
9. Groupe de travail sur la Décennie Asie-Pacifique pour les personnes handicapées (2023-2032)	–	–	–	4
10. Septième Conférence sur la population pour l'Asie et le Pacifique	6	6	–	–
11. Examen régional Asie-Pacifique de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	–	–	–	6
12. Groupes d'experts sur l'inclusion du handicap	4	4	–	–
13. Groupes d'experts sur l'inclusion sociale	–	–	4	4
14. Groupes d'experts sur les politiques sociales	4	5	4	4
15. Groupes d'experts sur la population	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	6	11	3	3
16. Égalité des genres	1	2	1	–
17. Population et développement	1	5	–	1
18. Inclusion du handicap	3	4	2	1
19. Développement social	–	–	–	1
20. Inégalités	1	–	–	–
Publications (nombre de publications)	2	2	3	1
21. Inclusion du handicap	1	1	–	1
22. Égalité des genres	–	–	1	–

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
23. <i>Social Outlook for Asia and the Pacific</i> (perspectives sociales pour l'Asie et le Pacifique)	–	–	1	–
24. Population et développement	1	1	–	–
25. <i>Asia-Pacific Migration Report 2024</i> (rapport de 2024 sur les migrations dans la région Asie-Pacifique)	–	–	1	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	11	15	10	11
26. Égalité des genres	1	1	–	1
27. Inclusion du handicap	1	1	1	1
28. Population	2	2	2	2
29. Inégalités	2	5	2	2
30. Fiches techniques sur la population	1	1	1	1
31. Développement social	4	5	4	4

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : services consultatifs assurés aux groupes de travail chargés d'examiner les questions relatives au développement social, notamment la coalition thématique sur l'inclusion et l'autonomisation ; manifestations parallèles sur le développement au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.

Bases de données et supports numériques : bases de données et ressources en ligne sur le développement social (accès régional et mondial).

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : Journée internationale des femmes ; Journée internationale des personnes âgées ; Journée internationale des personnes handicapées ; Journée internationale des soins et de l'assistance.

Sous-programme 7 Statistiques

Objectif

- 19.111 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation de données et de statistiques officielles de qualité à l'appui du développement durable en Asie et dans le Pacifique.

Stratégie

- 19.112 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) soutenir le développement statistique dans la région, la coopération régionale et la formulation de positions régionales en vue de faire progresser la statistique officielle dans le respect des engagements pris, notamment au titre du document intitulé « Faire progresser les statistiques officielles pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : vision et cadre d'action collectifs de la communauté statistique de l'Asie-Pacifique », de la Déclaration intitulée « Étayer les politiques à l'aide de données afin de ne laisser personne de côté » et de la Déclaration ministérielle sur la construction d'un avenir plus résilient grâce à un enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil inclusifs ;

- b) offrir, en collaboration avec l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, une assistance technique et des services de formation et de renforcement des capacités en vue de :
 - i) faire en sorte que les pays soient mieux à même de produire, de diffuser et de communiquer des produits et services statistiques, notamment (sans toutefois s'y limiter) des données et statistiques tenant compte des questions de genre et ventilées par sexe, l'accent étant mis sur les pays les plus distancés, comme les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ;
 - ii) moderniser les systèmes statistiques nationaux et donner aux organismes nationaux de statistique de la région les moyens de tirer parti des sources de données générées par les divers éléments des écosystèmes de données nationaux, y compris les données administratives et les mégadonnées que d'autres organismes gouvernementaux et le secteur privé produisent et détiennent ;
- c) fournir des produits et services statistiques, notamment la publication intitulée *Asia and the Pacific SDG Progress Report* (rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique) et le Portail des objectifs de développement durable pour l'Asie et le Pacifique, qui facilitent l'accès aux statistiques officielles et aux données dans la région et permettent de faire le bilan des progrès qui y sont accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable ;
- d) élaborer des supports de connaissances (études, documents de travail, notes d'orientation sur les statistiques et blogs) et fournir un appui aux fins de leur production, l'objectif étant de faire mieux connaître les questions ayant trait à la statistique officielle et de mettre en commun les connaissances et les données d'expérience dans ce domaine ;
- e) promouvoir la coopération et faciliter la recherche d'un consensus entre les États membres, les entités régionales et d'autres partenaires dont les activités ont trait aux données et aux statistiques dans le cadre d'initiatives propres à la région ou à un pays. Il s'agira notamment de promouvoir, en coopération avec les États membres et les partenaires de développement, la mise en œuvre de la Déclaration intitulée « Étayer les politiques à l'aide de données afin de ne laisser personne de côté », la gouvernance des données et l'intégration des questions de genre, ce qui servira de base à l'amélioration des capacités statistiques en Asie et dans le Pacifique ;
- f) élargir les activités de manière à transformer les systèmes statistiques nationaux pour qu'ils puissent faire face à des chocs futurs similaires à la pandémie de COVID-19, notamment au moyen de plateformes virtuelles et d'innovations dans les processus de production de statistiques, lesquelles favorisent la coopération et la recherche d'un consensus.

19.113 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) une disponibilité, une accessibilité et une utilisation renforcées des données et statistiques officielles de qualité à l'appui du développement durable en Asie et dans le Pacifique ;
- b) des systèmes statistiques nationaux mieux à même d'évaluer l'application du Programme 2030 ;
- c) un usage accru des statistiques dans la prise de décision fondée sur des données factuelles dans la région Asie-Pacifique.

Exécution du programme en 2023

Amélioration de la statistique officielle à l'aide de sources et d'outils ayant trait aux mégadonnées

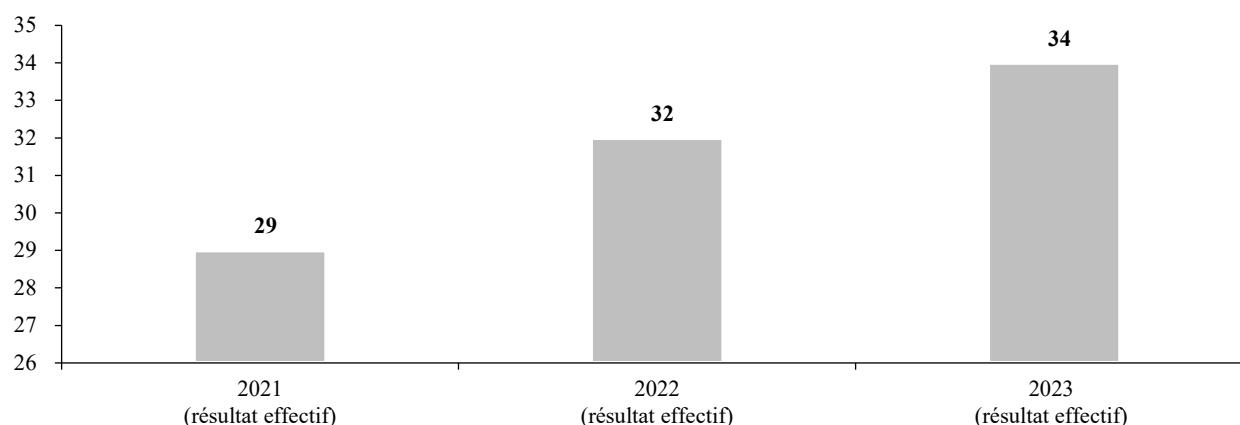
- 19.114 En application de la décision prise par le Comité de statistique de la CESAP à sa septième session de travailler à l'avenir sur les mégadonnées pour la statistique officielle en mettant l'accent sur la mise en commun des données d'expérience des pays, une communauté de pratique pour l'intégration

des données a été mise en place dans le cadre du sous-programme. Cette communauté de pratique de la région Asie-Pacifique sur l'intégration des données permet aux États membres et à des experts internationaux de partager les expériences nationales touchant à divers aspects des mégadonnées dans des domaines liés aux statistiques économiques, financières, sociales, environnementales, démographiques et genrées.

- 19.115 Dans le cadre du sous-programme, on a également renforcé la capacité des systèmes statistiques nationaux de développer et d'utiliser de nouvelles sources de mégadonnées, notamment des données géospatiales et des données de téléphonie mobile. À cette fin, on a élaboré des guides sur l'utilisation des données d'observation de la terre au service des statistiques officielles. En 2023, dans le cadre du sous-programme, on a organisé deux cafés de la statistique pour l'Asie et le Pacifique axés sur l'utilisation des mégadonnées et un séminaire en ligne sur les innovations dans la production de statistiques économiques. En outre, l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique a organisé un cours en présentiel sur les mégadonnées et des cours en ligne sur l'apprentissage automatique et la visualisation avancée des données qui ont contribué à renforcer la capacité des organismes nationaux de statistique d'utiliser les sources de mégadonnées dans les statistiques officielles.
- 19.116 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.VIII).

Figure 19.VIII

Mesure des résultats : nombre de pays participant à la communauté de pratique de la région Asie-Pacifique sur l'intégration des données (résultat cumulé)



Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : les systèmes statistiques nationaux de la région Asie-Pacifique sont mieux à même de mesurer les progrès accomplis dans d'autres aspects du développement que la croissance économique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.117 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis à 11 pays (Bangladesh, Bhoutan, Fidji, Malaisie, Mongolie, Népal, Palaos, Philippines, Samoa, Sri Lanka et Türkiye) de renforcer la capacité de leurs systèmes statistiques nationaux de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB (comptabilité des océans, des écosystèmes et des forêts, statistiques liées aux catastrophes, statistiques environnementales et liées aux changements climatiques, notamment), ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.118 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.25).

Tableau 19.25
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Treize pays ont fait état d'un renforcement de la capacité des systèmes statistiques nationaux de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB	Dix pays (Bangladesh, Cambodge, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Ouzbékistan, Palaos, République démocratique populaire lao, Samoa et Thaïlande) ont renforcé leur capacité de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB (durabilité, bien-être et environnement, notamment)	Le Bangladesh, le Bhoutan, les Fidji, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, les Palaos, les Philippines, le Samoa, Sri Lanka, et la Türkiye ont renforcé leur capacité de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB (durabilité, bien-être et environnement, notamment)	Douze pays sont mieux à même de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB	Treize pays sont mieux à même de mesurer les progrès faits au regard d'autres indicateurs du développement que le PIB

Résultat 2 : les systèmes statistiques nationaux prennent davantage en compte les questions de genre

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.119 Le travail réalisé dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que deux systèmes statistiques nationaux (Cambodge et Mongolie) intègrent les questions de genre dans leurs travaux statistiques, en particulier ceux portant sur la relation entre l'environnement et la prise en compte systématique du genre, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir un système statistique national.
- 19.120 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.26).

Tableau 19.26
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les cours de formation statistique dispensés dans les pays d'Asie-Pacifique prenaient en compte les questions de genre	Des statisticiens relevant des services publics de 35 pays ont suivi des cours de formation sur la prise en compte des questions de genre dans les statistiques	Le Cambodge et la Mongolie ont pris des mesures pour intégrer les questions de genre dans leurs travaux statistiques	Deux systèmes statistiques nationaux prennent en compte les questions de genre dans leurs travaux statistiques	Trois systèmes statistiques nationaux prennent en compte les questions de genre dans leurs travaux statistiques

Résultat 3 : amélioration de la gouvernance des données par les organismes nationaux de statistique dans l'Asie et le Pacifique

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.121 Eu égard à l'émergence de nouvelles sources et de nouveaux fournisseurs de données, il apparaît de plus en plus nécessaire de faire évoluer le rôle que remplissent traditionnellement les organismes nationaux de statistique, qui est celui de fournisseurs de données, pour en faire des intendants de données, en charge d'un écosystème de données à l'échelle nationale.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.122 L'enseignement tiré est le suivant : en interagissant avec les organismes nationaux de statistique au moyen de manifestations interactives, il est possible, dans le cadre du sous-programme, de créer un environnement dans lequel les pays peuvent apporter leurs contributions et apprendre les uns des autres sur des questions complexes, telles que la gouvernance des données. Compte tenu de cet enseignement, lors des interactions prévues avec les experts dans le cadre du sous-programme, on organisera des discussions mondiales sous la forme de cafés qui viendront compléter les exposés formels. Il est également prévu d'étoffer et de promouvoir le recueil des pratiques en matière de gouvernance des données dans la région Asie-Pacifique afin de collecter les bonnes pratiques.
- 19.123 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.27).

Tableau 19.27
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	À sa huitième session, le Comité de statistique de la Commission a décidé de faire figurer la gouvernance des données dans ses futurs travaux, en mettant l'accent sur la mise en commun des données d'expérience des pays et sur la facilitation de l'apport d'assistance technique	À sa soixante-dix-neuvième session, la CESAP a approuvé la révision du champ d'action du Comité de statistique	Dix États membres alimentent un recueil de pratiques nationales en matière de gouvernance des données dans le but d'aider les pays à négocier les obstacles rencontrés dans ce domaine	Cinq États membres prennent des mesures pour surmonter les obstacles rencontrés dans le domaine de la gouvernance des données et alimentent un recueil de pratiques nationales dans ce domaine

Produits

- 19.124 On trouvera dans le tableau 19.28 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.28

Sous-programme 7 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	2	2
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Comité de statistique	—	—	1	—
3. Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique	—	—	—	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	23	26	24	22
Réunions ou séances :				
4. Comité de statistique	—	—	6	—
5. Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique	3	3	3	3
6. Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique	—	—	—	6
7. Groupes d'experts sur l'utilisation de sources de données complémentaires et non traditionnelles lors de l'établissement de statistiques officielles	6	6	3	2
8. Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique	6	6	6	6
9. Groupes d'experts sur le renforcement des systèmes statistiques nationaux en vue d'accroître la confiance dans l'information statistique officielle et d'en améliorer la qualité	—	—	3	3
10. Groupe de travail technique sur les statistiques relatives aux catastrophes en Asie et dans le Pacifique	6	8	2	2
11. Groupe directeur régional sur les statistiques démographiques et sociales	2	3	—	—
12. Groupe directeur chargé du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique	—	—	1	—
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	4	7	4	4
13. Statistiques	4	7	4	4
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	13	14	13	10
14. Séminaires sur les statistiques	13	14	10	8
15. Séminaires et ateliers sur les statistiques et les questions liées à l'égalité des genres	—	—	3	2
Publications (nombre de publications)	1	1	1	1
16. <i>Asia and the Pacific SDG Progress Report</i> (rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la région Asie-Pacifique)	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	2	3	2	2
17. Divers sujets relatifs aux statistiques officielles	2	3	2	2

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : appui consultatif aux réseaux sous-régionaux sur les statistiques sociales, économiques et environnementales officielles ; manifestations parallèles sur la statistique lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.

Bases de données et supports numériques : base de données statistiques de la CESAP (accès régional et mondial) ; base de données sur des supports de formation et autres ressources statistiques.

Sous-programme 8
Activités sous-régionales de développement

Composante 1
Activités sous-régionales de développement dans le Pacifique

Objectif

- 19.125 L'objectif auquel la composante 1 du sous-programme contribue est d'approfondir la coopération et l'intégration régionales aux fins du développement durable, en accord avec les priorités sous-régionales du Pacifique, notamment en renforçant la résilience face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques en vue de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions socioéconomiques.

Stratégie

- 19.126 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, on s'appuiera, dans le cadre de la composante, sur le nouveau programme d'action mondial pour le développement durable des petits États insulaires en développement et sur le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. On s'emploiera en particulier à faire ce qui suit :
- a) fournir, en collaboration avec les sous-programmes 4 et 7, un appui au renforcement des capacités à l'échelon sous-régional et dans les pays pour ce qui est de répertorier et d'évaluer les biens et les services écosystémiques aux fins de la gestion durable des ressources et d'appliquer les normes de données définies dans le cadre du Partenariat mondial pour la comptabilité de l'océan ;
 - b) apporter, en coopération avec le sous-programme 6, une assistance technique aux États membres et susciter des possibilités d'échange de connaissances entre ceux-ci et la société civile en vue d'établir des cadres d'indicateurs adaptés au contexte national et de promouvoir l'avancement économique des femmes, la protection sociale et l'élaboration de politiques relatives au handicap ;
 - c) fournir une assistance technique et des services de conseil pour faire face aux difficultés d'ordre socioéconomique dans la sous-région et élaborer des mesures de relèvement adaptées, notamment au moyen de mécanismes nationaux de financement des objectifs de développement durable et d'une coopération régionale sur les questions transfrontières, en accord avec les résultats des évaluations menées ;
 - d) organiser des réunions annuelles et faciliter des dialogues sur le développement durable, notamment un forum sous-régional pour le développement durable, entre des responsables gouvernementaux, des membres de la société civile, des experts et d'autres parties prenantes, ainsi que sur la mise en commun d'informations concernant les activités menées au niveau sous-régional ;

- e) promouvoir la coordination et la collaboration entre les organisations intergouvernementales sous-régionales et les États membres pour une représentation effective des perspectives sous-régionales lors des consultations régionales et globales, et fournir un soutien à l'exécution des sous-programmes de la Commission portant sur les priorités de la sous-région ;
- f) faire progresser la mise en œuvre de la Feuille de route du Pacifique pour les objectifs de développement durable et coordonner l'action de la Commission avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment en apportant une aide substantielle lors de la mise en œuvre des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne les aspects transfrontaliers du développement durable, et contribuer à la programmation par pays en fournissant des perspectives sous-régionales et un accès aux réseaux régionaux et en facilitant la coopération Sud-Sud et triangulaire ;
- g) renforcer la coordination avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et d'autres entités du Conseil des organisations régionales du Pacifique aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050, conformément au Programme 2030.

19.127 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) l'amélioration de la disponibilité des données nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles pour un développement durable et résilient face aux changements climatiques ;
- b) le renforcement des capacités des États membres pour ce qui est d'assurer l'exécution et le suivi du Programme 2030 en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté et à ce que les activités de développement concourent à l'amélioration de la situation socioéconomique et bénéficient aux personnes en situation de vulnérabilité ;
- c) la consolidation de la coopération sous-régionale aux fins du règlement des problèmes transfrontaliers ;
- d) la promotion d'un développement économique inclusif dans la sous-région du Pacifique.

Exécution du programme en 2023

Mise en œuvre des priorités énoncées dans les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) : progrès accomplis par les petits États insulaires en développement du Pacifique

- 19.128 Pour mener l'examen sous-régional de l'application des Orientations de Samoa dans le Pacifique, dans le cadre de la composante, on a élaboré un document d'examen régional portant sur les petits États insulaires en développement du Pacifique et, conjointement avec le Département des affaires économiques et sociales, on a établi un rapport d'évaluation décennale des progrès accomplis, l'objectif étant de contribuer à définir les nouvelles priorités à mettre en œuvre, les défis qui pourraient se poser et les perspectives qui pourraient se présenter pour le développement durable de ces États. On a également organisé trois consultations avec des experts, des décideurs politiques et des universitaires afin d'examiner les idées et les recommandations figurant dans ces documents d'analyse. En parallèle, on a élaboré cinq documents de fond, notamment des documents techniques et une analyse de scénarios à l'intention des décideurs politiques du Pacifique, afin de recenser les grandes priorités du plan devant guider l'action à mener après les Orientations de Samoa jusqu'en 2034.
- 19.129 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.29).

Tableau 19.29
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
–	À l’occasion du sixième Forum du Pacifique pour le développement durable, les membres et les membres associés de la CESAP situés dans le Pacifique ont utilisé un cadre d’indicateurs visant à évaluer les progrès accomplis dans l’application des Orientations de Samoa	Les membres et les membres associés de la CESAP situés dans le Pacifique ont adopté le document final de Nuku’alofa, qui a pour but de renforcer les approches axées sur la recherche de solutions pour parvenir à un développement durable

Résultats escomptés pour 2025**Résultat 1 : les petits États insulaires en développement du Pacifique renforcent la coopération régionale pour aborder des questions transfrontières et améliorer la résilience****Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 19.130 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que deux États membres supplémentaires (Kiribati et Vanuatu) mettent au point des stratégies nationales visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe et à réduire les vulnérabilités, conformément aux priorités régionales, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée.
- 19.131 Les progrès concernant l’objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.30).

Tableau 19.30
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les pays insulaires du Pacifique ont envisagé d’élaborer une stratégie régionale visant à répondre aux priorités régionales en matière de résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe et à réduire les vulnérabilités	Un État membre (Tuvalu) a mis au point une stratégie nationale visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe et à réduire les vulnérabilités, conformément aux priorités régionales	Kiribati et Vanuatu ont mis au point des stratégies nationales visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe et à réduire les vulnérabilités, conformément aux priorités régionales	Un nombre croissant d’États membres du Pacifique adhère à des cadres régionaux sur les questions transfrontières ayant trait à la résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe	Les petits États insulaires en développement du Pacifique font concorder les cadres sous-régionaux relatifs à la résilience face aux changements climatiques et aux risques de catastrophe avec les cadres régionaux de l’Asie-Pacifique

Résultat 2 : la mise en œuvre de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l’horizon 2050 progresse, dans l’intérêt des petits États insulaires en développement du Pacifique

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.132 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que les petits États insulaires en développement du Pacifique élaborent et adoptent un plan-cadre régional concernant trois des domaines thématiques de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l’horizon 2050 (ressources et développement économique ; changements climatiques et catastrophes ; technologies et connectivité), notamment un cadre régional concernant la Feuille de route du Pacifique pour le développement économique, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée.
- 19.133 Les progrès concernant l’objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.31).

Tableau 19.31
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Les dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont approuvé la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l’horizon 2050	Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont élaboré et adopté un plan-cadre régional concernant trois des domaines thématiques de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l’horizon 2050, notamment un cadre régional concernant la Feuille de route du Pacifique pour le développement économique	Les petits États insulaires en développement du Pacifique commencent à mettre en œuvre le plan-cadre régional approuvé par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique	Les petits États insulaires en développement du Pacifique s’accordent sur les modalités d’évaluation des progrès accomplis dans les domaines thématiques

Résultat 3 : des pistes d’action sont définies pour faire en sorte que le nouveau programme d’action mondial pour le développement durable des petits États insulaires en développement soit intégré dans les stratégies nationales de développement

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.134 Dans le cadre de la composante, on a organisé des consultations, notamment par l’intermédiaire du Forum du Pacifique pour le développement durable, afin de définir les nouvelles priorités des petits États insulaires en développement du Pacifique

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.135 Les enseignements tirés sont les suivants : on pourrait davantage améliorer la pertinence de l’appui technique fourni aux pays en approfondissant l’analyse et l’évaluation des stratégies, des programmes d’action et des cadres mondiaux, régionaux et sous-régionaux. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre de la composante, on renforcera la collaboration technique avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, les quatre bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs

résidents dans le Pacifique et d'autres partenaires de développement sous-régionaux afin de favoriser la prise en compte systématique des nouvelles priorités des petits États insulaires en développement du Pacifique. On mettra au point des documents techniques et on fournira des services de conseil pour aider les États membres à élaborer des politiques et des stratégies visant à définir clairement les moyens de mettre en œuvre les grandes priorités du nouveau programme d'action mondial pour le développement durable des petits États insulaires en développement de la sous-région.

19.136 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.32).

Tableau 19.32
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Les membres et les membres associés situés dans le Pacifique ont dressé une liste de difficultés et de priorités sous-régionales	Les membres et les membres associés situés dans le Pacifique soutiennent l'adoption du document final de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement	Trois pays définissent des pistes d'action en vue de la prise en compte systématique du nouveau programme d'action mondial pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Produits

19.137 On trouvera dans le tableau 19.33 les produits retenus pour la composante.

Tableau 19.33
Composante 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à la Commission	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	8	8	8	8
Réunions ou séances :				
2. Réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes à envisager pour remédier aux problèmes naissants en matière de développement durable dans le Pacifique	4	4	4	4
3. Forum du Pacifique pour le développement durable	4	4	4	4

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	5	2	2
4. Projets concernant les priorités institutionnelles des programmes de la CESAP dans le Pacifique	1	1	1	1
5. Projets concernant le développement économique et social	1	4	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	2	1	2	2
6. Développement durable et renforcement de la résilience dans le Pacifique	2	1	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	1	1	1
7. Coopération régionale et développement durable dans le Pacifique	1	1	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de conseils d'experts aux États membres de la sous-région pour approfondir la coopération et l'intégration régionales aux fins du développement durable et renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques en vue de réduire les inégalités et d'améliorer la situation socioéconomique.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : bulletin d'information contenant des renseignements actualisés sur les objectifs de développement durable dans le Pacifique.				

Composante 2

Activités sous-régionales de développement en Asie de l'Est et du Nord-Est

Objectif

- 19.138 L'objectif auquel la composante 2 du sous-programme contribue est d'approfondir la coopération régionale aux fins du développement durable, en accord avec les priorités sous-régionales de l'Asie de l'Est et du Nord-Est, notamment en ce qui concerne la connectivité durable, la durabilité environnementale et l'innovation au service de sociétés inclusives et résilientes.

Stratégie

- 19.139 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre de la composante, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) faciliter les dialogues multisectoriels et promouvoir le partage des connaissances entre les États membres sur le développement durable, la durabilité environnementale, le commerce, les transports, l'énergie et le numérique, ainsi que sur les technologies émergentes et leur déploiement dans des secteurs prioritaires, par l'intermédiaire de plateformes régionales et sous-régionales, comme le Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement, le Partenariat de l'Asie du Nord-Est pour la pureté de l'air et le Forum des pays d'Asie du Nord-Est sur l'interconnexion électrique et la coopération dans ce domaine ;
 - b) appuyer la mise en œuvre d'un plan d'action pour une connectivité électrique durable et renforcer les mécanismes intergouvernementaux relatifs à la connectivité durable, à la durabilité environnementale et à l'innovation en Asie de l'Est et du Nord-Est ;
 - c) mettre au point des supports de connaissances et favoriser les échanges entre pairs sur les politiques et programmes inclusifs en matière de science, de technologie et d'innovation, en

mettant l'accent sur les populations en situation de vulnérabilité, notamment les sociétés vieillissantes, la résilience face aux catastrophes et l'égalité des genres dans l'industrie technologique ;

- d) trouver et promouvoir des approches innovantes à même de faciliter la connectivité transfrontalière, selon qu'il conviendra, notamment le commerce et les transports transfrontaliers sans contact ainsi que l'échange de données transfrontalier entre les autorités ferroviaires et douanières, en mettant particulièrement l'accent sur la Mongolie, seul pays en développement sans littoral d'Asie du Nord-Est ;
- e) renforcer les capacités des États membres dans les domaines susmentionnés et promouvoir la coordination et la collaboration entre les organisations intergouvernementales sous-régionales et les États membres pour une représentation effective des perspectives sous-régionales lors des consultations régionales et globales, selon qu'il conviendra ;
- f) appuyer l'exécution des sous-programmes de la Commission portant sur les priorités de la sous-région et coordonner l'action de la Commission avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment en apportant une aide substantielle lors de l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne les aspects transfrontaliers du développement durable, et contribuer à la programmation par pays en fournissant des perspectives sous-régionales et un accès aux réseaux régionaux et en facilitant la coopération Sud-Sud et triangulaire.

19.140 Ces axes de travail aideront les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 5, 7, 9 à 11, 13 à 15 et 17.

19.141 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) la cohérence des politiques et la coordination des initiatives des États membres relatives à la connectivité, notamment celles concernant la facilitation du commerce et des transports, seront assurées ;
- b) les parties prenantes et les États mèneront des initiatives coordonnées pour lutter contre des défis environnementaux communs, notamment la pollution atmosphérique, et promouvoir de faibles émissions de gaz à effet de serre ;
- c) la science, la technologie et l'innovation seront utilisées à meilleur escient pour l'édification de sociétés inclusives et résilientes dans la sous-région, notamment face aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine ;
- d) l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies qui concordent avec le Programme 2030, notamment dans le cadre des forums multipartites de l'Asie du Nord-Est sur les objectifs de développement durable, se feront de manière plus efficace ;
- e) les États, l'Organisation des Nations Unies, les organisations sous-régionales et d'autres parties prenantes renforceront leur collaboration pour relever les défis prioritaires qui se posent dans la sous-région.

Exécution du programme en 2023

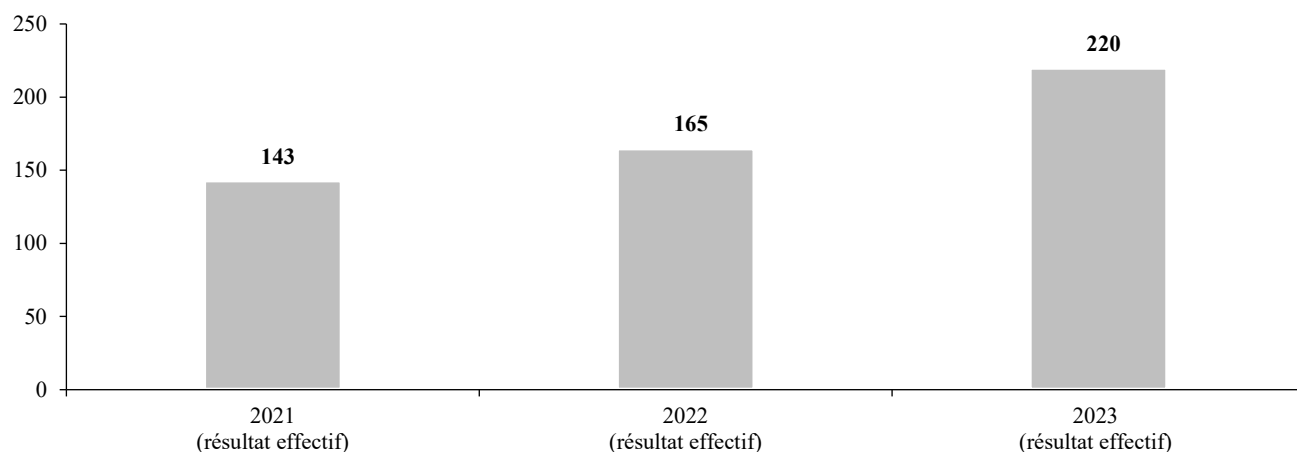
Renforcement de la mobilisation des villes et des partenariats locaux en faveur de l'action climatique en Asie de l'Est et du Nord-Est

19.142 À l'échelle mondiale, les villes sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre, mais elles peuvent concourir de manière notable à la lutte contre les changements climatiques et à la réalisation des objectifs climatiques mondiaux.

- 19.143 Depuis 2021, dans le cadre de la composante, on a aidé à renforcer la mobilisation des acteurs locaux en matière d'action climatique en Asie de l'Est et du Nord-Est en réunissant des représentants de villes, de réseaux de villes, des milieux universitaires, de la société civile et du secteur privé à l'occasion, notamment, du Forum international sur les villes à faible émission de carbone et du Forum sur les objectifs de neutralité carbone de la Chine, du Japon et de la République de Corée. Les acteurs locaux ont ainsi discuté des obstacles rencontrés et des possibilités à saisir dans le domaine de l'action climatique menée par les villes et mis en commun leurs connaissances et leur expérience concernant la conception et la mise en œuvre de politiques et d'initiatives locales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. On a également renforcé la participation des jeunes à des initiatives locales pour le climat, en invitant des représentantes et représentants de la jeunesse à diverses plateformes, et organisé le Forum international sur l'éducation de 2023, qui s'est déroulé à Incheon.
- 19.144 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.IX).

Figure 19.IX

Mesure des résultats : nombre d'organisations ayant participé à des initiatives et à des forums axés sur l'action climatique ayant été organisés dans le monde entier dans le cadre de la composante



Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement de la coopération multilatérale et multipartite pour l'action climatique en Asie de l'Est et du Nord-Est

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.145 Le travail effectué dans le cadre de la composante a aidé les États membres à évaluer les programmes de travail relatifs à l'action climatique établis au titre du Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement et à approuver les plans d'activités, notamment l'approche sous-régionale concernant la désertification et la dégradation des terres, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.146 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.34).

Tableau 19.34
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le premier Forum international sur les villes à faible teneur en carbone a réuni des représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de réseaux de villes régionaux, de milieux universitaires et d'instituts de recherche pour faire progresser la coopération multipartite en matière d'action climatique	Des responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes ont pris part aux efforts de coopération sous-régionale entrepris en matière d'action climatique en Asie de l'Est et du Nord-Est	Les États membres ont évalué les programmes de travail relatifs à l'action climatique établis dans le cadre du Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement et ils ont approuvé les plans d'activités, notamment l'approche sous-régionale concernant la désertification et la dégradation des terres	Les États membres multiplient les activités conjointes en matière de protection de l'environnement et d'action climatique dans la sous-région	Les États membres adoptent le plan stratégique pour 2026-2030 du Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement, qui sert de base à la coordination des activités conjointes en matière d'action climatique en Asie de l'Est et du Nord-Est

Résultat 2 : renforcement de la collaboration en matière de surveillance et de gestion de la pollution atmosphérique en Asie de l'Est et du Nord-Est**Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 19.147 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que les États membres collaborent pour faire face à la lutte contre la pollution atmosphérique en mobilisant leurs experts dans le cadre des initiatives communes du Partenariat de l'Asie du Nord-Est pour la pureté de l'air, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.148 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.35).

Tableau 19.35
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Comité des sciences et des politiques du Partenariat de l'Asie du Nord-Est pour la pureté de l'air a recommandé des activités conjointes dans le cadre du plan de travail	Les États membres ont approuvé le projet consistant à publier une analyse des politiques sur la pollution atmosphérique en 2023 et à organiser deux séances de concertation d'ici à 2024	Les États membres ont collaboré pour faire face à la lutte contre la pollution atmosphérique en mobilisant leurs experts dans le cadre des initiatives communes du Partenariat de l'Asie	Deux activités conjointes devant être menées par des États membres pour lutter contre la pollution atmosphérique sont approuvées ou lancées	Le plan de travail pour 2026-2030 du Partenariat de l'Asie du Nord-Est pour la pureté de l'air met l'accent sur le renforcement de la collaboration en matière de surveillance et de gestion de la

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
		du Nord-Est pour la pureté de l'air		pollution atmosphérique en Asie de l'Est et du Nord-Est

Résultat 3 : gestion efficace du transport et du transit ferroviaires transfrontaliers
Projet de plan-programme pour 2025

- 19.149 La composante a aidé les États membres à renforcer la coordination des politiques intersectorielles entre les secteurs du commerce et des transports au moyen de concertations et d'activités de renforcement des capacités concernant la bonne gestion des couloirs économiques.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.150 Les enseignements tirés sont les suivants : il est possible de favoriser l'adoption de procédures dématérialisées dans les échanges transfrontaliers, en mettant l'accent sur l'échange transfrontalier d'informations électroniques. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre de la composante, on organisera des activités de renforcement des capacités afin d'aider les pays à mener des opérations de transit et de transport sans support papier. En outre, en coopération avec les sous-programmes 2 et 3, on appuiera l'application de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique et on s'attellera à remédier au manque de coordination et de coopération institutionnelle qui entrave l'efficacité des systèmes de transport et de transit transfrontaliers.
- 19.151 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.36).

Tableau 19.36
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
La Chine a adhéré à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique	La Mongolie et la République de Corée ont adhéré à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique	La Fédération de Russie a adhéré à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique Les États membres ont adopté des principes directeurs sur l'échange d'informations électroniques entre les réseaux ferroviaires et les autorités de contrôle	La Mongolie se prépare à mener des opérations de transit et de transport sans support papier	Les autorités nationales adoptent de plus en plus l'échange électronique d'informations pour améliorer l'efficacité du transport et du transit ferroviaires transfrontaliers en Asie du Nord-Est

Produits

19.152 On trouvera dans le tableau 19.37 les produits retenus pour la composante.

Tableau 19.37

Composante 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à la Commission	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	9	10	9	9
Réunions ou séances :				
2. Réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes à envisager pour remédier aux problèmes naissants en matière de développement économique et social en Asie de l'Est et du Nord-Est	2	3	2	2
3. Réunions de hauts responsables du Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement	3	3	3	3
4. Forum multipartite de l'Asie du Nord-Est sur les objectifs de développement durable	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	4	6	4	4
5. Projets concernant les priorités institutionnelles des programmes de la CESAP en Asie de l'Est et du Nord-Est	3	5	3	3
6. Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement	1	1	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	2	2	2	2
7. Interconnexion des transports et des réseaux énergétiques	1	1	1	1
8. Science, technologie et innovation pour des villes résilientes à faible intensité de carbone et à faible taux d'émission et manifestations liées au Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement	1	1	1	1
Publications (nombre de publications)	–	–	1	–
9. Habileté numérique des personnes âgées en Asie du Nord-Est	–	–	1	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	2	2	1	1
10. Technologies et questions sociales	2	2	1	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de conseils d'experts aux États membres de la sous-région sur la connectivité durable, la durabilité environnementale et l'innovation pour des sociétés inclusives et résilientes, et organisation de manifestations parallèles lors de la session de la Commission.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : bulletins d'information, infographies et activités parallèles concernant des manifestations importantes en matière de connectivité durable, de durabilité environnementale et d'innovation pour des sociétés inclusives et résilientes.				

Composante 3

Activités sous-régionales de développement en Asie du Nord et en Asie centrale

Objectif

- 19.153 L'objectif auquel la composante 3 du sous-programme contribue est d'approfondir la coopération et l'intégration régionales aux fins du développement durable, en accord avec les priorités sous-régionales de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, dont la connectivité durable, la transformation économique, l'inclusion sociale et la résilience, notamment grâce au suivi et à l'examen du Programme 2030.

Stratégie

- 19.154 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre de la composante, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) fournir des services de secrétariat aux sept groupes de travail thématiques du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale et coordonner les travaux de ces groupes afin que les priorités émanant du Conseil d'administration et du Forum économique du Programme spécial concernant la facilitation du commerce, l'innovation et la technologie, les transports, l'énergie et la connectivité numérique, les outils de financement et d'investissement innovants et la durabilité environnementale soient intégrées dans leurs plans de travail et que les discussions tenues dans les groupes de travail contribuent aux délibérations du Conseil d'administration et du Forum économique ;
 - b) coordonner les dialogues de haut niveau et les réunions de travail afin d'aider les pays en développement sans littoral à mettre en œuvre leurs priorités et le programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral ;
 - c) aider les États membres à mettre en œuvre le Programme 2030 en leur fournissant des conseils pratiques et une assistance technique concernant la connectivité à l'échelle sous-régionale, l'avancement économique des femmes et les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, à l'appui de la réalisation des objectifs 9, 10 et 13 ;
 - d) organiser des réunions annuelles et faciliter des dialogues sur le développement durable, notamment un forum sous-régional pour le développement durable, entre des responsables gouvernementaux, des membres de la société civile, des experts et d'autres parties prenantes, ainsi que sur la mise en commun d'informations concernant les activités menées au niveau sous-régional, de manière à aider les États membres à examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 17 ;
 - e) appuyer les processus d'examen national volontaire à la demande des États membres, y compris le programme de jumelage relatif aux examens nationaux volontaires, et renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour un développement durable et résilient, conformément au Programme 2030 ;
 - f) soutenir davantage la coopération avec les organisations et institutions intergouvernementales sous-régionales, telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation de coopération économique, la Commission économique eurasiennne et la Banque eurasiatique de développement, pour une représentation effective des perspectives sous-régionales lors des consultations régionales et globales ;
 - g) appuyer l'exécution des sous-programmes de la Commission portant sur les priorités de la sous-région et coordonner l'action de la Commission avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment en apportant une aide substantielle lors de l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres

de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne les aspects transfrontaliers du développement durable, et contribuer à la programmation par pays en fournissant des perspectives sous-régionales et un accès aux réseaux régionaux et en facilitant la coopération Sud-Sud et triangulaire.

19.155 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) les États membres s'approprièrent davantage les programmes visant à améliorer la facilitation du commerce et des transports ainsi que la connectivité énergétique et numérique, des solutions fondées sur des données probantes seront mises au point pour l'exécution de ces programmes et la coopération régionale sera renforcée ;
- b) des mesures seront adoptées en vue de la transformation économique de la sous-région ;
- c) le partage de connaissances sera renforcé, en coopération avec les organisations et organismes intergouvernementaux ;
- d) les connaissances et les compétences en matière de connectivité numérique et de transformation numérique seront renforcées dans la sous-région afin d'appuyer la réalisation du Programme 2030.

Exécution du programme en 2023

Renforcement de la connectivité durable à l'échelle sous-régionale

19.156 Dans le cadre de la composante, on a facilité les discussions tenues entre les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale au sujet du manque de capacités techniques et institutionnelles s'agissant de mobiliser les nouvelles technologies et d'engager la transformation numérique pour améliorer l'efficacité et la résilience du transport ferroviaire et intermodal. Compte tenu des résultats de ces discussions, dans le cadre de la composante et du sous-programme 3, un groupe d'experts a été chargé de déterminer les domaines de coopération prioritaires concernant la transformation numérique du transport ferroviaire et multimodal dans la sous-région, et un atelier de renforcement des capacités a été organisé sur le thème de la transformation numérique des transports. Pour améliorer la connectivité à l'échelle sous-régionale, on a également apporté un appui technique à cinq pays en développement sans littoral dans le cadre de la rédaction de l'article 5 (transformation numérique des transports terrestres) de l'Accord sur le renforcement de l'interconnexion des transports terrestres en Asie centrale.

19.157 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.38).

Tableau 19.38
Mesure des résultats

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>
Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont pris des mesures pour améliorer la connectivité sous-régionale	Les États membres ont examiné les options relatives aux modalités de fonctionnement du centre de solutions numériques au Kazakhstan L'Ouzbékistan a élaboré un plan conceptuel sur la portée thématique du centre régional pour le développement d'un réseau interdépendant de communication et de transport, avec le concours de la CESAP	Le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont signé l'Accord sur le renforcement de l'interconnexion des transports terrestres en Asie centrale

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : renforcement de la coopération sous-régionale concernant l'utilisation des nouvelles technologies en vue de l'amélioration de l'efficacité des réseaux ferroviaires

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.158 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que les décideurs politiques adoptent l'article 5 (transformation numérique des transports terrestres) de l'Accord sur le renforcement de l'interconnexion des transports terrestres en Asie centrale à la cinquième réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.159 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.39).

Tableau 19.39
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
D'après les données disponibles sur les passages aux frontières, les formalités de dédouanement et de documentation représentaient 39 % du temps de transit pour les transports transeursiens	En tout, 92 % des décideurs politiques de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan se sont dits mieux informés sur les nouvelles technologies permettant d'accroître l'efficacité du transport ferroviaire	Les décideurs politiques ont adopté l'article 5 (transformation numérique des transports terrestres) de l'Accord sur le renforcement de l'interconnexion des transports terrestres en Asie centrale à la cinquième réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale	Les décideurs politiques examinent et harmonisent les normes d'exploitation ferroviaire en vue de la poursuite de la transformation numérique, l'objectif étant de garantir la résilience et la compétitivité du secteur ferroviaire	Les décideurs politiques d'au moins un État membre prennent des mesures pratiques pour donner suite aux orientations et aux recommandations relatives à la transformation numérique des opérations de transport terrestre, notamment des transports ferroviaires

Résultat 2 : les pays en développement sans littoral progressent dans la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 et du nouveau programme d'action pour l'après-2024

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.160 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué au renforcement du dialogue entre les pays en développement sans littoral et le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral en ce qui concerne les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application du Programme d'action de Vienne, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.161 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.40).

Tableau 19.40
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Les pays en développement sans littoral de la sous-région sont convenus de renforcer leur collaboration pour établir des couloirs de transport et de transit, faciliter le transit énergétique et promouvoir l'inclusion numérique	Le dialogue a été renforcé entre les pays en développement sans littoral et le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral en ce qui concerne les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application du Programme d'action de Vienne	Quatre pays de la sous-région font état de progrès dans la réalisation des objectifs du Programme d'action de Vienne	Les décideurs politiques des pays en développement sans littoral de la sous-région sont davantage sensibilisés aux domaines de coopération prioritaires concernant la transformation numérique du transport ferroviaire et multimodal dans la sous-région pour l'après-2024

Résultat 3 : renforcement des instruments de coopération du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.162 Dans le cadre de la composante, on a aidé les pays participant au Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale à renforcer leur coopération dans les domaines du transport, de la logistique, de l'énergie et des technologies de l'information et des communications, entre autres, et à favoriser l'échange de connaissances entre pairs dans les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale et ailleurs.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.163 Les enseignements tirés sont les suivants : la mise en place de mécanismes d'échange des meilleures pratiques entre les pays participants peut renforcer la coopération sous-régionale. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre de la composante, on tirera parti de l'expertise acquise par la CESAP et la Commission économique pour l'Europe pour aider les pays participant au Programme spécial à mener des discussions ouvertes sur les ajustements institutionnels et organisationnels auxquels ils ont précédé afin d'améliorer l'efficacité du Programme spécial, ainsi que sur les questions stratégiques relatives à la coopération économique dans la sous-région. On organisera également des activités de renforcement des capacités pour favoriser le respect des instruments juridiques internationaux, des normes, des lignes directrices et des recommandations.
- 19.164 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.41).

Tableau 19.41
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les pays participant au Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale ont mis sur pied un groupe d'experts chargé d'élaborer le mandat et les modalités d'un secrétariat pour les programmes spéciaux	La Déclaration d'Almaty a été adoptée	Les pays participant au Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale ont créé un programme spécial sous la forme d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaire	Les pays participant au Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale envisagent des orientations stratégiques en vue du renforcement de la coopération économique dans la sous-région	La stabilité financière du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale est renforcée, ce qui permet d'exécuter les activités prévues

Produits

19.165 On trouvera dans le tableau 19.42 les produits retenus pour la composante.

Tableau 19.42
Composante 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à la Commission	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	12	12	12	12
Réunions ou séances :				
2. Réunions du Conseil d'administration du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	1	1	1	1
3. Réunions du Forum économique du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale	3	3	3	3
4. Réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes à envisager pour remédier aux problèmes naissants en matière de développement économique et social en Asie du Nord et en Asie centrale	4	4	4	4
5. Forum sous-régional sur les objectifs de développement durable en Asie du Nord et en Asie centrale	4	4	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	1	1	–	–
6. Coopération et intégration régionales pour les pays en développement sans littoral et les pays en développement de transit	1	1	–	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	1	1	1

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
7. Coopération et intégration régionales pour les pays en développement sans littoral et les pays en développement de transit	1	1	1	1

C. Activités de fond

Consultation, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : mobilisation des États membres du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale concernant des questions prioritaires régionales et sous-régionales.

Composante 4

Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud et du Sud-Ouest

Objectif

- 19.166 L'objectif auquel la composante 4 du sous-programme contribue est d'approfondir la coopération et l'intégration régionales aux fins du développement durable, en accord avec les priorités sous-régionales de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, notamment la connectivité durable, l'avancement économique des femmes et le reclassement à long terme des pays les moins avancés.

Stratégie

- 19.167 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre de la composante, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) fournir un soutien analytique, des orientations et une assistance technique sur mesure aux États membres et à d'autres parties prenantes, en particulier aux pays en développement sans littoral, aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés, et faciliter l'échange de connaissances et les dialogues concernant les priorités transfrontalières ou communes en matière de développement, notamment le maillage des couloirs économiques, la résilience face aux risques de catastrophe, la transition énergétique, l'avancement économique des femmes et l'inclusion du handicap ;
 - b) organiser des consultations sous-régionales sur les objectifs de développement durable, notamment par l'intermédiaire du Réseau d'Asie du Sud et du Sud-Ouest sur les objectifs de développement durable, afin de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'établissement de perspectives sous-régionales qui contribuent aux supports de connaissances et aux forums pertinents de la CESAP, tels que le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable et le forum politique de haut niveau pour le développement durable ;
 - c) collaborer avec les organisations intergouvernementales sous-régionales en vue de la coordination et du développement d'initiatives sous-régionales et faciliter la communication entre la CESAP et les secrétariats concernés ;
 - d) coordonner l'action de la Commission avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment en apportant une aide substantielle lors de l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne les aspects transfrontaliers du développement durable, et contribuer à la programmation par pays en fournissant des perspectives sous-régionales et un accès aux réseaux régionaux et en facilitant la coopération Sud-Sud et triangulaire ;
 - e) nouer des partenariats avec des partenaires de développement, des entités du secteur privé et des organisations de la société civile dans des domaines d'activité communs afin d'améliorer l'efficacité de l'appui apporté aux États membres aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable ;

- f) renforcer les liens et les synergies avec d'autres sous-programmes et composantes de la CESAP dans des domaines d'activité communs afin d'améliorer l'harmonisation et la cohérence dans la fourniture de l'aide apportée aux États membres.
- 19.168 Le travail susmentionné aidera les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs 1, 5, 7 à 10, 12, 13 et 17.
- 19.169 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) l'accroissement de la connectivité dans la sous-région, en particulier pour les populations des pays en développement sans littoral et des pays les moins avancés ;
 - b) le renforcement de la capacité des États membres, en particulier des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, à réduire les risques de catastrophe, y compris ceux induits par les changements climatiques ;
 - c) l'amélioration de la conception et de la mise en œuvre, par les États membres, de politiques et d'activités de coopération sous-régionale concernant la transition vers des solutions énergétiques durables pour les personnes marginalisées ou vivant dans des zones reculées d'Asie du Sud et du Sud-Ouest ;
 - d) l'échange de données d'expérience et de pratiques exemplaires entre les États, la société civile, les universités, les groupes de réflexion, le secteur privé, les organismes des Nations Unies, les organisations sous-régionales, d'autres organisations internationales et les institutions financières, l'objectif étant de combler les lacunes en matière de connaissances en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Exécution du programme en 2023

Amélioration de l'efficacité des délibérations du Groupe des Vingt sur le commerce et l'investissement, la transition énergétique et la réduction des risques de catastrophe

- 19.170 Dans le cadre de la composante, pour appuyer le Groupe des Vingt et sa présidence, assurée par l'Inde en 2023, on a coordonné les contributions techniques des sous-programmes 2, 5 et 9 avec le Gouvernement indien et l'équipe de pays des Nations Unies afin de permettre aux groupes de travail thématiques du Groupe des Vingt de bénéficier des connaissances spécialisées de la CESAP relatives au commerce et à l'investissement, à la transition énergétique et à la réduction des risques de catastrophe. Ces contributions, qui portaient notamment sur la logistique commerciale, l'alerte rapide et la connectivité transnationale des réseaux électriques aux fins de l'accélération de la transition énergétique, ont éclairé l'élaboration de la Déclaration des dirigeants du Groupe des Vingt réunis à New Delhi.
- 19.171 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.43).

Tableau 19.43
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	Les États membres du Groupe des Vingt ont adopté des recommandations sur le commerce et l'investissement, la transition énergétique et la réduction des risques de catastrophe

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : intégration accrue de l'analyse des risques de catastrophe dans les activités de planification nationales et locales dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Ouest

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.172 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que les responsables politiques de l'Inde et des Maldives utilisent des outils de planification, des techniques et des lignes directrices personnalisés propres à faciliter l'analyse des risques de catastrophe à des fins de planification nationale et locale, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.173 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.44).

Tableau 19.44
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les approches fondées sur des données probantes en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques ne sont pas encore institutionnalisées et mises en œuvre de manière pratique	Les autorités chargées de la gestion des catastrophes aux Maldives ont recensé les lacunes existantes en matière de gestion des risques de catastrophe en se servant d'outils de planification personnalisés, en développant des bases de données et en collectant des données	Les responsables politiques de l'Inde et des Maldives ont utilisé des outils de planification, des techniques et des lignes directrices personnalisés propres à faciliter l'analyse des risques de catastrophe à des fins de planification nationale et locale	Deux pays d'Asie du Sud mettent en commun avec d'autres pays d'Asie du Sud et du Sud-Ouest leur expertise en matière d'analyse des risques de catastrophe à des fins de planification, ce qui permet d'améliorer l'apprentissage entre pairs sur les moyens de renforcer la résilience face aux risques de catastrophe	Deux autres pays de la région utilisent des outils de planification, des techniques et des lignes directrices personnalisés propres à faciliter l'analyse des risques de catastrophe à des fins de planification nationale et locale

Résultat 2 : amélioration de la circulation des biens et des services aux postes frontières dans l'est de l'Asie du Sud

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.174 Le travail effectué dans le cadre de la composante a aidé à faire en sorte que quatre États membres (Bangladesh, Bhoutan, Inde et Népal) et une organisation sous-régionale (Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle) manifestent leur intérêt à travailler conjointement à l'amélioration de la circulation transfrontalière des biens et des services aux postes frontières entre le nord-est de l'Inde et le Bangladesh, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée.
- 19.175 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.45).

Tableau 19.45
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	La circulation des biens et des services aux postes frontières dans l'est de l'Asie du Sud pâtit d'une piètre connectivité transfrontalière dans les domaines du transport, de l'énergie, du numérique et des chaînes d'approvisionnement dans les localités concernées	Le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal et une organisation sous-régionale (Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle) ont manifesté leur intérêt à travailler conjointement à l'amélioration de la circulation transfrontalière des biens et des services aux postes frontières entre le nord-est de l'Inde et le Bangladesh	Les parties prenantes d'au moins un poste frontière dans l'est de l'Asie du Sud parviennent à une compréhension commune des goulots d'étranglement à réduire pour améliorer la connectivité transfrontalière et la circulation des biens et des services	On assiste à une réduction des goulots d'étranglement et à une augmentation des flux de biens et de services au niveau de deux postes frontières dans l'est de l'Asie du Sud

Résultat 3 : accélération de la transition vers des solutions énergétiques durables**Projet de plan-programme pour 2025**

- 19.176 Dans le cadre de la composante, pour promouvoir l'adoption de politiques énergétiques durables en Asie du Sud et du Sud-Ouest, on a élaboré, en coordination avec le sous-programme 9, un document consacré à la connectivité énergétique dans l'est de l'Asie du Sud ainsi qu'une étude multipays portant sur la gestion intégrée de la paille aux fins de la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.177 Les enseignements tirés sont les suivants : on observe une demande croissante de services de conseil concernant les moyens d'utiliser les ressources hydroélectriques et d'autres sources d'énergie renouvelables dans la sous-région pour faire progresser la transition énergétique. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre de la composante, on organisera des ateliers sur l'énergie durable en collaboration avec les autorités nationales et locales concernées et on facilitera les délibérations sur les priorités en matière de transition énergétique. On apportera une assistance technique dans le cadre de l'élaboration de plans d'action visant à définir et à mettre en œuvre des axes prioritaires et des stratégies pour l'adoption de politiques en faveur des énergies durables.
- 19.178 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.46).

Tableau 19.46
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États membres ont approuvé la Feuille de route régionale sur la connectivité des réseaux électriques	Le Bhoutan et le Pakistan ont publié des plans d'action relatifs à l'objectif 7	La République démocratique populaire lao, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande communiquent au Bangladesh, au Bhoutan, à l'Inde et au Népal des données d'expérience sur les échanges transfrontaliers d'électricité	Deux pays de la sous-région définissent les priorités à mettre en œuvre en matière de transition énergétique	Deux pays de la sous-région élaborent des plans d'action relatifs à la transition énergétique

Produits

19.179 On trouvera dans le tableau 19.47 les produits retenus pour la composante.

Tableau 19.47
Composante 4 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à la Commission	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	6	5	4	4
Réunions ou séances :				
2. Réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes à envisager pour remédier aux problèmes naissants en matière de développement durable en Asie du Sud et du Sud-Ouest	2	—	—	—
3. Forum de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest sur les objectifs de développement durable	4	5	4	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	2	1	—
4. Projets concernant les priorités institutionnelles des programmes de la CESAP en Asie du Sud et du Sud-Ouest	2	2	1	—
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	2	3	2	2
5. Domaines thématiques liés au développement durable	2	3	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	5	5	5	5
6. Documents de la série sur le développement économique et social	5	5	5	5

C. Activités de fond

Consultation, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de conseils d'experts aux États membres de la sous-région pour la mise en œuvre du Programme 2030 et la promotion de la coopération et de l'intégration économiques régionales.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : bulletin d'information sur les objectifs de développement durable en Asie du Sud et du Sud-Ouest.

Composante 5

Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud-Est

Objectif

- 19.180 L'objectif auquel la composante 5 du sous-programme contribue est d'approfondir la coopération et l'intégration régionales aux fins du développement durable, en accord avec les priorités sous-régionales de l'Asie du Sud-Est, notamment la connectivité durable, l'avènement de sociétés inclusives et équitables, la gestion efficace des ressources naturelles et la résilience du développement.

Stratégie

- 19.181 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre de la composante, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- a) coordonner les dialogues de haut niveau et les réunions de travail pour appuyer l'exécution du Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025) et de la Feuille de route sur les complémentarités (2020-2025) ;
 - b) produire, en collaboration avec les sous-programmes concernés, des supports de connaissances à l'intention des États membres de l'Asie du Sud-Est sur les dimensions régionales et sous-régionales de questions internationales ;
 - c) intensifier la coopération avec l'ASEAN en resserrant les liens avec le secrétariat et les comités et organismes sectoriels concernés de l'ASEAN ainsi que dans le cadre d'initiatives visant à atteindre les objectifs de développement durable et les objectifs sous-régionaux, notamment par le soutien à la mise en œuvre du Cadre global de relèvement de l'ASEAN ;
 - d) promouvoir la coordination et la collaboration entre les organisations intergouvernementales sous-régionales et les États membres pour une représentation effective des perspectives sous-régionales lors des consultations régionales et globales ;
 - e) développer davantage les partenariats et la coopération avec les organisations de la société civile qui soutiennent les personnes en situation de vulnérabilité afin de renforcer les synergies et la participation effective au forum sous-régional sur les objectifs de développement durable et de sensibiliser les jeunes à ces objectifs grâce à une collaboration avec l'Association of Pacific Rim Universities dans des domaines d'intérêt communs ;
 - f) appuyer l'exécution des sous-programmes de la Commission portant sur les priorités de la sous-région et coordonner l'action de la Commission avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, notamment en apportant une aide substantielle lors de l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui

concerne les aspects transfrontaliers du développement durable, et contribuer à la programmation par pays en fournissant des perspectives sous-régionales et un accès aux réseaux régionaux et en facilitant la coopération Sud-Sud et triangulaire ;

- g) appuyer la coordination entre les différents organismes et partenaires, en mettant l'accent sur les investissements et la finance durables, les sociétés inclusives et équitables, la gestion efficace des ressources naturelles et le développement résilient et en assurant une synergie dans la mise en œuvre des processus ;
- h) aider les pays en situation particulière de la sous-région à mettre en œuvre leurs programmes d'action respectifs.

19.182 Le travail susmentionné aidera les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs 3, 5, 9, 10, 13 et 17.

19.183 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) un environnement porteur qui promeut le commerce et les investissements inclusifs en faveur du développement durable dans la sous-région ;
- b) accès plus juste et plus équitable à la protection sociale, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, telles que les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, et amélioration des statistiques sur le handicap, des politiques relatives au vieillissement et au handicap et du calcul des coûts de la protection sociale minimale ;
- c) amélioration de la coordination et de la cohérence de l'assistance technique fournie au titre du Cadre global de relèvement de l'ASEAN dans la sous-région.

Exécution du programme en 2023

Participation des jeunes à la mise en place de solutions innovantes pour la réalisation des objectifs de développement durable en Asie du Sud-Est

19.184 Les jeunes ont des perspectives et des idées singulières sur les moyens de surmonter les difficultés socioéconomiques et de promouvoir les objectifs de développement durable.

19.185 En collaboration avec le Bureau de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Thaïlande, on a organisé le dialogue des jeunes sur les objectifs de développement durable en Asie du Sud-Est, qui s'est tenu lors de la neuvième session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, en 2022. Cette concertation inclusive était la première manifestation destinée aux jeunes à être organisée dans le cadre de la composante. En 2023, à la dixième session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, on a poursuivi cette stratégie de mobilisation des jeunes en collaboration avec le Programme pour la revitalisation, la jeunesse et l'entrepreneuriat social dans les zones rurales. À cette occasion, de jeunes entrepreneurs sociaux ont discuté des innovations propices à la revitalisation du monde rural et à l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable. On a également mené des initiatives pédagogiques concertées auprès de représentants d'étudiants de l'Association of Pacific Rim Universities afin de mieux faire connaître les engagements pris en matière de développement durable et les moyens de faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable.

19.186 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.48).

Tableau 19.48
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Les États membres de l'ASEAN ont commencé à appliquer le plan de travail de l'ASEAN pour la jeunesse (2021-2025)	Des échanges avec des jeunes ont été organisés pour la première fois à l'occasion du neuvième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable	Des représentants d'étudiants et de jeunes entrepreneurs sociaux ont examiné des questions portant sur la durabilité lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : utilisation accrue de politiques et d'instruments de financement innovants en vue de la réalisation des objectifs de développement durable

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.187 Le travail effectué dans le cadre de la composante a aidé les États membres à progresser dans l'élaboration d'un cadre général destiné à guider la création d'un écosystème financier durable afin de faciliter la mise en place de mécanismes de financement novateurs dans la sous-région, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.188 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.49).

Tableau 19.49
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les États membres sont convenus d'étudier plus avant l'opportunité d'utiliser des obligations durables et liées aux objectifs de développement durable pour répondre aux besoins de financement de l'après-COVID-19 et mettre en œuvre le Programme 2030	Un consensus s'est dégagé entre les États membres concernant la possibilité d'utiliser des obligations durables et liées aux objectifs de développement durable pour favoriser les investissements dans l'énergie de manière à répondre aux besoins de financement de l'après-COVID-19 et à mettre en œuvre le Programme 2030	Les États membres ont progressé dans l'élaboration d'un cadre général destiné à guider la création d'un écosystème financier durable dans la sous-région	Les États membres adoptent des lignes directrices sur la finance verte qui faciliteront la mise en place de mécanismes de financement novateurs pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets	Les États membres transposent les lignes directrices sur la finance verte dans des politiques ou directives nationales afin de favoriser la mise en place de mécanismes de financement novateurs pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets

Résultat 2 : amélioration des stratégies concernant les investissements étrangers directs durables dans la sous-région
Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.189 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à ce que 80 % des États membres fassent état d'une plus grande capacité à promouvoir des investissements étrangers directs durables dans la sous-région, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.190 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.50).

Tableau 19.50
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le secrétariat et le comité de coordination des investissements de l'ASEAN et les États membres ont organisé une séance sur les investissements durables lors du cinquième Forum multipartite de l'Asie du Sud-Est sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable afin de lancer le débat sur la question des investissements étrangers directs durables dans la sous-région	Les États membres de la sous-région sont convenus de promouvoir des investissements étrangers directs durables intrarégionaux comme moyen de relèvement et de développement inclusifs	En tout, 80 % des États membres ont fait état d'une plus grande capacité à promouvoir des investissements étrangers directs durables dans la sous-région	Un État membre de la sous-région élabore une stratégie nationale visant à attirer des investissements étrangers directs durables	Un autre État membre de la sous-région élabore une stratégie nationale visant à attirer des investissements étrangers directs durables

Résultat 3 : harmonisation des politiques et des réglementations en matière d'investissement en vue de la réalisation des objectifs de développement durable
Projet de plan-programme pour 2025

- 19.191 Dans le cadre de la composante, on a organisé un forum consacré aux possibilités à saisir pour renforcer la position de la sous-région en matière d'investissements privés durables afin d'appuyer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et d'accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la sous-région.

Enseignements tirés et changements prévus

- 19.192 Les enseignements tirés sont les suivants : la fourniture de conseils techniques sur l'harmonisation des politiques d'investissement entre les pays de la sous-région peut contribuer à la création d'un environnement propice aux investissements qui incite les investisseurs à développer leurs activités dans la sous-région. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre de la composante, on invitera

les représentantes et représentants des ministères concernés, notamment ceux chargés des questions d'investissement, de commerce et de financement, à une série d'activités de renforcement des capacités afin de les aider à recenser les mesures à prendre pour faciliter la mise en concordance des politiques d'investissement dans la sous-région. On fournira également des services de conseil et on mettra au point des documents techniques pour aider les États membres à harmoniser leurs réglementations nationales afin de promouvoir les possibilités d'investissement dans la sous-région.

- 19.193 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.51).

Tableau 19.51
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	–	Les États membres ont convenu de mettre au point un plan d'action sous-régional pour l'investissement durable afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable	Les États membres adoptent un plan d'action sous-régional pour l'investissement durable afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable	Les États membres harmonisent leurs politiques d'investissement avec les priorités en matière d'investissement énoncées dans le plan d'action sous-régional pour l'investissement durable

Produits

- 19.194 On trouvera dans le tableau 19.52 les produits retenus pour la composante.

Tableau 19.52
Composante 5 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à la Commission	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	9	6	9	9
Réunions ou séances :				
2. Réunions de groupes d'experts sur les politiques et les programmes à envisager pour remédier aux problèmes naissants en matière de développement durable en Asie du Sud-Est	2	1	2	2
3. Forum multipartite de l'Asie du Sud-Est sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable	4	4	4	4
4. Réunions du secrétariat, des groupes de travail sectoriels et des États membres de l'ASEAN sur le développement durable en Asie du Sud-Est	3	1	3	3

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projet:	1	–	1	1
5. Projets concernant les priorités institutionnelles des programmes de la CESAP en Asie du Sud-Est	1	–	1	1
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	2	2	2	–
6. Application du Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025)	1	1	1	–
7. Mise en œuvre d'indicateurs relatifs aux investissements étrangers directs durables	1	1	1	–
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	1	1	1
8. Application du Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025)	1	1	1	1

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations et soutien consultatif aux États membres de la sous-région sur la connectivité durable, les sociétés inclusives et équitables, la gestion efficace des ressources naturelles et le développement résilient ; action de sensibilisation auprès des États membres sur les conclusions sous-régionales des publications de la Commission ; organisation de manifestations parallèles lors de la session de la Commission ; manifestations parallèles lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.

Sous-programme 9 Énergie

Objectif

- 19.195 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, en Asie et dans le Pacifique, en renforçant les capacités des États membres en matière d'accès à l'énergie, d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de connectivité énergétique.

Stratégie

- 19.196 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on renforcera l'utilisation de données factuelles à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 7 et des objectifs qui y sont associés, et on aidera les États membres à progresser dans la réalisation de l'objectif 7. Plus précisément, on s'emploiera à faire ce qui suit :
- faciliter le dialogue intergouvernemental et élaborer et diffuser des recommandations et des orientations fondées sur des données probantes concernant l'élargissement de l'accès à l'énergie moderne, l'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables dans le bouquet énergétique, l'adoption de technologies et d'approches efficaces sur le plan énergétique et l'accroissement de la connectivité énergétique ;
 - organiser des activités de renforcement des capacités axées sur la facilitation des travaux de planification et d'élaboration des politiques concernant l'objectif 7, notamment dans les pays les moins avancés, compte tenu des contextes locaux et en accord avec les priorités nationales, en coopération avec les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, afin de tirer parti des ressources institutionnelles et de garantir l'efficacité de l'exécution du programme de travail ;

- c) élaborer des supports de connaissances portant sur les avantages et les enjeux de la connectivité énergétique pour une énergie sûre, résiliente, durable et d'un coût abordable, ou participer à la conception de tels supports ;
- d) donner accès à des données actualisées, à des informations sur les politiques et à des cartes des infrastructures énergétiques par l'intermédiaire du Portail Asie-Pacifique de l'énergie et d'autres plateformes de connaissances ;
- e) élaborer et mettre en œuvre des plans d'action (plans d'action relatifs à l'objectif 7, Feuille de route régionale sur la connectivité des réseaux électriques et plans d'action nationaux en matière de refroidissement), selon qu'il conviendra, et promouvoir l'utilisation d'outils et de méthodes de modélisation et de planification des politiques ;
- f) concentrer les efforts de renforcement des capacités sur l'accélération des progrès dans la réalisation des cibles associées à l'objectif 7 et la réduction des émissions, notamment en ce qui concerne les domaines suivants : l'accès à des combustibles et technologies de cuisson propre ; le refroidissement durable ; la durabilité des chaînes d'approvisionnement en minéraux, matériaux et technologies essentiels à la transition énergétique ; l'utilisation moins polluante des combustibles fossiles ; la connectivité énergétique, notamment dans les pays en situation particulière ;
- g) intégrer systématiquement les questions de genre en facilitant le dialogue et en produisant des supports de connaissances qui s'intéressent aux répercussions du système énergétique sur les femmes et à la contribution de celles-ci à une transition énergétique durable et juste, en collaboration avec le sous-programme 6.

19.197 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) l'adoption de politiques, de stratégies et de plans fondés sur des données probantes visant à améliorer l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et de technologies connexes aux niveaux national et infranational ;
- b) l'amélioration de la capacité à mettre en œuvre des politiques de transition vers des sources d'énergie renouvelables, des technologies énergétiques respectueuses de l'environnement et des objectifs, cibles et ambitions pour la réduction à zéro des émissions nettes ;
- c) la capacité accrue des décideurs et des autorités de réglementation à planifier et à mettre en place des initiatives de connectivité des réseaux électriques qui permettent la généralisation des énergies renouvelables ;
- d) une meilleure prise en compte des questions de genre par les décideurs dans le cadre de la transition énergétique, notamment en ce qui concerne le fait que les femmes peuvent permettre d'accélérer les progrès.

Exécution du programme en 2023

Renforcement de l'engagement en faveur de la gestion durable des minéraux et des matériaux essentiels à la transition énergétique

19.198 Dans le cadre du sous-programme, on a mené une étude consacrée aux défis qui se posent pour les industries extractives sur le plan du développement durable, notamment en ce qui concerne l'extraction et la transformation des matières premières essentielles et leurs répercussions socioéconomiques. On a organisé deux dialogues sur les matières premières essentielles afin d'analyser les conséquences de la transition énergétique sur la demande de ces matières. On a également organisé le Forum Asie-Pacifique de l'énergie, à l'occasion duquel les États membres ont discuté des grandes questions traitées dans l'étude et souligné la nécessité d'une gestion durable des filières des minéraux essentiels à la transition énergétique. Enfin, on a aidé l'ASEAN à concevoir un ensemble de principes relatifs à la gestion durable de l'extraction de minerais.

19.199 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.53).

Tableau 19.53
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	Lors du troisième Forum Asie-Pacifique de l'énergie, les ministres de l'énergie et d'autres représentants de haut niveau des États membres et membres associés de la CESAP ont adopté la Déclaration ministérielle sur la création d'un futur énergétique sûr, durable et interconnecté pour l'Asie et le Pacifique, dans laquelle ils ont souligné que certains minéraux, matières et techniques étaient essentiels pour les transitions énergétiques et qu'il était nécessaire de maintenir des chaînes d'approvisionnement fiables, responsables et durables pour ces minéraux et matières

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : stratégies fondées sur des données probantes devant permettre d'accroître la connectivité durable des réseaux électriques

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.200 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a aidé les États membres de la CESAP à analyser les lacunes dans les politiques, les réglementations et les normes dans chaque sous-région, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.201 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.54).

Tableau 19.54
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Comité de l'énergie a approuvé la Feuille de route régionale sur la connectivité des réseaux électriques à sa troisième session, et la Commission l'a approuvée à sa	Les États membres de la CESAP ont communiqué à titre volontaire des informations actualisées sur les activités de connectivité lors des réunions du Groupe d'experts sur la	Les États membres de la CESAP ont analysé les lacunes dans les politiques, les réglementations et les normes dans chaque sous-région	Au moins une sous-région progresse dans la mise en place d'un commerce multilatéral de l'électricité	Dans le cadre du Comité de l'énergie, les États membres envisagent d'approuver les principes propices à une connectivité durable des réseaux électriques ainsi

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
soixante-dix-septième session	connectivité énergétique Les délais de réalisation des étapes de la feuille de route ont été respectés ou sont en train d'être fixés			qu'un plan-cadre pour le réseau régional Au moins un nouvel accord relatif à l'interconnexion de réseaux est signé

Résultat 2 : relèvement de l'ambition des engagements nationaux des États membres en faveur d'une énergie moderne et propre, à l'appui de la réalisation de l'objectif 7

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 19.202 Le travail effectué dans le cadre de la composante a contribué à faire en sorte que les États membres décident de prendre des mesures accélérées relatives à l'objectif de développement durable n° 7 dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, à l'appui du Programme 2030 et de l'Accord de Paris, dans le cadre de la déclaration ministérielle adoptée par les États membres de la CESAP lors du troisième Forum Asie-Pacifique de l'énergie, en octobre 2023, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 19.203 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 19.55).

Tableau 19.55

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Dans le cadre du Comité de l'énergie, les États membres ont annoncé qu'ils s'engageaient à améliorer l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et la capacité de production d'énergie renouvelable	Les États membres ont fait le point sur l'élaboration de politiques relatives à l'énergie durable lors des réunions du Groupe d'experts sur l'accès de tous à des services énergétiques modernes, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'utilisation plus propre des combustibles fossiles	Les États membres ont décidé de prendre des mesures accélérées relatives à l'objectif de développement durable n° 7 dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, à l'appui du Programme 2030 et de l'Accord de Paris, dans le cadre de la déclaration ministérielle adoptée par les États membres de la CESAP lors du troisième Forum Asie-Pacifique de	Les États membres annoncent des engagements nationaux plus ambitieux : augmentation de la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ; adoption de solutions de pointe pour l'efficacité énergétique ; amélioration de l'accès à l'électricité et aux technologies de cuisson propre, à la recherche, à la technologie et aux investissements	Les États membres de l'Asie et du Pacifique s'engagent à combler les lacunes dans la réalisation des cibles associées à l'objectif de développement durable n° 7

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
		l'énergie, en octobre 2023	dans les énergies propres	

Résultat 3 : adoption de plans d'action nationaux en matière de refroidissement

Projet de plan-programme pour 2025

- 19.204 Le secteur du refroidissement participe grandement à la hausse de la demande en électricité et contribue aux émissions de gaz à effet de serre. Les États membres se sont engagés à agir à cet égard, notamment dans le cadre du Global Cooling Pledge (Engagement mondial pour l'accès au froid)³. Dans le cadre du sous-programme, on a contribué à l'élaboration d'une méthode pour l'établissement de plans d'action nationaux en matière de refroidissement et on a apporté un soutien technique aux États membres afin qu'ils se dotent de plans d'action nationaux détaillés qui prévoient des évaluations multisectorielles de la demande de refroidissement, comprennent des recommandations destinées à faire progresser l'adoption de méthodes durables de refroidissement passif et actif et proposent des pistes pour une action globale propice à la réduction de la consommation d'énergie et des émissions liées au refroidissement.

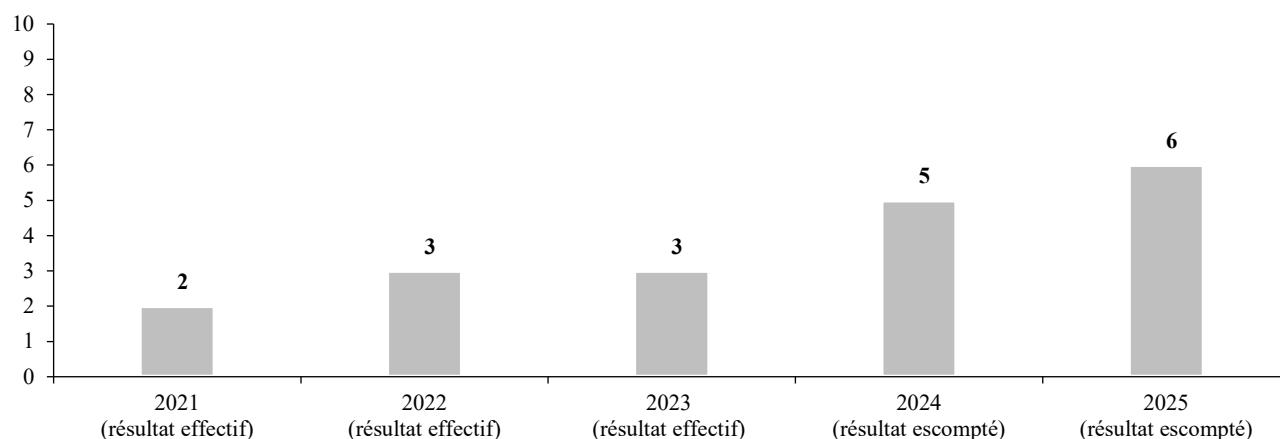
Enseignements tirés et changements prévus

- 19.205 Les enseignements tirés sont les suivants : il est possible d'améliorer encore la coordination et la coopération entre la CESAP et les intervenants et partenaires de réalisation de l'ONU pour faire en sorte que des accords institutionnels et organisationnels soient mis en place en temps voulu et que les activités soient exécutées avec efficacité, sans qu'il y ait de chevauchement. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on mènera des activités de renforcement des capacités et on collaborera avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les équipes de pays des Nations Unies et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents afin d'évaluer l'état des besoins du secteur du refroidissement et l'effet des interventions menées dans différents contextes de développement. On continuera de favoriser la cohérence et les synergies avec les contributions déterminées au niveau national, l'objectif de développement durable n° 7 et les politiques et programmes nationaux, en prenant appui sur les connaissances et les données d'expérience actuelles, et on contribuera à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'énergie et d'émissions.
- 19.206 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 19.X).

³ Le Global Cooling Pledge (Engagement mondial pour l'accès au froid) a été lancé à l'occasion de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (voir www.unep.org/resources/report/global-cooling-pledge).

Figure 19.X

Mesure des résultats : nombre de plans d'action nationaux en matière de refroidissement publiés par les États membres (résultat cumulé)



Produits

19.207 On trouvera dans le tableau 19.56 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 19.56

Sous-programme 9 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	5	1	2
Rapports destinés aux entités suivantes :				
1. Commission	1	1	1	1
2. Forum Asie-Pacifique de l'énergie	3	4	—	—
3. Comité de l'énergie	—	—	—	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	16	11	10	16
Réunions ou séances :				
4. Forum Asie-Pacifique de l'énergie	6	3	—	—
5. Comité de l'énergie	—	—	—	6
6. Groupe d'experts sur l'accès de tous à des services énergétiques modernes, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'utilisation plus propre des combustibles fossiles	4	4	4	4
7. Groupe d'experts sur la connectivité énergétique	4	3	4	4
8. Groupe de travail chargé des questions de l'eau, de l'énergie et de l'environnement du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (questions énergétiques)	2	1	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	1	10	2	2
9. Projets portant sur la réalisation de l'objectif 7	1	10	2	2

Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	1	2	1	1
10. Concertations sur les mesures à prendre en matière d'énergie	1	2	1	1
Publications (nombre de publications)	3	3	2	2
11. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	3	3	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	3	4	5
12. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	1	3	4	5
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de conseils pratiques aux États membres, sur demande, concernant la réalisation de l'objectif 7 et la connectivité énergétique ; manifestations parallèles sur l'énergie lors du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.				
Bases de données et supports numériques : Portail Asie-Pacifique de l'énergie (contenant plus de 200 jeux de données, 3 000 documents d'orientation et une cartographie de plus de 6 000 centrales électriques).				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : supports d'information sur l'énergie renouvelable destinés principalement à des responsables gouvernementaux et à des experts techniques de la région ; Journée internationale des énergies propres.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Vue d'ensemble

19.208 On trouvera dans les tableaux 19.57 à 19.59 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 19.57

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements				2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Postes	47 058,3	50 570,6	79,2	–	–	79,2	0,2	50 649,8
Autres dépenses de personnel	444,3	744,7	–	–	(184,6)	(184,6)	(24,8)	560,1
Dépenses de représentation	4,7	5,7	–	–	1,9	1,9	33,3	7,6
Consultants	294,3	314,2	–	–	(52,6)	(52,6)	(16,7)	261,6
Experts	312,5	417,9	–	–	27,8	27,8	6,7	445,7
Voyages du personnel	460,5	447,9	–	–	14,9	14,9	3,3	462,8
Services contractuels	1 204,3	1 404,3	–	–	(154,6)	(154,6)	(11,0)	1 249,7
Frais généraux de fonctionnement	2 373,0	2 131,3	–	–	110,6	110,6	5,2	2 241,9
Fournitures et accessoires	50,7	149,3	–	–	17,8	17,8	11,9	167,1
Mobilier et matériel	726,2	329,4	–	–	139,6	139,6	42,4	469,0
Aménagement des locaux	42,6	48,2	–	–	–	–	–	48,2
Subventions et contributions	557,7	253,6	(253,6)	–	–	(253,6)	(100)	–
Autres	13,6	–	–	–	–	–	–	–
Total	53 542,7	56 817,1	(174,4)	–	(79,2)	(253,6)	(0,4)	56 563,5

^a Les montants présentés dans ce tableau et dans les suivants ne sont pas définitifs et peuvent faire l'objet d'ajustements qui pourraient entraîner des différences mineures entre les informations figurant dans le présent rapport et les états financiers qui seront publiés d'ici au 31 mars 2024.

Tableau 19.58

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	418	1 SGA, 2 D-2, 15 D-1, 35 P-5, 63 P-4, 53 P-3, 33 P-2/1, 3 AN, 213 AL
Réaffectation	–	1 poste de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines (P-2) qui deviendrait un poste de fonctionnaire adjoint(e) des services de conférence (P-2) au titre de la composante Appui au programme.
Effectif proposé pour 2025	418	1 SGA, 2 D-2, 15 D-1, 35 P-5, 63 P-4, 53 P-3, 33 P-2/1, 3 AN, 213 AL

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 19.59

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe^a

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
D-2	2	—	—	—	—	2
D-1	15	—	—	—	—	15
P-5	35	—	—	—	—	35
P-4	63	—	—	—	—	63
P-3	53	—	—	—	—	53
P-2/1	33	—	—	—	—	33
Total partiel	202	—	—	—	—	202
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
AN	3	—	—	—	—	3
AL	213	—	—	—	—	213
Total partiel	216	—	—	—	—	216
Total	418	—	—	—	—	418

^a Dont 4 postes temporaires (3 P-4 et 1 P-3), qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution [71/272](#).

19.209 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 19.60 à 19.62 et dans la figure 19.XI.

19.210 Comme le montrent les tableaux 19.60 1) et 19.61 1), les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 56 563 500 dollars avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 253 600 dollars (0,4 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans les catégories Ajustements techniques et Autres changements. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 19.60

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements			Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
A. Organes directeurs	368,9	440,1	—	—	—	—	—	440,1
B. Direction exécutive et administration	3 480,6	4 174,0	—	—	(0,2)	(0,2)	(0,0)	4 173,8

Chapitre 19 Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
C. Programme de travail								
1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement	2 829,3	3 084,9	—	—	(12,3)	(12,3)	(0,4)	3 072,6
2. Commerce, investissement et innovation	3 251,9	3 443,1	—	—	17,6	17,6	0,5	3 460,7
3. Transports	3 440,8	3 554,7	—	—	(6,6)	(6,6)	(0,2)	3 548,1
4. Environnement et développement	2 820,5	3 076,0	—	—	(1,9)	(1,9)	(0,1)	3 074,1
5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	2 805,7	2 970,0	—	—	(12,4)	(12,4)	(0,4)	2 957,6
6. Développement social	3 832,5	4 217,3	—	—	—	—	—	4 217,3
7. Statistiques	3 082,9	3 228,7	—	—	(2,5)	(2,5)	(0,1)	3 226,2
8. Activités sous-régionales de développement	4 422,4	4 797,1	—	—	7,5	7,5	0,2	4 804,6
9. Énergie	1 716,5	1 892,3	—	—	10,6	10,6	0,6	1 902,9
Total partiel (C)	28 202,5	30 264,1	—	—	—	—	—	30 264,1
D. Appui au programme	21 490,7	21 938,9	(174,4)	—	(79,0)	(253,4)	(1,2)	21 685,5
Total partiel (1)	53 542,7	56 817,1	(174,4)	—	(79,2)	(253,6)	(0,4)	56 563,5

2) Ressources extrabudgétaires

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (estimations)	Changements		2025 (prévisions)
			Changements	Pourcentage	
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	195,7	176,0	—	—	176,0
C. Programme de travail					
1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement	1,7	317,4	(147,2)	(46,4)	170,2
2. Commerce, investissement et innovation	4 634,0	3 278,3	(1 629,0)	(49,7)	1 649,3
3. Transports	1 135,9	1 022,6	(172,8)	(16,9)	849,8
4. Environnement et développement	2 503,7	4 127,9	(636,1)	(15,4)	3 491,8
5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	3 883,8	4 489,1	(251,4)	(5,6)	4 237,7
6. Développement social	1 104,5	1 616,0	(835,6)	(51,7)	780,4
7. Statistiques	3 309,8	4 040,7	(962,5)	(23,8)	3 078,2

Titre V Coopération régionale pour le développement

Composante/sous-programme	2023	2024	Changements	Pourcentage	2025
	(dépenses effectives)	(estimations)			(prévisions)
8. Activités sous-régionales de développement	1 825,0	2 871,2	(578,7)	(20,2)	2 292,5
9. Énergie	415,8	1 400,4	(1 137,3)	(81,2)	263,1
Total partiel (C)	18 814,2	23 163,6	(6 350,6)	(27,4)	16 813,0
D. Appui au programme	5 173,6	6 833,2	(691,7)	(10,1)	6 141,5
Total partiel (2)	24 183,5	30 172,8	(7 042,3)	(23,3)	23 130,5
Total	77 726,2	86 989,9	(7 295,9)	(8,4)	79 694,0

Tableau 19.61

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

 1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	Effectif approuvé pour 2024	Changements				Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	25	—	—	—	—	25
C. Programme de travail						
1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement	22	—	—	—	—	22
2. Commerce, investissement et innovation	25	—	—	—	—	25
3. Transports	25	—	—	—	—	25
4. Environnement et développement	22	—	—	—	—	22
5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	21	—	—	—	—	21
6. Développement social	30	—	—	—	—	30
7. Statistiques	24	—	—	—	—	24
8. Activités sous-régionales de développement	26	—	—	—	—	26
9. Énergie	12	—	—	—	—	12
Total partiel (C)	207	—	—	—	—	207
D. Appui au programme	186	—	—	—	—	186
Total partiel (1)	418	—	—	—	—	418

2) Ressources extrabudgétaires

Composante/sous-programme	2024 (estimations)	Changements	2025 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	—	—	—
C. Programme de travail			
1. Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement	—	—	—
2. Commerce, investissement et innovation	9	—	9
3. Transports	2	(1)	1
4. Environnement et développement	9	1	10
5. Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe	17	(1)	16
6. Développement social	—	—	—
7. Statistiques	10	—	10
8. Activités sous-régionales de développement	18	—	18
9. Énergie	—	—	—
Total partiel (C)	65	(1)	64
D. Appui au programme	52	—	52
Total partiel (2)	117	(1)	116
Total	535	(1)	534

Tableau 19.62

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

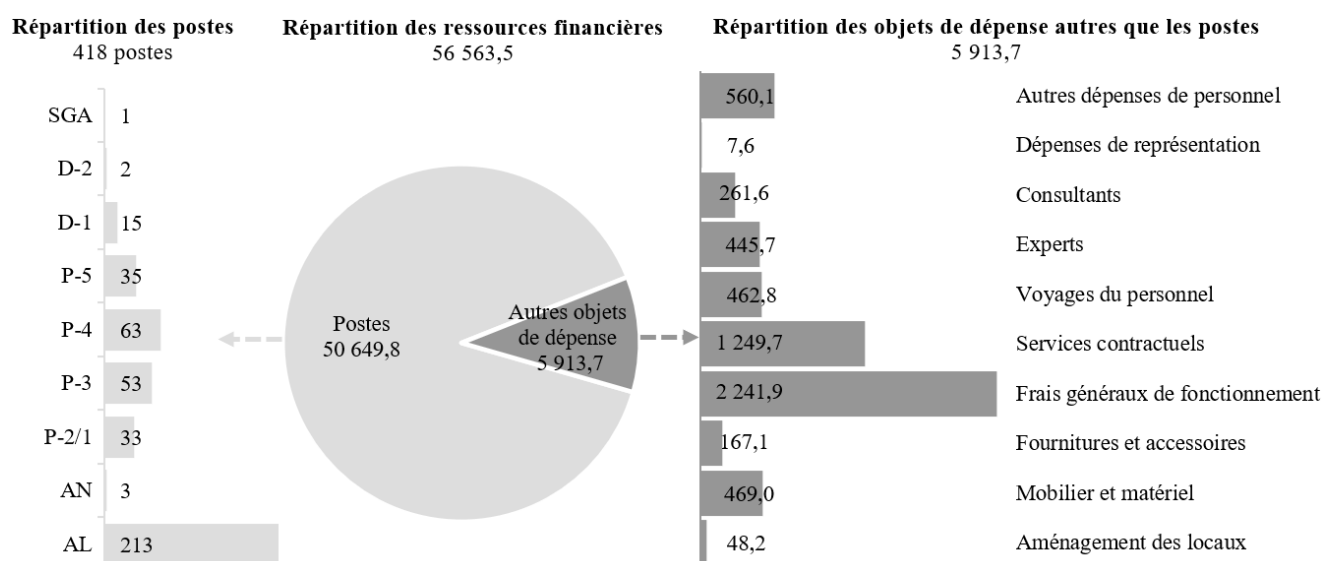
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	47 058,3	50 570,6	79,2	—	—	79,2	0,2	50 649,8
Autres objets de dépense	6 484,4	6 246,5	(253,6)	—	(79,2)	(332,8)	(5,3)	5 913,7
Total	53 542,7	56 817,1	(174,4)	—	(79,2)	(253,6)	(0,4)	56 563,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		202	—	—	—	—	—	202
Agents des services généraux et des catégories apparentées		216	—	—	—	—	—	216
Total		418	—	—	—	—	—	418

Figure 19.XI

Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Ajustements techniques**

- 19.211 Comme le montre le tableau 19.60 1), les changements entraînent une diminution nette de 174 400 dollars au titre de la composante Appui au programme, qui est imputable au non-renouvellement de crédits de 253 600 dollars prévus pour 2024 pour le projet de mise aux normes parasismiques et de remplacement des équipements en fin de vie au siège de la CESAP, à Bangkok, que l'Assemblée générale avait approuvés dans sa résolution [78/253](#) ; cette diminution a été partiellement contrebalancée par une augmentation de 79 200 dollars des dépenses afférentes aux postes prévues au titre de la même composante, qui tient à l'application du taux de vacance convenu pour les postes existants au poste P-3 qui avait été créé en 2024, conformément à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée, et pour lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes. Les montants nécessaires pour financer le projet de mise aux normes parasismiques de la CESAP seront pris en compte dans le rapport du Secrétaire général sur ledit projet, qui sera établi plus tard dans l'année et présenté à l'Assemblée générale durant la partie principale de sa soixante-dix-neuvième session.

Autres changements

- 19.212 Comme le montre le tableau 19.60 1), les changements entraînent une diminution nette de 79 200 dollars. Ils se répartissent comme suit :
- a) **Direction exécutive et administration.** La diminution nette de 200 dollars s'explique par une diminution des dépenses prévues au titre des experts (500 dollars), qui tient à la réduction du nombre d'experts requis pour les groupes d'experts chargés des questions relatives aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement, et par une diminution des crédits demandés au titre des voyages du personnel (800 dollars), qui tient à la réduction du nombre de jours de voyage nécessaires pour nouer des contacts avec les États membres et les aider à mettre en œuvre le Programme de développement

durable à l'horizon 2030 ; ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des ressources demandées pour les services contractuels (1 100 dollars) qui tient à des besoins plus importants pour l'impression et la révision approfondie de l'étude thématique annuelle et du Journal du développement durable en Asie et dans le Pacifique (Asia-Pacific Sustainable Development Journal) ;

- b) **Sous-programme 1 (Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement).** La diminution nette de 12 300 dollars tient essentiellement à une baisse des crédits demandés au titre des experts (9 700 dollars) et des consultants (12 100 dollars), qui s'explique par la diminution du nombre de groupes d'experts chargés des questions de financement du développement et par le fait que les services de consultants nécessaires dans ce cadre seront moindres ; cette baisse a été partiellement contrebalancée par une augmentation des dépenses prévues au titre des services contractuels (9 500 dollars) tenant aux publications prévues dans le cadre de la collection intitulée « Financing for Development in Asia and the Pacific » (financement du développement en Asie et dans le Pacifique) ;
- c) **Sous-programme 2 (Commerce, investissement et innovation).** L'augmentation nette de 17 600 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par l'augmentation des crédits demandés au titre des experts (5 900 dollars), à l'appui du groupe d'experts chargé des questions relatives au commerce, à l'investissement et à l'innovation, et au titre des services contractuels (12 000 dollars), en raison d'une nouvelle publication intitulée « Asia-Pacific Trade and Investment Report » (rapport sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique) ; ces augmentations ont été compensées en partie par une diminution des crédits demandés au titre des consultants (300 dollars), dans la mesure où il est prévu de faire appel à des consultants moins expérimentés ;
- d) **Sous-programme 3 (Transports).** La diminution nette de 6 600 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par la baisse des crédits demandés au titre des services contractuels (14 800 dollars), qui tient à la suppression d'une publication sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, et au titre des consultants (600 dollars), en raison de la réduction du nombre de jours durant lesquels il sera fait appel à des consultants dans les domaines de la connectivité des transports et de la logistique ; ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des ressources demandées au titre des experts (8 800 dollars) en raison de l'augmentation du nombre d'experts requis pour les groupes d'experts chargés des questions de connectivité des transports et de logistique ;
- e) **Sous-programme 4 (Environnement et développement).** La diminution nette de 1 900 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par la baisse des crédits demandés au titre des consultants (2 500 dollars), en raison de la réduction du nombre de jours durant lesquels il sera fait appel à des consultants dans le domaine de la mise en œuvre des programmes convenus à l'échelon international en matière d'environnement et de développement, et au titre des services contractuels (400 dollars), en raison de la diminution des coûts d'impression des publications sur l'environnement et le développement ; ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des ressources demandées au titre des experts (1 000 dollars), qui tient à l'augmentation du nombre d'experts requis dans les domaines suivants : mise en œuvre des programmes convenus à l'échelon international en matière d'environnement et de développement, et villes durables et résilientes dans la région Asie-Pacifique ;
- f) **Sous-programme 5 (Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe).** La diminution nette de 12 400 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes tient essentiellement à la baisse des crédits demandés au titre des experts (9 700 dollars) et des consultants (3 700 dollars) en raison d'une réduction du nombre d'experts et du nombre de jours durant lesquels il sera fait appel à des consultants dans les domaines des applications des techniques spatiales et de l'Autoroute Asie-Pacifique de

l'information ; cette baisse a été contrebalancée en partie par une augmentation des ressources demandées au titre des services contractuels (1 000 dollars), qui tient à une nouvelle publication ayant trait à la gestion de l'information sur les catastrophes ;

- g) **Sous-programme 7 (Statistiques).** La diminution nette de 2 500 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par la diminution des crédits demandés au titre des consultants (3 700 dollars), en raison d'une réduction du nombre de jours durant lesquels il sera fait appel à des consultants dans le domaine de l'utilisation de sources de données complémentaires et non traditionnelles lors de l'établissement de statistiques officielles, et au titre des services contractuels (700 dollars), en raison d'une réduction des ressources nécessaires pour la conception visuelle de la publication intitulée « Asia and the Pacific SDG Progress Report 2025 » (rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique) et de documents de sensibilisation ; ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des crédits demandés au titre des experts (1 900 dollars), qui tient à une augmentation du nombre d'experts requis dans les domaines suivants : utilisation de sources de données complémentaires et non traditionnelles lors de l'établissement de statistiques officielles, et renforcement des systèmes statistiques nationaux en vue d'accroître la confiance dans l'information statistique officielle et d'en améliorer la qualité ;
- h) **Sous-programme 8, composante 1 (Activités sous-régionales de développement dans le Pacifique).** L'augmentation nette de 4 100 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par la hausse des crédits demandés au titre des experts (1 900 dollars), qui tient à l'augmentation du nombre d'experts requis dans le domaine des politiques et programmes envisageables afin de remédier aux problèmes naissants en matière de développement durable dans le Pacifique, au titre des voyages du personnel (3 600 dollars), le coût des voyages ayant augmenté, et au titre des services contractuels (26 100 dollars), en raison d'un changement des modalités de paiement pour les dépenses relatives aux services Internet, précédemment inscrites à la rubrique Frais généraux de fonctionnement ; ces augmentations ont été partiellement compensées par une diminution des ressources demandées au titre des frais généraux de fonctionnement (27 000 dollars), les dépenses relatives aux services Internet étant désormais inscrites à la rubrique Service contractuels, et au titre du mobilier et du matériel (500 dollars) en raison d'une réduction de la demande de remplacement de pièces de mobilier et de matériel de bureau ;
- i) **Sous-programme 8, composante 2 (Activités sous-régionales de développement en Asie de l'Est et du Nord-Est).** La diminution nette de 1 300 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par la diminution des crédits demandés au titre des consultants (6 100 dollars), qui tient au fait qu'il ne sera pas fait appel à des consultants en 2025 et que les fonds prévus à cet effet seront utilisés pour faire face à l'augmentation des ressources nécessaires pour les experts, au titre des services contractuels (3 300 dollars), en raison de la suppression d'une publication sur l'habileté numérique chez les personnes âgées d'Asie du Nord-Est, et au titre du mobilier et du matériel (800 dollars) en raison d'une réduction des ressources demandées pour des articles de matériel divers ; ces diminutions ont été contrebalancées en partie par une augmentation des ressources demandées au titre des experts (1 800 dollars), en raison d'une augmentation du nombre d'experts requis dans le domaine des politiques et programmes envisageables afin de remédier aux problèmes naissants en matière de développement économique et social en Asie de l'Est et du Nord-Est, au titre des voyages du personnel (1 000 dollars), le coût des voyages ayant augmenté, et au titre des frais généraux de fonctionnement (6 100 dollars), dans la mesure où on s'attend à ce que les coûts afférents aux communications, aux services collectifs de distribution et à la location de mobilier et de matériel augmentent ;
- j) **Sous-programme 8, composante 3 (Activités sous-régionales de développement en Asie du Nord et en Asie centrale).** L'augmentation nette de 4 700 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par l'augmentation des

ressources nécessaires au titre des experts (4 000 dollars), en raison de l'augmentation du nombre d'experts requis dans le domaine des politiques et programmes envisageables afin de remédier aux problèmes naissants en matière de développement économique et social en Asie du Nord et en Asie centrale, et au titre des voyages du personnel (700 dollars), en raison de l'augmentation du nombre de jours de voyage nécessaires pour nouer des contacts avec les États membres et les aider à mettre en œuvre le Programme 2030 en Asie du Nord et en Asie centrale ;

- k) **Sous-programme 9 (Énergie).** L'augmentation nette de 10 600 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par l'augmentation des crédits demandés au titre des experts (5 900 dollars), qui tient à l'augmentation du nombre d'experts requis dans le domaine de l'accès de tous à des services énergétiques modernes, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'utilisation plus propre des combustibles fossiles, et au titre des services contractuels (12 300 dollars), en raison d'une nouvelle publication sur les tendances régionales en matière d'énergie au service du développement durable ; ces augmentations ont été compensées en partie par une diminution des ressources prévues au titre des consultants (7 600 dollars) en raison d'une diminution du nombre de jours durant lesquels il sera fait appel à des consultants dans les domaines de la transition énergétique et de la connectivité électrique transfrontière ;
- l) **Appui au programme.** La diminution nette de 79 000 dollars des ressources prévues pour les objets de dépense autres que les postes est principalement due à la réduction des crédits demandés au titre des services contractuels (340 800 dollars) ; celle-ci s'explique essentiellement par le passage au cloud, qui signifie qu'il n'est plus nécessaire de remplacer les serveurs physiques en fin de vie, par le démantèlement de l'infrastructure de bureau virtuel et par le transfert de ressources à la rubrique Frais généraux de fonctionnement, dont relèvent les dépenses afférentes à certains services externalisés, compte tenu de l'expérience des années précédentes. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une augmentation des ressources demandées au titre des frais généraux de fonctionnement (101 100 dollars), qui tient essentiellement au fait que le passage au cloud entraînera une hausse des coûts de communication et des besoins plus importants en matière de services Internet, ainsi qu'au transfert de fonds précédemment affectés à la rubrique Services contractuels pour certains services externalisés ; au titre des fournitures et accessoires (9 900 dollars), principalement en raison de l'augmentation des crédits demandés pour les pièces de rechange informatiques, notamment pour le matériel Cisco ; au titre du mobilier et du matériel (147 700 dollars), principalement en raison du remplacement de commutateurs, qui permettra une gestion à distance fondée sur le cloud (tableaux de bord hébergés dans le cloud, télésurveillance de la bande passante et renforcement de la cybersécurité dans les bureaux sous-régionaux), mais aussi en raison des dépenses liées au service téléphonique complémentaire ajouté à Microsoft Office 365 E3 pour 600 utilisateurs, au remplacement des téléphones portables, à la rénovation d'un centre d'apprentissage (notamment à l'achat de mobilier), à l'entretien, à la réparation ou au remplacement du matériel de restauration et à l'amélioration des lieux de restauration ; au titre des voyages du personnel (3 100 dollars), en raison de l'augmentation des ressources nécessaires pour appuyer le programme de travail.

Ressources extrabudgétaires

- 19.213 Comme le montrent les tableaux 19.60 2) et 19.61 2), les ressources extrabudgétaires se chiffrent à 23 130 500 dollars. Elles s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à financer 116 postes (3 D-1, 4 P-5, 15 P-4, 14 P-3, 1 P-2, 8 AN et 71 AL) dont les titulaires apporteront une expertise technique et assureront la gestion et l'appui administratif s'agissant des projets de coopération technique et du fonctionnement de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Les ressources autres que celles affectées à des postes seraient consacrées à la recherche dans des domaines émergents, à l'élaboration de supports de connaissances destinés à éclairer les délibérations des États membres, au renforcement des capacités

institutionnelles et individuelles des décideurs politiques et du personnel technique des gouvernements aux fins de la mise en œuvre de cadres convenus au niveau régional, et à la facilitation des échanges Sud-Sud et des échanges triangulaires, conformément aux mandats de la Commission.

- 19.214 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle du secrétariat de la CESAP, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

Organes directeurs

- 19.215 On trouvera dans le tableau 19.63 des informations sur les organes intergouvernementaux permanents et sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire à ce titre.

Tableau 19.63

Organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Organe directeur</i>	<i>Informations supplémentaires</i>	<i>2024 (ressources approuvées)</i>	<i>2025 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Mandat : résolutions 37 (IV) , 1895 (LVII) et 2022/11 du Conseil économique et social Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1 (quatre-vingt-unième session)	288,9	301,6
Forum Asie-Pacifique pour le développement durable	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolutions 73/1 et 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1 (douzième session)	21,6	34,9
Comité des transports	Mandat : résolution 2022/11 et décision 2017/269 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	—
Comité de l'environnement et du développement	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	—
Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	—
Comité du développement social	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	—
Comité de statistique	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	—
Comité des politiques macroéconomiques, de la	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés	—	17,1

<i>Organe directeur</i>	<i>Informations supplémentaires</i>	<i>2024 (ressources approuvées)</i>	<i>2025 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>
réduction de la pauvreté et du financement du développement	Nombre de sessions en 2025 : 1 (cinquième session)		
Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1 (deuxième session)	–	18,1
Comité de la réduction des risques de catastrophe	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1 (neuvième session)	–	17,1
Comité de l'énergie	Mandat : résolution 2022/11 du Conseil économique et social et résolution 78/2 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1 (quatrième session)	–	17,1
Réunion intergouvernementale Asie-Pacifique de haut niveau sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes : Beijing+30	Mandat : résolution 2022/5 du Conseil économique et social Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : aucune	21,6	–
Examen régional de la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations	Mandat : résolutions 73/195 , 73/326 et 76/266 de l'Assemblée générale Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1	–	17,1
Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique (examen final)	Mandat : résolution 78/4 de la Commission Composition : 53 membres et 9 membres associés Nombre de sessions en 2025 : 1	–	17,1
Total		440,1	440,1

19.216 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 440 100 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.64 et la figure 19.XII.

Tableau 19.64
Organes directeurs : évolution des ressources financières

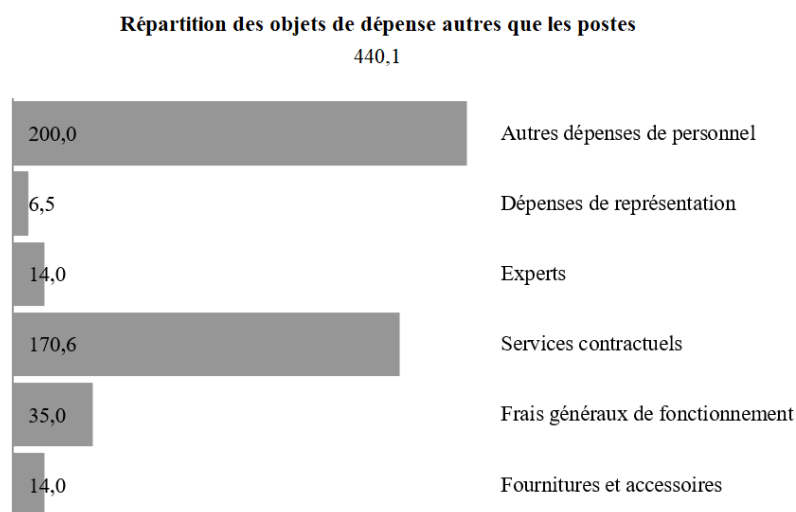
(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2023 (dépenses effectives)</i>	<i>2024 (ressources approuvées)</i>	<i>Changements</i>					<i>2025 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>
			<i>Ajustements techniques</i>	<i>Nouveaux mandats et mandats élargis</i>	<i>Autres changements</i>	<i>Total</i>	<i>Pourcentage</i>	
Objets de dépense autres que les postes	368,9	440,1	–	–	–	–	–	440,1
Total	368,9	440,1	–	–	–	–	–	440,1

Figure 19.XII

Organes directeurs : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis)

**Direction exécutive et administration**

- 19.217 La composante Direction exécutive et administration relève du Bureau de la Secrétaire exécutive et est secondée par la Section du développement durable et des pays en situation particulière. Le Bureau assure la gestion et la direction stratégique du secrétariat afin d'appuyer les États membres en leur proposant des analyses stratégiques approfondies, des possibilités d'action et des activités de renforcement des capacités. Il les aide ainsi à s'attaquer aux grands problèmes de développement et à trouver des solutions novatrices pour promouvoir dans toute la région Asie-Pacifique la prospérité économique, le progrès social et la durabilité environnementale dans des conditions équitables et inclusives. Le secrétariat recensera les questions nouvelles ayant trait au programme de développement régional, en replaçant les préoccupations et priorités régionales dans leur contexte mondial.
- 19.218 Le Bureau de la Secrétaire exécutive donne des orientations aux divisions, aux bureaux sous-régionaux et aux instituts régionaux concernant la mise en œuvre du programme de travail de la CESAP et son suivi. Il donne également des orientations sur la prise en compte systématique des politiques et stratégies en faveur de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes, ainsi que sur l'inclusion du handicap, à toutes les entités chargées de l'exécution du programme de travail et aux services d'appui au programme.
- 19.219 Le Bureau de la Secrétaire exécutive dirige et supervise l'élaboration de l'étude thématique annuelle de la Commission et l'organisation de sa session annuelle, qui tient lieu de dispositif intergouvernemental de coopération régionale ouvert à toutes et à tous. Il oriente la mise en œuvre des réformes de l'appareil de conférence de la CESAP, conformément à la résolution 78/2 de la Commission, l'amélioration de l'efficacité organisationnelle et de la gestion axée sur les résultats, et l'application des mesures de gestion du changement et des réformes adoptées à l'échelle du système des Nations Unies.
- 19.220 Le Bureau de la Secrétaire exécutive veille également à ce que les services d'appui au programme tiennent compte des questions de genre et de handicap dans la planification du programme et la gestion des ressources financières et humaines, ainsi que dans le dispositif d'application du principe de responsabilité. Tout sera mis en œuvre pour faire progresser la parité femmes-hommes.
- 19.221 La Section du développement durable et des pays en situation particulière aide les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Elle adopte une approche concertée pour tenir

compte des problèmes rencontrés par ces groupes de pays dans le programme de travail général, suit l'exécution des programmes d'action pour ces pays et propose des analyses stratégiques pour surmonter les principaux obstacles au développement. Elle supervise également l'organisation du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, réunion multipartite qui permet d'examiner, d'évaluer et de suivre les priorités et les besoins régionaux en matière de développement durable.

- 19.222 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219 et à la circulaire du Secrétaire général sur la politique environnementale applicable au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ST/SGB/2019/7), le Bureau incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2023, la CESAP a continué de s'efforcer d'améliorer son efficacité énergétique en menant sa campagne Heure pour la Terre, dans le cadre de laquelle l'éclairage de ses bureaux s'éteint automatiquement une heure par jour pendant la pause déjeuner, et en apportant des améliorations et des ajustements aux systèmes de gestion des installations. Dans le cadre du deuxième cycle relatif au système de gestion environnementale de la Commission, le déploiement du système dans les bureaux sous-régionaux et les instituts régionaux a commencé en 2022 et tous les bureaux ont achevé leurs plans d'action respectifs en 2023. La CESAP est parvenue à accroître son efficacité énergétique de 35 % par rapport à 2016 – son année de référence en matière environnementale. Ces améliorations ont permis des économies équivalant à bien plus de 10 000 tonnes de dioxyde de carbone pendant les sept années qui ont suivi le lancement du système. La Commission poursuit l'action menée en matière de gestion durable de l'énergie et a notamment acquis des certificats internationaux d'énergie renouvelable de façon à s'approvisionner à 100 % en énergie solaire produite localement en Thaïlande pendant quatre années consécutives (2020-2023) ; elle a ainsi poursuivi sur sa lancée après avoir atteint dès 2020 les cibles fixées pour 2030 par le Secrétariat de l'ONU. En 2023, elle a continué de réduire et de gérer les déchets et est parvenue à un taux élevé de recyclage (environ 70 % d'après les estimations, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport à 2016, qui est l'année de référence). Elle a par exemple maintenu l'interdiction des principaux articles de restauration à usage unique dans l'ensemble du complexe et mis en place un nouveau système de gestion des déchets qui favorise le recyclage (bacs de recyclage centralisés, nouvelle zone de tri des déchets et compostage des déchets organiques). De plus, elle a enregistré une réduction de 48 % de la consommation d'eau douce, qui a été attribuée à un taux d'occupation réduit et à une meilleure gestion de l'eau. En 2023, de nombreuses réunions de la Commission se sont tenues dans un format hybride, ce qui a contribué à réduire (de 34 %) l'empreinte environnementale associée aux voyages en avion. Avec la dématérialisation des processus et le développement du télétravail, le nombre de documents imprimés a été réduit d'environ 80 % en 2023.
- 19.223 La CESAP parviendra à la neutralité climatique pour ce qui est des activités qu'elle a menées en 2023 en acquérant, au moyen de ressources extrabudgétaires, les crédits d'émission certifiés nécessaires d'ici à juin 2024. En 2024, le Bureau continuera de réduire son empreinte carbone au moyen du système de gestion environnementale qu'il a mis en place et de développer celui-ci afin de faciliter l'action qu'il mène au niveau régional pour assurer une gestion de l'environnement globale, systématique et suivie dans l'ensemble de l'organisation. Dans le cadre du système, il ciblera la consommation d'énergie et d'eau, la production de déchets ainsi que l'empreinte environnementale des réunions et des voyages, et fera de la sensibilisation du personnel un enjeu commun à tous les problèmes environnementaux décelés. Il convient de noter que, même si la CESAP était déjà parvenue à réduire son bilan carbone et à obtenir des résultats environnementaux positifs avant la pandémie de COVID-19, les progrès réalisés jusqu'à présent dans certains des domaines ciblés pourraient ne pas être maintenus au même niveau à long terme si les taux d'occupation des bâtiments et les voyages en avion augmentaient.
- 19.224 On trouvera dans le tableau 19.65 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. Le taux de respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion a continué d'augmenter, passant de 59 % en 2022 à 67 % en 2023 : le taux était de 75 % pour ce qui était des voyages du personnel, mais il était toujours difficile d'établir et de confirmer la liste des participants et participantes ne faisant pas partie du personnel, ce qui avait abouti à un taux de 64 %. Ces deux taux étaient toutefois nettement supérieurs à ceux de 2022,

Titre V Coopération régionale pour le développement

à savoir, respectivement, 71,6 % et 52,6 %. La CESAP continue de prendre des mesures visant à améliorer la situation : elle assure un suivi régulier de l'application des directives, soumet à la direction des rapports trimestriels sur la question et mène des consultations bilatérales avec les divisions et bureaux concernés pour améliorer la planification des voyages.

Tableau 19.65
Respect des délais
(En pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	93	89	95	100	100
Achat des billets d'avion au moins 2 semaines avant le départ	39	59	67	100	100

19.225 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 4 173 800 dollars et font apparaître une diminution de 200 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 a) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.66 et la figure 19.XIII.

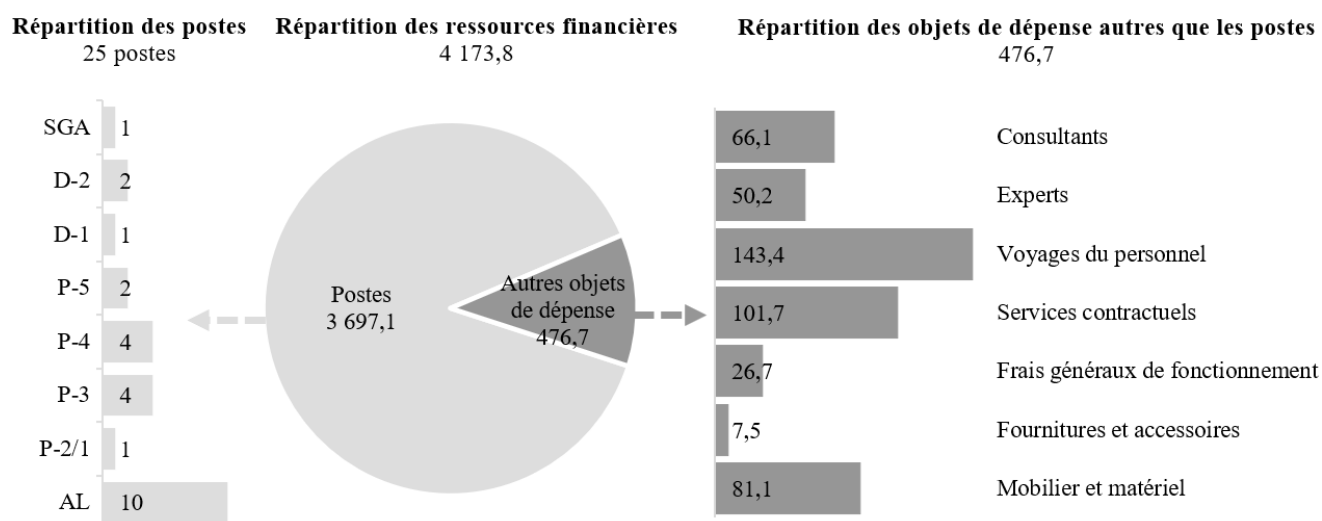
Tableau 19.66
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements			Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	3 021,3	3 697,1	—	—	—	—	—	—	3 697,1
Autres objets de dépense	459,3	476,9	—	—	(0,2)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	476,7
Total	3 480,6	4 174,0	—	—	(0,2)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	4 173,8
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		15	—	—	—	—	—	—	15
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	—	—	—	—	—	—	10
Total		25	—	—	—	—	—	—	25

Figure 19.XIII

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Programme de travail****Sous-programme 1****Politique macroéconomique, réduction de la pauvreté et financement du développement**

- 19.226 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 072 600 dollars et font apparaître une diminution de 12 300 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 b) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.67 et la figure 19.XIV.

Tableau 19.67

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

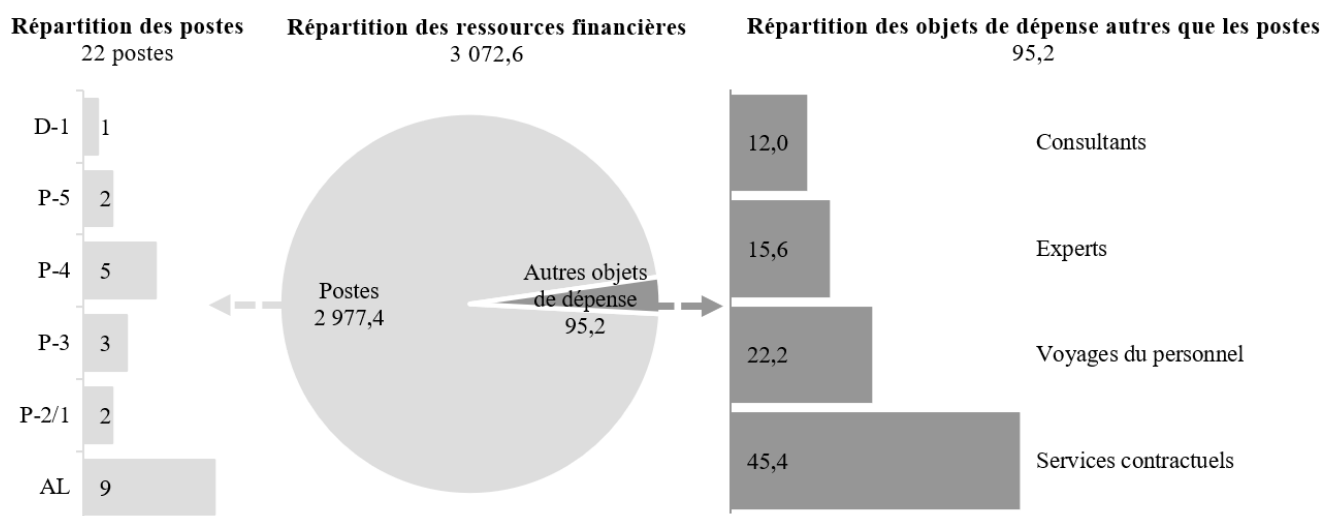
	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 713,3	2 977,4	—	—	—	—	—	2 977,4
Autres objets de dépense	116,0	107,5	—	—	(12,3)	(12,3)	(11,4)	95,2
Total	2 829,3	3 084,9	—	—	(12,3)	(12,3)	(0,4)	3 072,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		13	—	—	—	—	—	13

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	–	–	–	–	–	9
Total		22	–	–	–	–	–	22

Figure 19.XIV

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



**Sous-programme 2
Commerce, investissement et innovation**

19.227 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 460 700 dollars et font apparaître une augmentation de 17 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 c) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.68 et la figure 19.XV.

Tableau 19.68

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

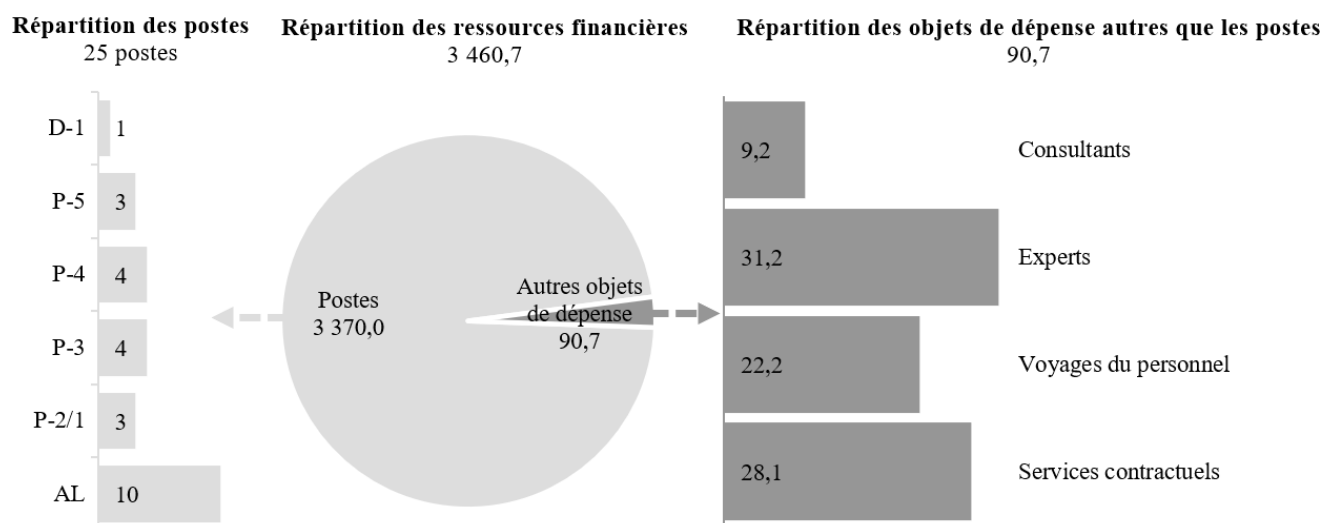
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 162,5	3 370,0	–	–	–	–	–	3 370,0

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Autres objets de dépense	89,4	73,1	–	–	17,6	17,6	24,1	90,7
Total	3 251,9	3 443,1	–	–	17,6	17,6	0,5	3 460,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		15	–	–	–	–	–	15
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	–	–	–	–	–	10
Total		25	–	–	–	–	–	25

Figure 19.XV

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 3
Transports

- 19.228 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 548 100 dollars et font apparaître une diminution de 6 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 d) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.69 et la figure 19.XVI.

Tableau 19.69

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

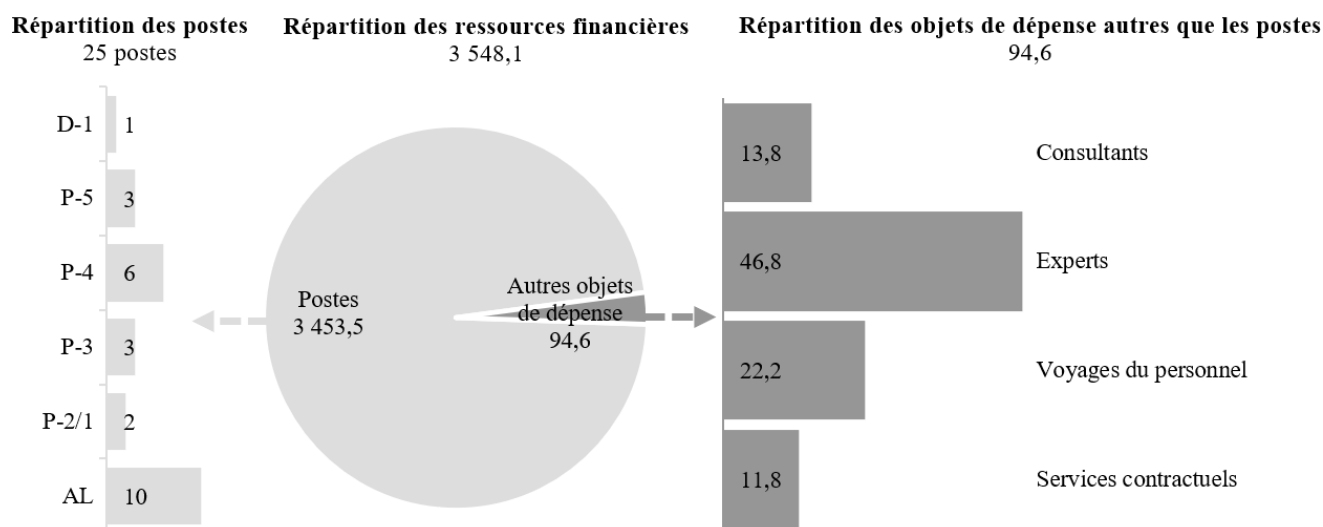
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 350,6	3 453,5	—	—	—	—	—	3 453,5
Autres objets de dépense	90,2	101,2	—	—	(6,6)	(6,6)	(6,5)	94,6
Total	3 440,8	3 554,7	—	—	(6,6)	(6,6)	(0,2)	3 548,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		15	—	—	—	—	—	15
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	—	—	—	—	—	10
Total		25	—	—	—	—	—	25

Figure 19.XVI

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 4

Environnement et développement

- 19.229 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 074 100 dollars et font apparaître une diminution de 1 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 e) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.70 et la figure 19.XVII.

Tableau 19.70

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

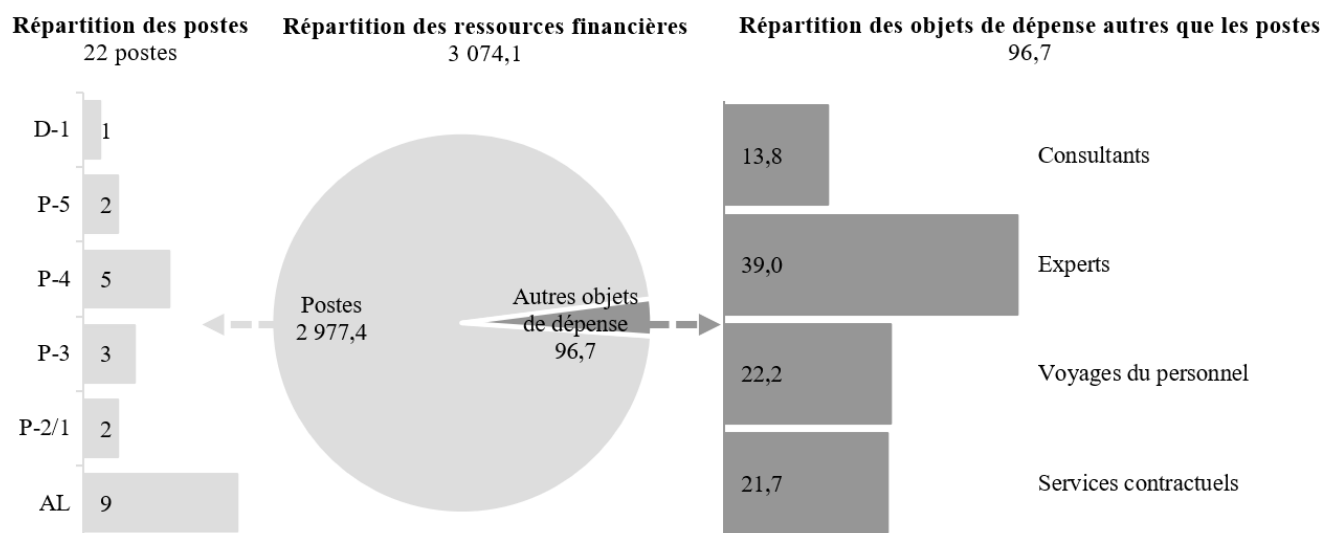
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	2 722,1	2 977,4	—	—	—	—	—	—	2 977,4
Autres objets de dépense	98,4	98,6	—	—	(1,9)	(1,9)	(1,9)	(1,9)	96,7
Total	2 820,5	3 076,0	—	—	(1,9)	(1,9)	(0,1)	(0,1)	3 074,1
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		13	—	—	—	—	—	—	13
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	—	9
Total		22	—	—	—	—	—	—	22

Figure 19.XVII

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

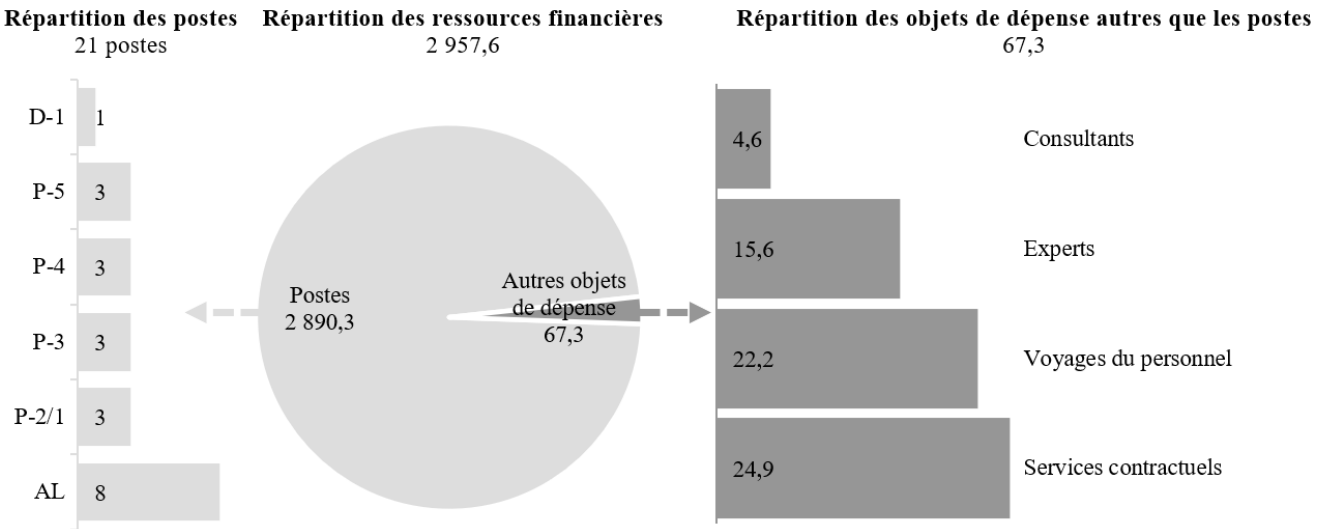
**Sous-programme 5****Technologies numériques, et réduction et gestion des risques de catastrophe**

19.230 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 2 957 600 dollars et font apparaître une diminution de 12 400 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 f) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.71 et la figure 19.XVIII.

Tableau 19.71
Sous-programme 5 : évolution des ressources financières et des postes
 (En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 739,7	2 890,3	—	—	—	—	—	2 890,3
Autres objets de dépense	66,0	79,7	—	—	(12,4)	(12,4)	(15,6)	67,3
Total	2 805,7	2 970,0	—	—	(12,4)	(12,4)	(0,4)	2 957,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		13	—	—	—	—	—	13
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8
Total		21	—	—	—	—	—	21

Figure 19.XVIII
Sous-programme 5 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 6 Développement social

19.231 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 4 217 300 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.72 et la figure 19.XIX.

Tableau 19.72

Sous-programme 6 : évolution des ressources financières et des postes

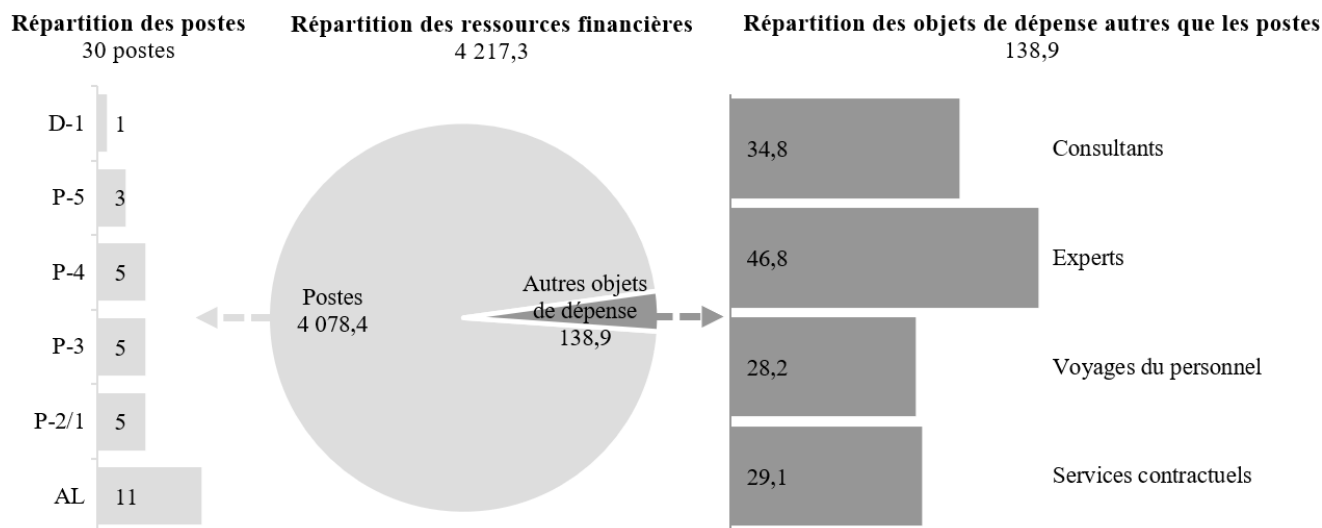
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	3 736,9	4 078,4	—	—	—	—	—	—	4 078,4
Autres objets de dépense	95,6	138,9	—	—	—	—	—	—	138,9
Total	3 832,5	4 217,3	—	—	—	—	—	—	4 217,3
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		19	—	—	—	—	—	—	19
Agents des services généraux et des catégories apparentées		11	—	—	—	—	—	—	11
Total		30	—	—	—	—	—	—	30

Figure 19.XIX

Sous-programme 6 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Sous-programme 7
Statistiques**

- 19.232 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 226 200 dollars et font apparaître une diminution de 2 500 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 g) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.73 et la figure 19.XX.

Tableau 19.73

Sous-programme 7 : évolution des ressources financières et des postes

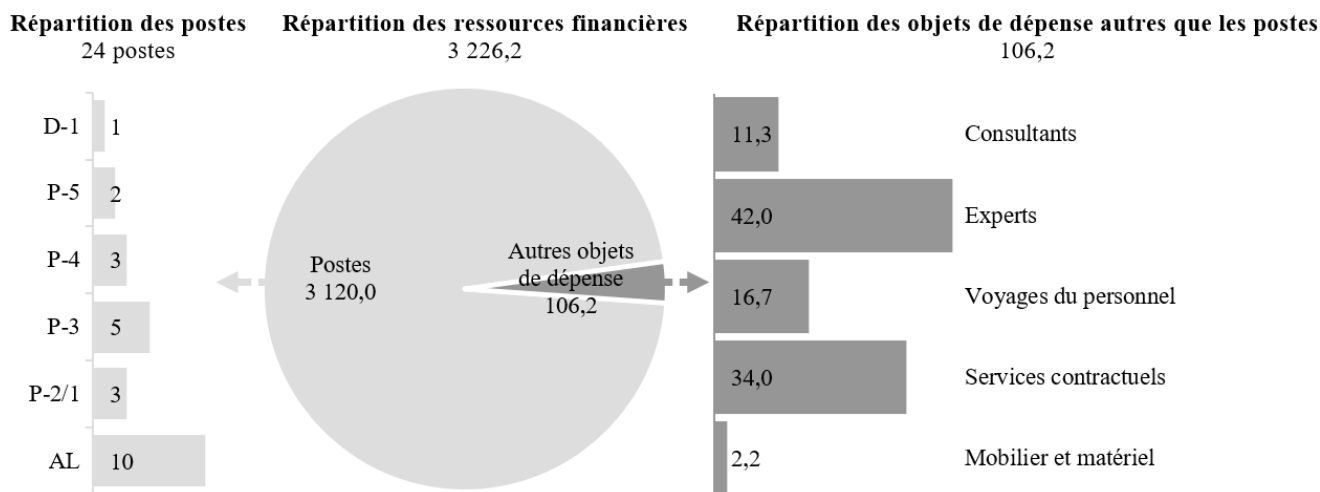
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 964,0	3 120,0	—	—	—	—	—	3 120,0
Autres objets de dépense	118,9	108,7	—	—	(2,5)	(2,5)	(2,3)	106,2
Total	3 082,9	3 228,7	—	—	(2,5)	(2,5)	(0,1)	3 226,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		14	—	—	—	—	—	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		10	—	—	—	—	—	10
Total		24	—	—	—	—	—	24

Figure 19.XX

Sous-programme 7 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 8

Activités sous-régionales de développement

- 19.233 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 4 804 600 dollars et font apparaître une augmentation de 7 500 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 pour les différentes composantes du sous-programme sont présentées ci-dessous.

Composante 1

Activités sous-régionales de développement dans le Pacifique

19.234 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 574 200 dollars et font apparaître une augmentation de 4 100 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 h) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.74 et la figure 19.XXI.

Tableau 19.74

Composante 1 (sous-programme 8) : évolution des ressources financières et des postes

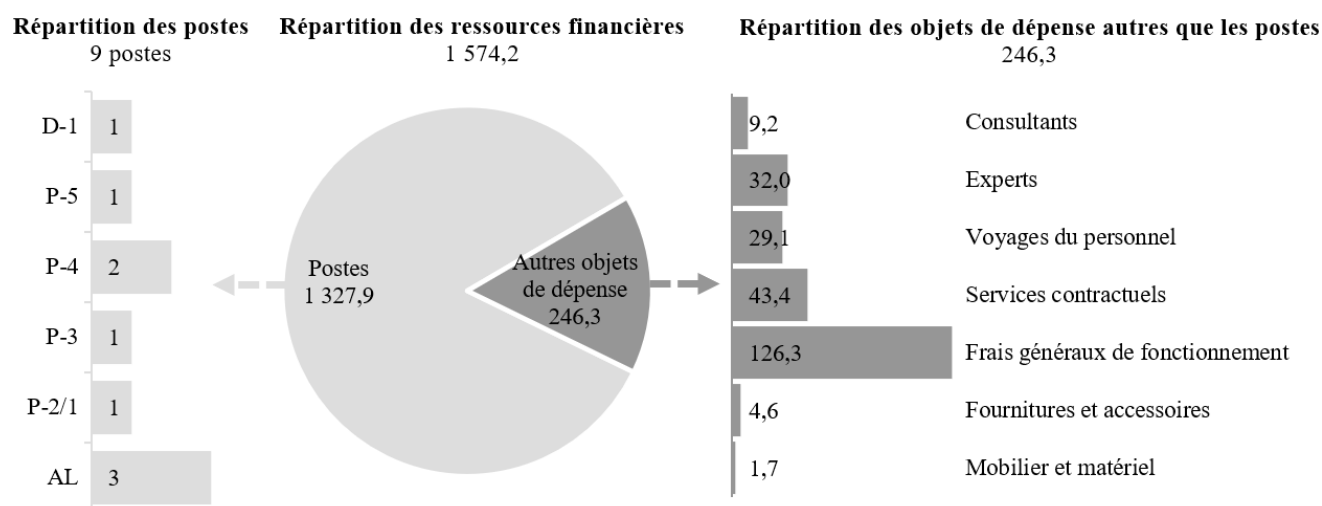
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 335,0	1 327,9	—	—	—	—	—	1 327,9
Autres objets de dépense	233,8	242,2	—	—	4,1	4,1	1,7	246,3
Total	1 568,8	1 570,1	—	—	4,1	4,1	0,3	1 574,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		6	—	—	—	—	—	6
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	3
Total		9	—	—	—	—	—	9

Figure 19.XXI

Composante 1 (sous-programme 8) : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Composante 2**Activités sous-régionales de développement en Asie de l'Est et du Nord-Est**

19.235 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 982 100 dollars et font apparaître une diminution de 1 300 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 i) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.75 et la figure 19.XXII.

Tableau 19.75

Composante 2 (sous-programme 8) : évolution des ressources financières et des postes

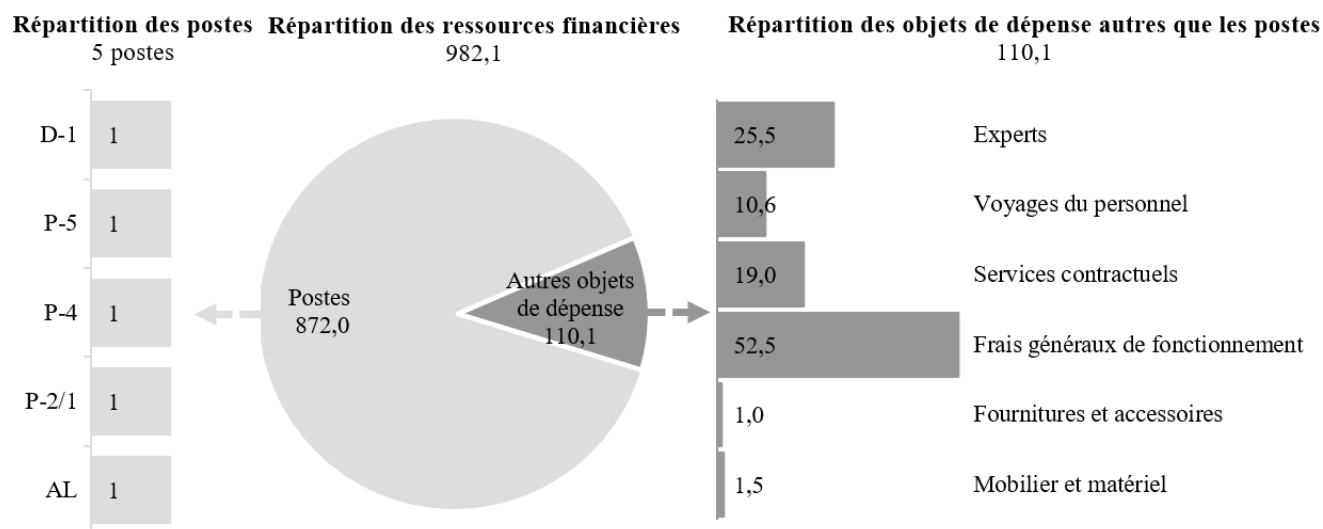
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	889,7	872,0	—	—	—	—	—	872,0
Autres objets de dépense	106,6	111,4	—	—	(1,3)	(1,3)	(1,2)	110,1
Total	996,3	983,4	—	—	(1,3)	(1,3)	(0,1)	982,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		5	—	—	—	—	—	5

Figure 19.XXII

Composante 2 (sous-programme 8) : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Composante 3

Activités sous-régionales de développement en Asie du Nord et en Asie centrale

19.236 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 736 400 dollars et font apparaître une augmentation de 4 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 j) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.76 et la figure 19.XXIII.

Tableau 19.76

Composante 3 (sous-programme 8) : évolution des ressources financières et des postes

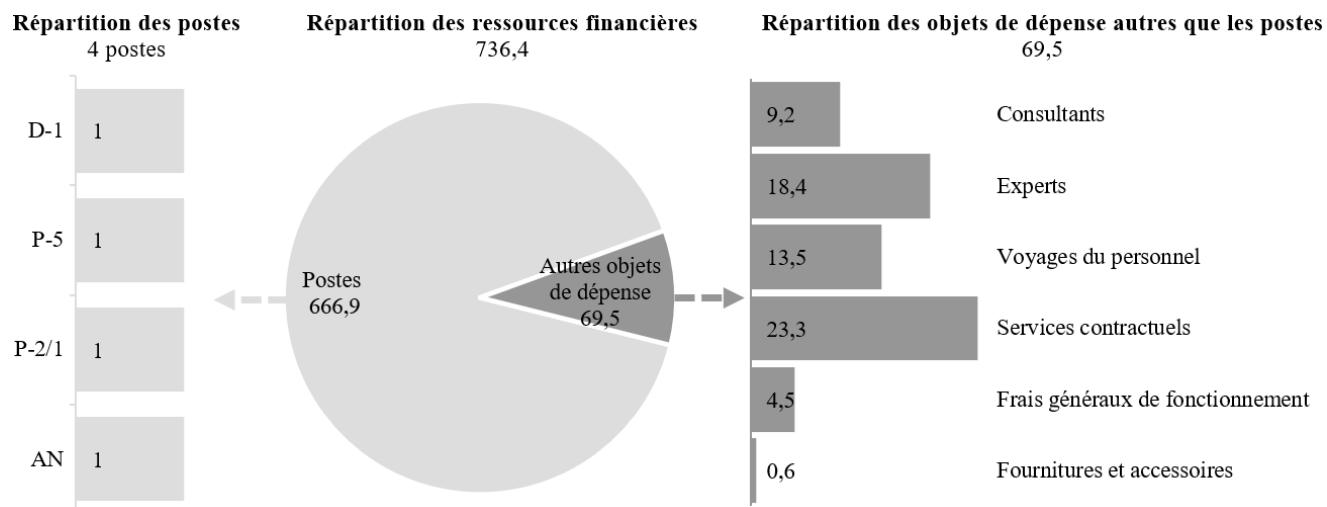
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	614,9	666,9	—	—	—	—	—	666,9
Autres objets de dépense	61,4	64,8	—	—	4,7	4,7	7,3	69,5
Total	676,3	731,7	—	—	4,7	4,7	0,6	736,4
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		3	—	—	—	—	—	3
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		4	—	—	—	—	—	4

Figure 19.XXIII

Composante 3 (sous-programme 8) : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



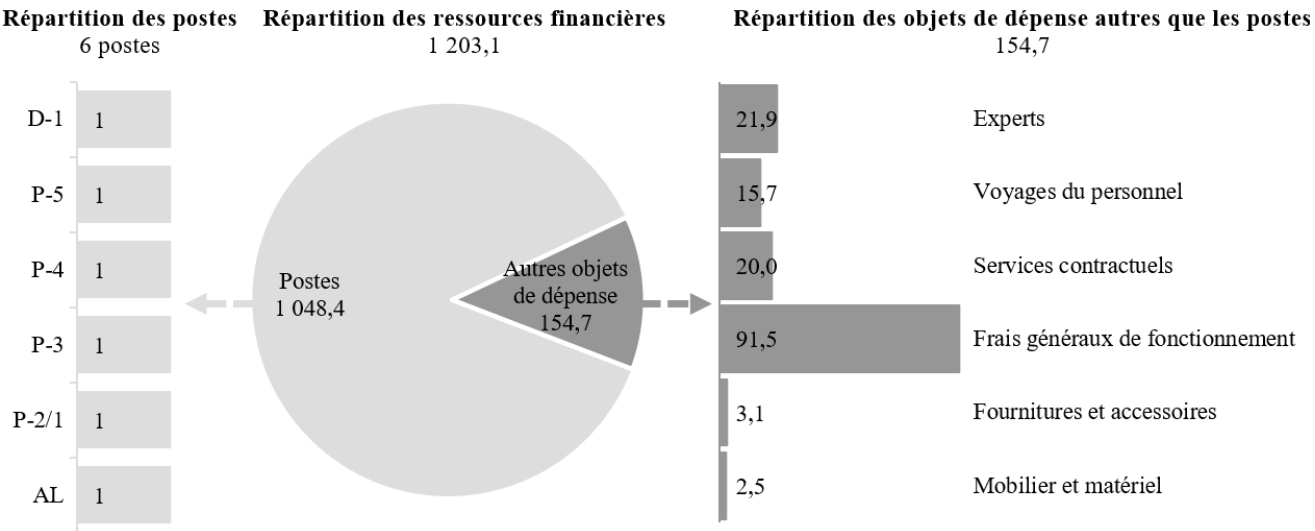
Composante 4
Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud et du Sud-Ouest

19.237 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 203 100 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.77 et la figure 19.XXIV.

Tableau 19.77
Composante 4 (sous-programme 8) : évolution des ressources financières et des postes
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	781,5	1 048,4	—	—	—	—	—	1 048,4
Autres objets de dépense	161,8	154,7	—	—	—	—	—	154,7
Total	943,3	1 203,1	—	—	—	—	—	1 203,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		5	—	—	—	—	—	5
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		6	—	—	—	—	—	6

Figure 19.XXIV
Composante 4 (sous-programme 8) : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Composante 5

Activités sous-régionales de développement en Asie du Sud-Est

19.238 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 308 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.78 et la figure 19.XXV.

Tableau 19.78

Composante 5 (sous-programme 8) : évolution des ressources financières et des postes

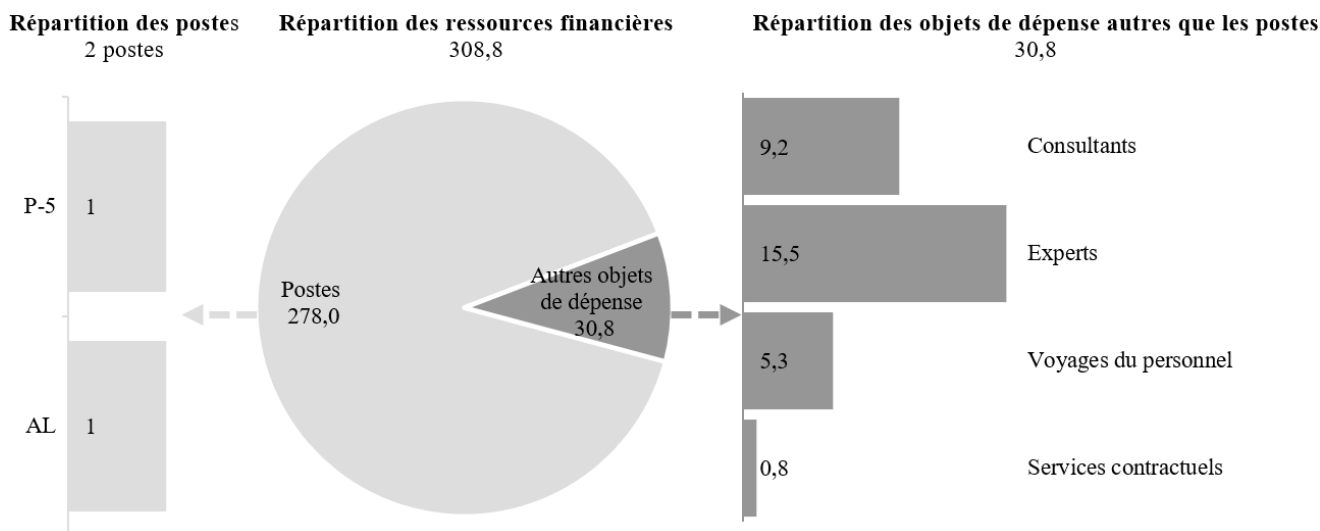
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	207,5	278,0	—	—	—	—	—	278,0
Autres objets de dépense	30,2	30,8	—	—	—	—	—	30,8
Total	237,7	308,8	—	—	—	—	—	308,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		1	—	—	—	—	—	1
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		2	—	—	—	—	—	2

Figure 19.XXV

Composante 5 (sous-programme 8) : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 9 Énergie

19.239 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 902 900 dollars et font apparaître une augmentation de 10 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 k) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.79 et la figure 19.XXVI.

Tableau 19.79

Sous-programme 9 : évolution des ressources financières et des postes

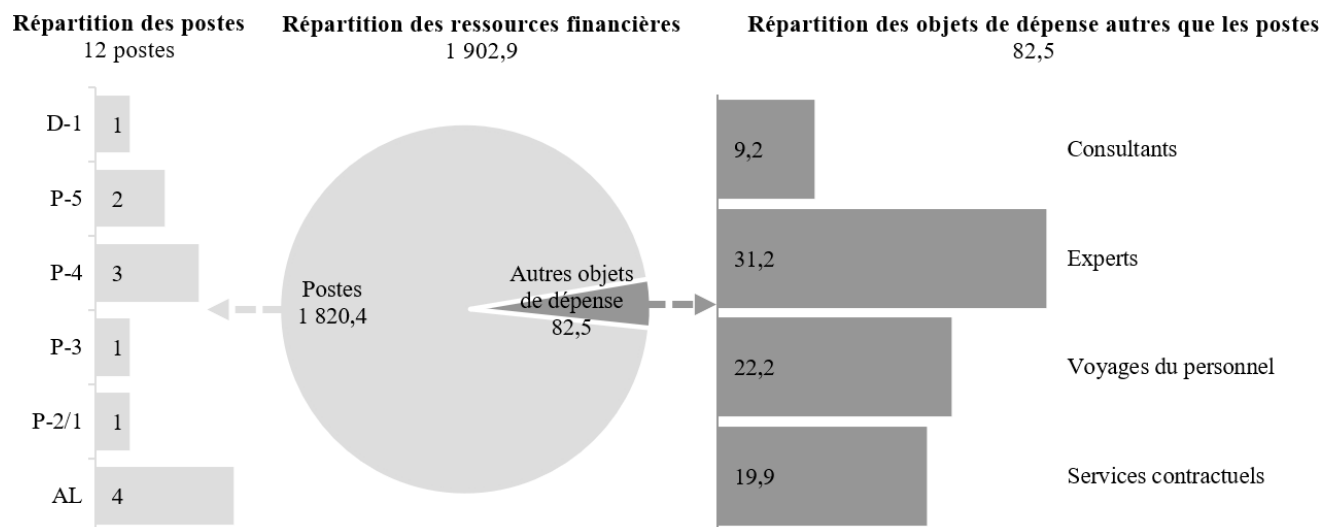
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 637,3	1 820,4	—	—	—	—	—	1 820,4
Autres objets de dépense	79,2	71,9	—	—	10,6	10,6	14,7	82,5
Total	1 716,5	1 892,3	—	—	10,6	10,6	0,6	1 902,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	—	—	—	—	—	8
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	—	—	—	—	—	4
Total		12	—	—	—	—	—	12

Figure 19.XXVI

Sous-programme 9 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Appui au programme

- 19.240 La composante Appui au programme concourt à l'exécution des activités de fond prévues dans le programme de travail de la CESAP au siège à Bangkok ainsi que dans les bureaux sous-régionaux. Elle comporte les entités suivantes :
- a) la Division de la stratégie et de la gestion des programmes, dont la priorité est d'améliorer la pertinence et l'impact de l'action de la CESAP et dont les fonctions ont trait aux domaines suivants : planification stratégique des programmes, gestion et budgétisation, coopération technique et mobilisation des ressources, suivi et évaluation et partenariats, en particulier collaboration avec les partenaires de développement ;
 - b) la Division de l'administration, dont la priorité est d'améliorer l'appui opérationnel, notamment de tirer parti de la réforme du développement en collaborant avec les entités des Nations Unies à l'échelle locale et dans la région, ainsi qu'en rationalisant les procédures administratives globales et en systématisant les mesures prises pendant la pandémie, et dont les fonctions ont trait aux domaines suivants : gestion financière, gestion des ressources humaines, gestion de l'informatique et des communications, services de courrier, voyages, gestion des conférences (y compris gestion des manifestations, en particulier au Centre de conférence des Nations Unies de Bangkok) et relations avec le pays hôte, achats, gestions des locaux et services commerciaux et généraux ;
 - c) la Section de la communication et de la gestion des connaissances, dont la priorité est de diffuser des supports d'information afin d'accroître l'accessibilité et la visibilité des analyses, des travaux normatifs et des activités de renforcement des capacités menés par la CESAP dans le cadre de ses services de communication, de gestion des connaissances, d'information et de bibliothèque (relations avec les médias, gestion des contenus sur les médias sociaux et sur le Web, expositions, supports promotionnels, gestion du programme de publication, achat et gestion d'abonnements à des ressources électroniques, bases de données et publications en ligne, préservation de la mémoire institutionnelle et numérisation des documents et publications) ;
 - d) la Section des services de conférence et de la documentation, qui facilite la communication multilingue entre les parties prenantes, les partenaires et les États membres dans le cadre de son mandat, qui consiste à fournir des services d'interprétation, de traduction, d'édition et de traitement de texte, y compris des services de gestion de la documentation, de reprographie et d'impression, ainsi qu'à mettre à profit les technologies informatiques liées aux langues et les outils de traduction assistée par ordinateur.
- 19.241 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 21 685 500 dollars et font apparaître une diminution de 253 400 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 19.212 l) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 19.80 et la figure 19.XXVII.

Tableau 19.80

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

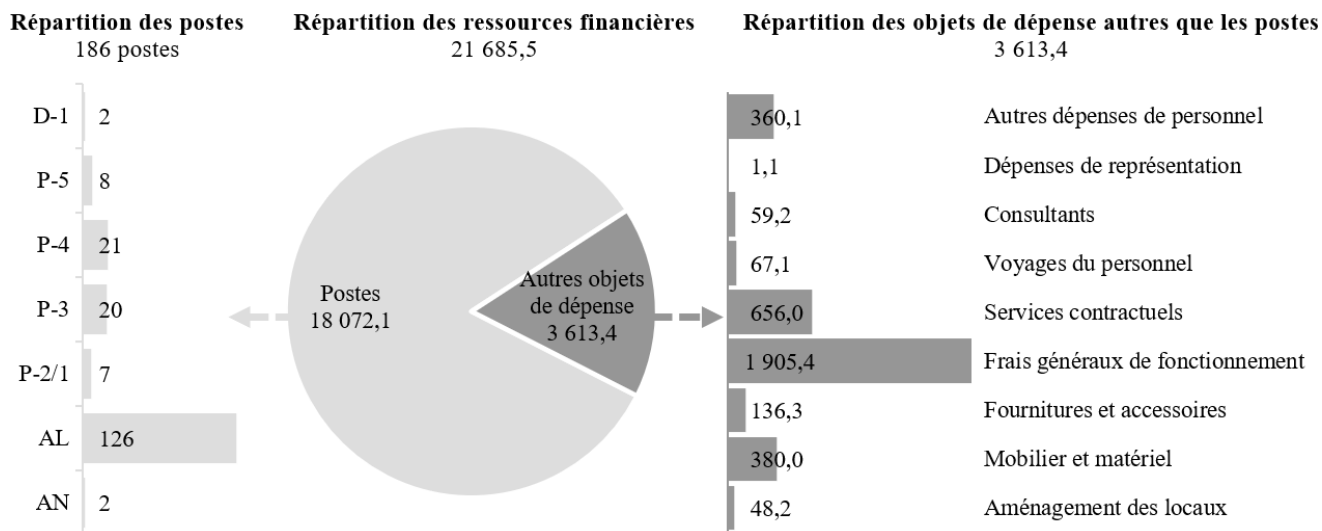
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	17 181,9	17 992,9	79,2	–	–	79,2	0,4	18 072,1
Autres objets de dépense	4 308,8	3 946,0	(253,6)	–	(79,0)	(332,6)	(8,4)	3 613,4
Total	21 490,7	21 938,9	(174,4)	–	(79,0)	(253,4)	(1,2)	21 685,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		58	–	–	–	–	–	58
Agents des services généraux et des catégories apparentées		128	–	–	–	–	–	128
Total		186	–	–	–	–	–	186

Figure 19.XXVII

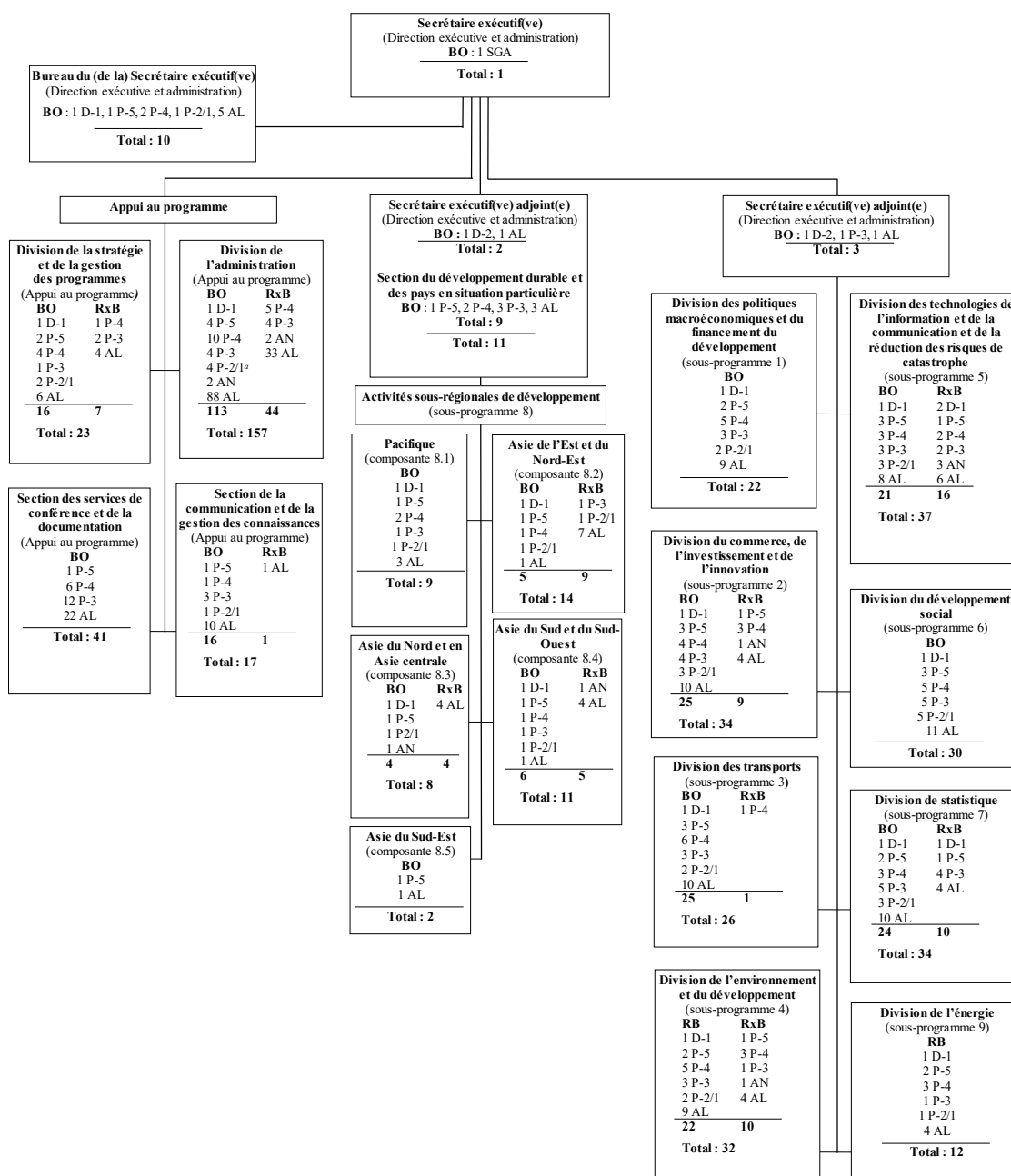
Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2025



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

^a Réaffectation d'un poste de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines, qui deviendrait un poste de fonctionnaire adjoint(e) des services de conférence.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Appui au programme	1	P-2	Réaffectation de 1 poste de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines, qui deviendrait un poste de fonctionnaire adjoint(e) des services de conférence	Cette réaffectation est liée à la réorganisation stratégique de la Division de l'administration, qui consiste notamment à transférer un poste P-3 de fonctionnaire d'administration du Groupe de la gestion des conférences à la Section de la gestion des ressources humaines et à réaffecter un poste P-2 de spécialiste adjoint(e) des ressources humaines, qui deviendrait un poste de fonctionnaire adjoint(e) des services de conférence et serait rattaché au Groupe de la gestion des conférences, afin de répondre aux besoins opérationnels de chaque bureau et de renforcer les services fournis aux États membres dans le cadre des réunions et des conférences.